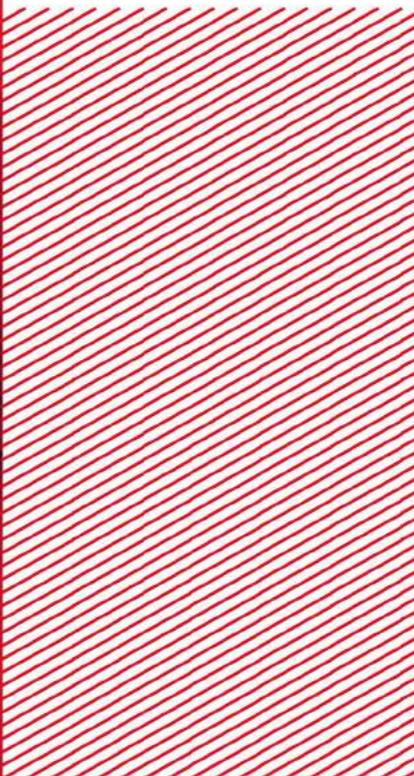
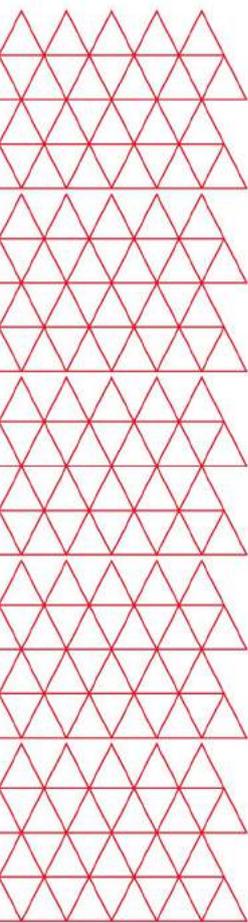
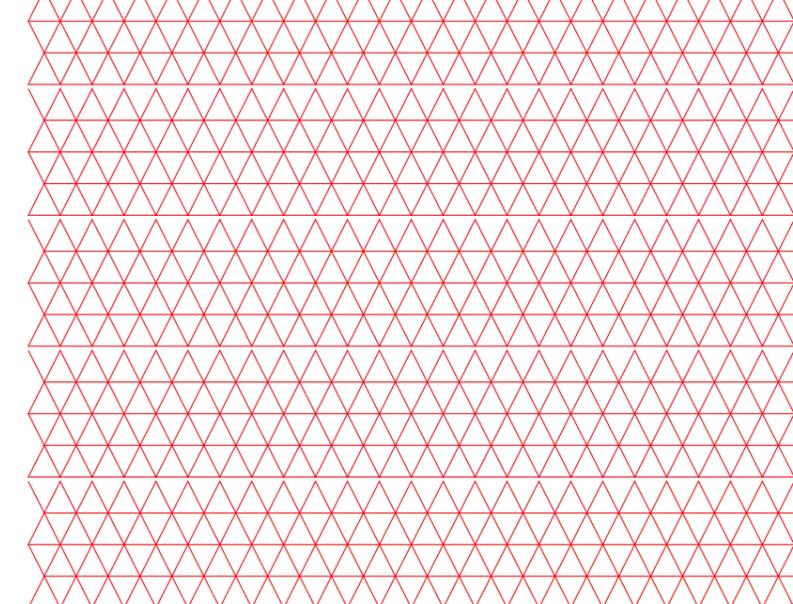




2018

RAPPORT, D'ACTIVITÉ





P.4 ÉDITOS

TEMPS FORTS 2018 P.8

P.12 NOS MISSIONS

REGARDS CROISÉS DES COMITÉS P.14

P.16 SOUTENIR LA RECHERCHE

PRÉVENIR TOUJOURS, DÉPISTER MIEUX P.20

P.24 PERMETTRE L'ACCÈS DE TOUS À LA SANTÉ

FORMER, PARTAGER, MUTUALISER P.28

P.32 PROMOUVOIR LES DROITS

NOS SOUTIENS P.36

P.40 NOS RESSOURCES

PARTIE FINANCIÈRE P.42

P.64 NOTRE ORGANISATION

ANNEXES P.72

SOMMAIRE



Line Renaud,
vice-présidente de Sidaction

Pr Françoise Barré-Sinoussi,
présidente de Sidaction

CE N'EST PAS LE MOMENT DE BAISSER LA GARDE

ÉDITO

Contre le virus du sida, le moindre abandon est un danger : c'est le message que nous avons voulu faire passer à la télévision et à la radio lors du Sidaction 2018. À une période où le VIH ne semble plus être une préoccupation majeure parmi la population ou les décideurs, il est primordial de rappeler qu'il continue de faire des ravages.

Dans le monde, près de 38 millions de personnes vivent aujourd'hui avec le VIH. En 2018, on a déploré 770 000 décès liés au sida. Si le nombre de morts est heureusement en diminution, il reste beaucoup à accomplir pour le voir chuter drastiquement. Et il en va de même pour le nombre de nouvelles contaminations, qui stagne lui depuis plusieurs années.

Certes, nous avons de bonnes nouvelles : 78 % des personnes se sachant séropositives ont eu accès à un traitement, mais ce pourcentage varie énormément selon les régions et les pays. Et nous sommes loin de la fameuse cible des « 90/90/90 », fixée par l'ONUSIDA et l'OMS (à l'horizon 2020, 90 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique ; 90 % de toutes les personnes infectées par le VIH dépistées reçoivent un traitement antirétroviral durable ; 90 % des personnes recevant un traitement antirétroviral ont une charge virale durablement supprimée). À la conférence internationale sur le sida à Amsterdam, tous les experts s'accordaient sur la forte probabilité que ces résultats ne soient pas atteints.

**« EN DÉPIT DE TOUS
LES OBJECTIFS DE
PRÉVENTION, ENCORE
TROP DE PERSONNES
INFECTÉES
NE SAVENT PAS
QU'ELLES LE SONT. »**

En dépit de tous les objectifs de prévention, encore trop de personnes infectées ne savent pas qu'elles le sont. Il faut insister sur l'importance du dépistage et déployer largement les programmes de dépistage communautaire que Sidaction soutient en France et ailleurs. Il faut élargir l'accès à tous les outils de prévention : augmenter en France le nombre de personnes prenant la PrEP – Prophylaxie Pré-Exposition –, qui a montré son efficacité, mais également œuvrer pour que celle-ci soit davantage disponible dans les pays les plus pauvres, où elle peut être une alternative, en particulier pour les jeunes homosexuels et les jeunes filles.

Concernant la prise en charge dans les pays à ressources limitées, une meilleure intégration du VIH/sida dans tous les services de santé est indispensable. La question du VIH doit être incluse dans un contexte d'amélioration globale de la santé. C'est un principe auquel Sidaction essaie de contribuer depuis plusieurs années déjà, en apportant son aide à des associations qui proposent une prise en charge pour le VIH/sida, mais aussi pour d'autres problèmes de santé auxquels leurs bénéficiaires sont confrontés.

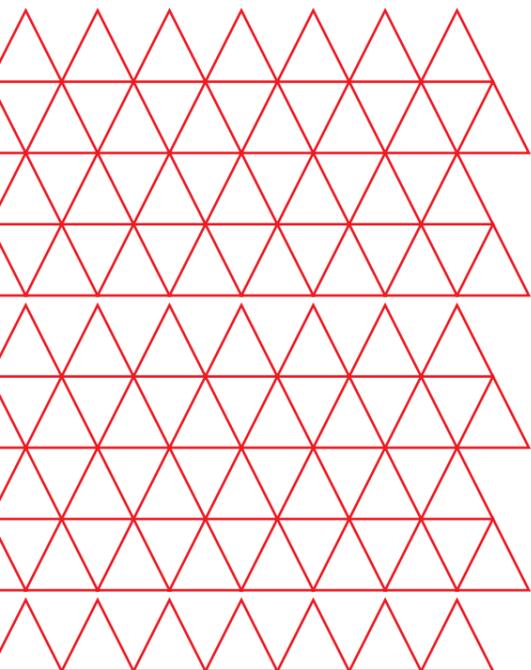
D'autre part, tout comme le dépistage, l'essor de la santé communautaire doit être encouragé. Dans des pays où la pénurie de médecins est préoccupante, des conseillers communautaires peuvent participer au suivi des personnes sous traitement, faire des visites à domicile, envoyer des SMS pour faciliter l'observance, etc.

Dans le domaine de la recherche, l'un des axes prioritaires, soutenu par Sidaction, est le développement des stratégies thérapeutiques du futur pour aller au moins, si ce n'est une guérison, vers une rémission à l'arrêt du traitement.

Par ailleurs, nous sommes collectivement fiers de l'Université des jeunes chercheurs que nous organisons chaque année. Outre le fait qu'il s'agit d'une contribution cruciale de Sidaction aux échanges entre plusieurs générations de scientifiques travaillant dans des domaines différents, cette Université des jeunes chercheurs sert désormais de modèle bien au-delà de nos frontières, y compris dans des pays à ressources limitées, à des formations qui sont autant d'opportunités pour de jeunes chercheurs.

Nous avons des motifs d'inquiétude, mais aussi des raisons d'espérer. Nous devons continuer à nous mobiliser et nous adapter en permanence pour répondre à des besoins qui évoluent. Les trois composantes qui font la spécificité de Sidaction – le soutien aux associations en France, à l'international et le soutien à la recherche – devront y répondre de concert, dans une approche, elle aussi, intégrée et pluridisciplinaire.

Françoise Barré-Sinoussi et Line Renaud,
présidente et vice-présidente de Sidaction



Florence Thune,
directrice générale de Sidaction

«CONNECTING PEOPLE»

ÉDITO

Le slogan est déjà pris, mais c'est pourtant ce que nous faisons au quotidien. Pour lutter contre le sida, mais également pour combattre toutes les violences sociales, économiques, psychologiques et physiques. Des violences qui privent de leurs droits les personnes qui en sont les victimes, qui les maintiennent dans la précarité, les chassent de leur famille, de leur pays, les empêchent de considérer leur santé comme une priorité, et les exposent ainsi dangereusement au VIH et à ses conséquences.

Nous « connectons » les acteurs de la lutte contre le sida pour mutualiser et confronter leurs expériences, pour émettre des recommandations ou des revendications, pour faire progresser la recherche, ou encore pour porter la voix des plus exclus et des plus durement frappés par le VIH à travers le monde. Tout au long de l'année 2018, nous avons organisé des temps de rencontre pour les chercheurs, les associations, les médecins, les personnes vivant avec le VIH, sous des formes aussi variées que les journées scientifiques, la « *Research for Cure Academy* », les journées « *Vieillir avec le VIH* » ou le groupe « *Expert prison* ».

**NOUS SOMMES TOUS
CONCERNÉS POUR
ESPÉRER METTRE UN
JOUR UN TERME À
L'ÉPIDÉMIE DE VIH.**

Grâce aux dons collectés auprès du grand public et au soutien de l'Agence française de développement, nous avons pu accompagner et renforcer des actions permettant de donner la parole aux personnes concernées par l'épidémie : travailleuses du sexe en France, militants LGBT+ au Cameroun, personnes transgenres au Burkina, adolescents vivant avec le VIH dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, etc. Nous sommes bien placés pour savoir à quel point la recherche scientifique est un pilier incontournable de la lutte contre le sida, un pilier qu'il faut continuer à soutenir pour améliorer la vie des personnes déjà infectées et prévenir les nouvelles contaminations. Cependant, nous constatons, année après année, que lorsque les droits humains ne sont pas respectés et que les personnes directement touchées ne disposent pas des moyens nécessaires pour agir et se protéger, alors cette science ne peut profiter qu'à un nombre réduit de privilégiés. Or, Sidaction défend une recherche accessible à tous. C'est donc dans cette voie que nous poursuivrons nos efforts.

Tout au long de cette année 2018, nous avons une nouvelle fois prouvé que nous pouvions parler au plus grand nombre, en renouvelant les messages auprès du grand public, des jeunes et de leurs parents, à l'occasion d'événements comme le **Sidaction médias** ou les **Chefs Solidaires**, tout en nous adressant également aux personnes les plus exclues et exposées au VIH dans les différents pays où **Sidaction** intervient, en France métropolitaine et d'outre-mer, en Afrique subsaharienne et en Europe de l'Est.

De la sensibilisation auprès du grand public jusqu'aux messages de prévention plus ciblés, adressés à ces populations particulièrement touchées, nous défendons ce qui peut parfois apparaître comme un grand écart de communication. Parce que nous assumons clairement le fait de rappeler qu'aujourd'hui, face au VIH, tout le monde est concerné. Concerné pour se faire dépister au moins une fois dans sa vie, concerné pour adopter les moyens de prévention qui correspondent le mieux à ses pratiques sexuelles, concerné pour respecter les différences et lutter contre toute forme de discrimination, concerné pour dénoncer les risques qui pèsent sur les droits des femmes et les droits humains en général.

Nous sommes tous concernés pour espérer mettre un jour un terme à l'épidémie de VIH.

L'ANNÉE 2018

25
JANVIER

DÎNER DE LA MODE

Organisée en partenariat avec la Fédération de la Haute Couture et de la Mode, cette 16^{ème} édition a réuni plus de 400 personnalités de la mode, des arts et des médias au Pavillon d'Armenonville. Parmi eux, le chanteur Etienne Daho, les actrices Isabelle Huppert, Anna Mouglalis et Sandrine Kiberlain, le créateur Jean-Paul Gaultier, les mannequins Sara Sampaio et Andrés Velencoso, etc. Cet événement désormais incontournable a permis de collecter 800 000 euros, le montant le plus important depuis la création de ce dîner de gala.



450

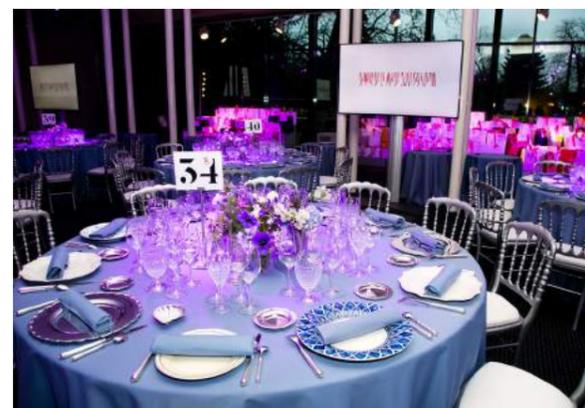
personnalités de la mode, des arts et des médias

16
MARS

« SA RAISON D'ÊTRE » VERSION 2018

À l'occasion des 20 ans de « l'hymne » de Sidaction, composé en 1998 par Pascal Obispo et interprété à l'époque par 42 chanteuses et chanteurs, une cinquantaine d'artistes se sont réunis bénévolement autour de Line Renaud et Pascal Obispo pour enregistrer une nouvelle version de cette chanson emblématique, l'intégralité des recettes étant bien sûr destinée à Sidaction.

À côté d'artistes confirmés comme Patrick Bruel, Nolwenn Leroy, Florent Pagny, Zazie, Benjamin Biolay, Carla Bruni, Christophe Maé, Jenifer, Marc Lavoine et bien d'autres, la nouvelle génération s'est elle aussi mobilisée avec, par exemple, Slimane, Vianney, Black M, Claudio Capéo, Kids United, Marina Kaye, Keen'V, etc.

9
FÉVRIER

JOURNÉE SCIENTIFIQUE DE SIDACTION

Pour sa 4^{ème} édition, la journée scientifique de Sidaction a rassemblé une centaine de chercheurs à la mairie du 10^{ème} arrondissement de Paris. Un rendez-vous annuel, qui a permis de partager les récentes découvertes dans le domaine de la lutte contre le VIH. Cette année, des thématiques telles que la prévention du VIH, la santé sexuelle ou encore les co-infections ont été mises à l'honneur. Les chercheurs ont également eu l'opportunité, lors de cette journée, de présenter leurs travaux sous forme de posters.

19 AU 25 MARS

CAMPAGNE « UN SMS PEUT TOUT CHANGER »

À l'occasion du Sidaction 2018, l'association a sollicité des étudiants de l'école Cesacom (Paris) pour concevoir une campagne digitale d'appel aux dons, destinée aux jeunes. Dans un style parodique, des créateurs de contenus web (Tristan Lopin, Laura Calu, Coucou les girls, etc.) ont réalisé des vidéos de détournement d'histoires, dont un texto modifie le déroulement initial. Derrière ce concept, une idée simple : si un SMS peut modifier la fin d'une histoire, il peut aussi tout changer pour Sidaction, le public étant invité à faire des dons de 5 euros par SMS.

23 AU 25 MARS



SIDACTION 2018

« Contre le virus du sida, le moindre abandon peut tout changer. Mais le moindre don aussi peut tout changer. N'abandonnez pas. ». Les auditeurs et téléspectateurs des 29 médias mobilisés pour le Sidaction 2018 ont entendu le message. Leur générosité, couplée à celle de nos partenaires, a permis de récolter 4,4 millions d'euros de promesses de dons, un montant en hausse par rapport à l'année précédente.

Lors de cet événement médiatique, Sidaction a voulu mettre en avant l'interaction qui existe entre tous les acteurs de cette lutte - chercheurs, soignants, acteurs associatifs, bénévoles, personnes vivant avec le VIH -, et qui fait la spécificité de l'association.

4
AVRIL9^{ÈME} CONFÉRENCE INTERNATIONALE FRANCOPHONE AFRAVIH

Sidaction était présente à la conférence AFRAVIH (Alliance francophone des acteurs de santé contre le VIH et les infections virales chroniques) à Bordeaux, et organisait un symposium intitulé « Dépistage : encore un effort ! Renforcer l'offre et réduire les opportunités manquées ». Ce symposium avait pour but de promouvoir le dépistage, qui reste une clé majeure pour contrôler l'épidémie et permettre une prise en charge de qualité. A cette occasion, des programmes d'intervention et de recherche, soutenus par Sidaction en Côte d'Ivoire et en France, ont pu être présentés. Objectif : que l'échange d'expériences pertinentes soit une opportunité pour améliorer et maximiser l'offre de dépistage dans ces deux pays, et au-delà.

25 AU 9
AVRIL MAI

PLAIDOYER POUR LES PERSONNES LGBT+ EN AFRIQUE

Soutenus par Sidaction, des militants d'Alternatives Cameroun, une association camerounaise œuvrant pour la défense des droits de l'homme, ont porté devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, réunie pour sa 62^{ème} session ordinaire à Nouakchott en Mauritanie, la question des droits des LGBT+ et dénoncé les violences faites aux personnes LGBT+. Leur déclaration était intitulée : « Pour une extension du concept de genre en Afrique, par la prise en compte de l'intersexualité, la diversité de genre et l'orientation sexuelle ».

25 AU 27 JUIN

FORMATION « PRISON » DANS L'OCÉAN INDIEN

Organisée par Sidaction au Centre de formation des personnels pénitentiaires du Port, à la Réunion, cette formation a réuni treize stagiaires venus de sept associations réunionnaises et mahoraises, soutenues par Sidaction. Le but était de les encourager à développer des actions en prison, en leur permettant de mieux comprendre comment s'organiser la prise en charge du VIH et des hépatites en milieu carcéral et de réfléchir, en lien avec l'administration pénitentiaire, sur la prévention et l'accompagnement des détenus vivant avec le VIH.

TEMPS FORTS

11 ET 12
OCTOBRE

CONGRÈS DE LA SFLS À REIMS

L'importante question des allègements thérapeutiques était au programme du Congrès national de la société française de lutte contre le sida. Sidaction y a co-animé deux sessions, l'une consacrée à l'allègement du poids psychologique de la maladie, l'autre à la prévention des pathologies associées au VIH. Comme chaque année depuis 2016, le Relais du Ruban Rouge, course organisée par la SFLS au profit de Sidaction, a eu lieu la veille du congrès.



24 AU 1^{ER}
NOVEMBRE DÉCEMBRE

CHEFS SOLIDAIRES

Parrainée par Marie Sauce-Bourreau, présidente des Toques Françaises, et Guillaume Gomez, président des Cuisiniers de la République française et co-président d'Euro-Toques France, l'opération « Chefs Solidaires » célébrait ses 10 ans en 2018. Plus de 400 restaurateurs se sont mobilisés dans toute la France, et de nombreux CFA et lycées hôteliers ont organisé des actions dans leurs établissements, afin de sensibiliser les jeunes à la question du VIH/sida.

12 AU 13
NOVEMBRE

JOURNÉE DE MUTUALISATION ANTILLES-GUYANE

Ce rendez-vous, organisé depuis 2015, permet aux associations soutenues par Sidaction dans les départements français d'Amérique de se rencontrer, d'échanger sur leurs questions d'actualité et de réfléchir sur les problématiques spécifiques à leurs territoires. En 2018, les discussions ont notamment porté sur l'amélioration du parcours des personnes de plus de 50 ans vivant avec le VIH, et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la stratégie nationale de santé sexuelle 2017-2030, mise en place par le ministère de la Santé.

12 ET 13 DÉCEMBRE

JOURNÉES « VIEILLIR AVEC LE VIH »

En France, une personne vivant avec le VIH sur deux a plus de 50 ans. Sidaction a organisé, avec ses partenaires, deux journées de mutualisation sur le thème : « Vieillir avec le VIH : améliorer les parcours vers une meilleure qualité de vie ». Nourrie par les retours de terrain des associations présentes, mais également par les recherches menées sur ce sujet, l'ambition de cet événement était de dresser un état des lieux de la situation des seniors vivant avec le VIH, ainsi que des dispositifs en place, pour formuler des préconisations et mieux répondre aux nouveaux besoins de cette population qui vieillit avec le VIH.



1^{ER}
DÉCEMBRE

LES INFLUENCEURS CONTINUENT DE S'ENGAGER AVEC SIDACTION

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, Tibo InShape, personnalité issue de YouTube riche d'une communauté de plus de 5.7 millions d'abonnés (au moment des faits) a interrogé Florence Thune et a réalisé un micro-trottoir dans les rues de Paris. L'objectif était de sonder l'état des connaissances des passants autour du sida avec, en parallèle, le témoignage d'une personne vivant avec le VIH. Le résultat a réalisé plus de 2 millions de vues.

14
DÉCEMBRE

JOURNÉE « TRANS ET VIH, LA PRÉVENTION EN QUESTION »

Cette journée s'est tenue à Paris pour marquer le lancement d'un projet de recherche opérationnelle coordonné par Sidaction. Alliant des équipes de recherche de l'Institut national d'études démographiques aux associations Acceptess-T et PASTT, ce projet étudie une problématique de terrain – l'accès à la PrEP pour les personnes transgenres –, sous forme de recherche. Cette journée avait pour but de dresser un panorama des recherches récentes, menées en France et en Europe, au sujet de la prévention chez les personnes transgenres, fortement exposées à l'infection par le VIH, ainsi que de mettre en avant les enjeux de santé et de lutte contre les discriminations.

11
DÉCEMBRE

JOURNÉE « JEUNES GAYS »

Regroupant des chercheurs, des acteurs de la santé publique et des associations financées par Sidaction, cette journée d'échanges autour des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes s'intitulait : « à la recherche des jeunes gays ». L'objectif était d'explorer de nouvelles manières de faire de la prévention auprès des 16-25 ans, en particulier à travers les applications de rencontre.

31
DÉCEMBRE

CONCLUSION D'UNE ENQUÊTE DE DIX ANS SUR LES TRAITEMENTS PÉDIATRIQUES

Pendant onze ans, dans le cadre du programme *Grandir*, Sidaction a collecté des informations sur l'accès des enfants aux traitements antirétroviraux pédiatriques, dans onze pays d'Afrique. Au début, très peu de médicaments adaptés aux enfants étaient disponibles. L'étude tirée de ces données met en avant les progrès réalisés, mais aussi le retard qu'accuse la prise en charge des enfants atteints du VIH sur ce continent, et particulièrement en Afrique de l'Ouest et centrale. En Afrique, le sida demeure en effet la première cause de mortalité chez les jeunes de 10 à 19 ans.

NOS MISSIONS

**ÊTRE AUX CÔTÉS DE TOUS
CEUX QUI SE BATTENT POUR
FAIRE RECULER L'ÉPIDÉMIE**

« Les ressources mondiales disponibles pour la lutte contre le sida sont en recul, alors qu'il faudrait justement une accélération. Nous avons besoin d'une prise de conscience et d'un engagement des décideurs politiques du monde entier, pour garantir un accès universel et équitable à la prévention, aux soins et aux traitements, investir dans la recherche et espérer ainsi mettre fin à l'épidémie. »

P^r Françoise Barré-Sinoussi, présidente de Sidaction

« Nous ne pouvons que nous réjouir des formidables progrès obtenus contre le VIH grâce à la recherche et la mobilisation sans relâche des associations. Le collectif est le fondement de la création de Sidaction. Le combat contre le sida se gagnera avec l'implication de tous. »

Line Renaud, vice-présidente de Sidaction

NOS MISSIONS



**SUR TOUS
LES FRONTS**

soutient la recherche fondamentale, appliquée, clinique et en sciences sociales en allouant des aides aux équipes et en soutenant de jeunes chercheurs

organise chaque année le **Sidaction** médias, une opération unique rendue possible grâce à la mobilisation de 29 médias partenaires et à l'engagement de milliers de bénévoles

favorise l'interdisciplinarité et la transversalité avec des conférences et des journées de formation et de transmission d'expertises croisées

soutient la prévention et l'aide aux personnes vivant avec le VIH en France et dans le monde

accompagne et forme tous les acteurs de son réseau en mutualisant les échanges d'expériences à travers des outils et des rencontres au Nord et au Sud

informe et sensibilise le grand public et les populations clés grâce à des événements, des campagnes et des outils adaptés

2018 NOS ACTIONS EN CHIFFRES

À l'international, l'association a dédié plus de

4,17
MILLIONS D'EUROS
au renforcement de capacités et au développement de

35
PROJETS
portés par
32
ASSOCIATIONS
partenaires et réparties dans

19
PAYS
en Afrique, en Europe de l'Est et en Asie.

Sidaction a consacré

3,39
MILLIONS D'EUROS
à la prévention et l'aide aux personnes vivant avec le VIH et a soutenu

118
PROGRAMMES
mis en oeuvre par

81
ASSOCIATIONS
en France.

Sidaction a consacré

3,53
MILLIONS D'EUROS
à la recherche et financé

36
JEUNES CHERCHEURS
et
33
PROJETS

de recherche fondamentale, appliquée, clinique ou en sciences sociales.

REGARDS CROISÉS DES COMITÉS

POURQUOI NOUS RESTONS MOBILISÉS



Asier Sáez-Cirión,
président du comité scientifique et médical de Sidaction

« INTERVENIR LE PLUS TÔT POSSIBLE »

« Cette année encore, j'ai eu le plaisir de présider le comité scientifique de Sidaction. Avec mes 24 collègues membres du comité, nous représentons la multidisciplinarité de la recherche soutenue par Sidaction. En 2018, Sidaction a continué de financer une recherche qui vise à résoudre les problèmes jugés prioritaires. Un grand axe de recherche a donc été de comprendre les premiers contacts du VIH au niveau des muqueuses, qui sont les portes d'entrée du virus. Quelles sont les premières réactions des cellules du système immunitaire qui rencontrent le virus et comment ces premiers événements vont ensuite impacter la dissémination et la persistance de l'infection ? Des résultats marquants ont d'ailleurs été publiés en 2018 à ce sujet. En particulier la confirmation que les cellules CD4, bien que majeures, ne sont pas les seules cibles du virus. Les macrophages aussi peuvent non seulement être ciblés par le VIH, mais nous savons maintenant qu'ils peuvent également rester infectés et perdurer pendant longtemps, constituant également des réservoirs. Ensuite, l'objectif, en France comme au niveau international, est de pouvoir progresser vers un dépistage de l'infection plus précoce. Être dépisté au plus tôt représente un bénéfice aussi bien individuel que global. Une personne qui commence un traitement plus tôt aura un réservoir plus faible et un système immunitaire mieux préservé, tout en limitant la transmission du virus. Aujourd'hui, il y a toujours cette phase d'éclipse entre l'infection et le dépistage, ce qui contribue à la persistance de l'épidémie. Il y a clairement un effort à maintenir pour identifier les failles dans le dépistage, trouver des solutions pour favoriser l'accès aux tests, et mieux cibler les populations les plus vulnérables. Mais là encore, il nous reste des défis majeurs à surmonter, car le dépistage est limité par des problèmes de discrimination et de stigmatisation, ainsi que par la peur d'être porteur de l'infection par le VIH. »

« LES PAYS DU SUD DOIVENT S'ENGAGER DAVANTAGE »

« Pour ma 2^{ème} année en tant que présidente du comité international, je voudrais mettre en avant la concertation et le dialogue permanent qui existent entre l'équipe salariée de Sidaction, le comité international et les associations bénéficiaires. C'est une collaboration franche et sincère. Les associations qui font des demandes de financement sont véritablement écoutées et, en cas de besoin, elles savent qui contacter pour obtenir des informations ou du soutien. Je tenais à le souligner et le saluer. L'équipe de Sidaction se déplace sur le terrain pour voir quelles sont les difficultés et les améliorations possibles. Cette relation de proximité personnalisée renforce le partenariat, mais aussi la qualité de travail des associations soutenues. À propos de la lutte contre le sida dans les pays à ressources limitées, je suis soucieuse du manque d'engagement politique au niveau local : le VIH n'est plus considéré comme une priorité dans nos systèmes de santé, et la prévention est délaissée. Ce sont des financeurs comme Sidaction qui permettent aux structures communautaires de poursuivre leurs activités sur le terrain. En Afrique, il faut mettre l'accent sur les populations qui sont stigmatisées, notamment les travailleuses du sexe et les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes. Du côté de la prise en charge, l'accès au traitement s'est amélioré mais nous sommes toujours confrontés à des ruptures d'approvisionnement. Quant aux examens biologiques, chaque personne vivant avec le VIH devrait théoriquement faire au moins un test de charge virale par an... si l'appareil n'est pas en panne ! Bref, les défis à relever sont encore nombreux. Heureusement, Sidaction est un partenaire qui va au cœur des problèmes, qui a développé une stratégie et suit une feuille de route très claire, en étroite conformité avec les recommandations internationales. »



Christine Kafando,
présidente du comité international de Sidaction

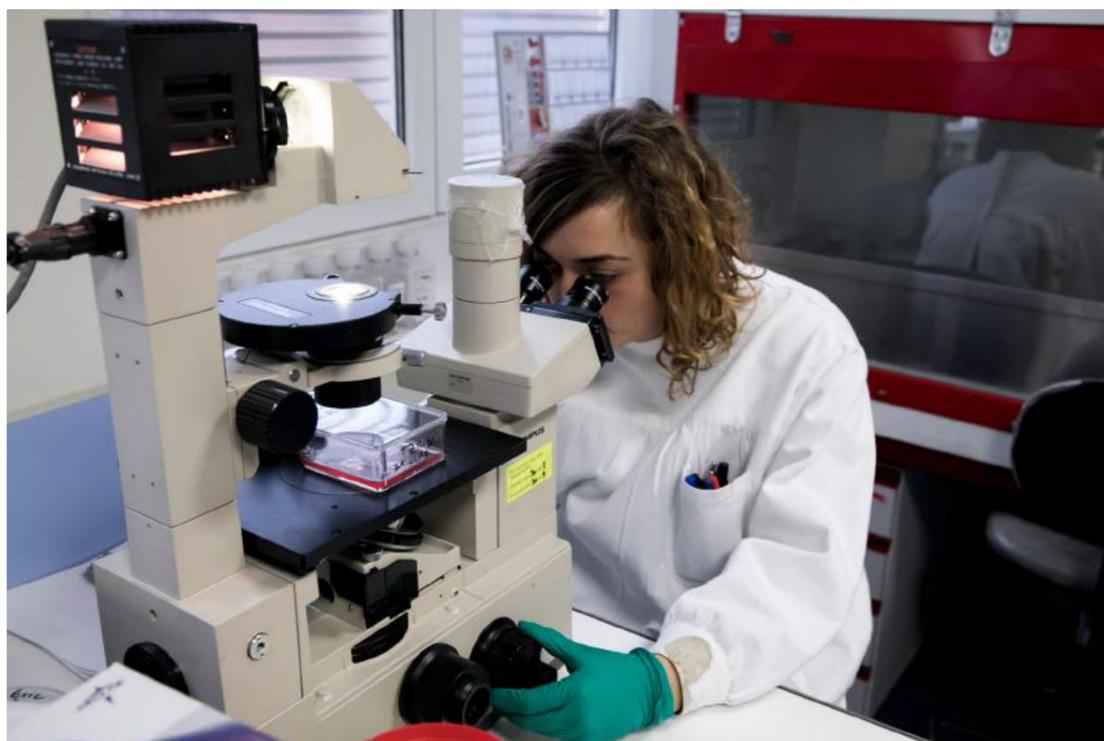
« RÉPONDRE À DE MULTIPLES BESOINS »



Friederike Spornol,
présidente du comité France de Sidaction

« 2018 a été ma première année pleine en tant que présidente du comité associatif. C'est un honneur pour moi d'assumer ce rôle. Participer aux réunions du comité est extrêmement enrichissant, et il y règne beaucoup de bienveillance. Cet état d'esprit rend le travail plus efficace, car les représentants associatifs que nous sommes examinés avec intérêt et respect les projets qui sont présentés au comité. En 2018, de mon point de vue, les priorités de la lutte contre le VIH en France ont été d'une part la prévention et le dépistage, et d'autre part l'accompagnement des personnes touchées. Concernant le dépistage, la force de Sidaction est de soutenir de multiples programmes, portés notamment par des associations de santé communautaire, capables de répondre aux besoins de dépistage de personnes qui ne vont pas facilement chez un médecin, dans un laboratoire ou même un CeGIDD. Ces associations sont en mesure d'aller vers un public particulièrement vulnérable à l'infection au VIH : les travailleurs et travailleuses du sexe, les migrants, les jeunes gays, etc. Le deuxième point crucial est l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH. Dans ce domaine, les besoins sont croissants à cause des difficultés de vie que rencontrent les personnes concernées. Nous sommes confrontés au vieillissement de la population et à l'apparition de nouvelles fragilités dues à l'âge, qu'elles soient physiques – comme l'augmentation des cancers –, sociales ou psychologiques. Je voudrais d'ailleurs souligner la pertinence et l'importance des journées de mutualisation que Sidaction a organisées sur ce thème. Autre défi actuel : prendre en charge les personnes exilées qui, sur leur chemin migratoire, ont vécu des traumatismes, des agressions, des abus sexuels. Beaucoup de femmes, mais aussi des hommes, sont contaminés par le VIH au cours de ce dangereux périple, voire parfois après leur arrivée en France, et se retrouvent de surcroît dans une situation d'extrême précarité. Sidaction apporte aussi son soutien aux associations qui accompagnent ces migrants. »

ENCOURAGER LA RECHERCHE MULTIDISCIPLINAIRE



En 2018 encore, malgré un seul appel d'offre pour cette année, **Sidaction** a mis un point d'honneur à soutenir une recherche multidisciplinaire en finançant des projets de recherche fondamentale, comme des projets en sciences sociales. Pour la première fois, **Sidaction** coordonne et finance une recherche opérationnelle, intégrant des équipes associatives et des chercheurs, et permettant de répondre à des problématiques de terrain spécifiques. Pour cette première initiative, l'accent a été mis sur l'accès à la PrEP à destination des personnes transgenres. En collaboration avec l'équipe de recherche de l'Institut national d'études démographiques (INED) et les associations PASTT et ACCEPTESS-T, les premiers projets ont vu le jour en 2018.

Côté recherche fondamentale, l'intérêt s'est particulièrement tourné vers les étapes précoces de l'infection par le VIH et les mécanismes cellulaires dictant l'établissement des réservoirs. De nouvelles connaissances ont été acquises et vont permettre d'élaborer des stratégies thérapeutiques innovantes pour limiter au mieux l'apparition des réservoirs, qui sont aujourd'hui les principaux obstacles à la rémission.

Sur le sujet de la rémission, **Sidaction** a contribué, en partenariat avec l'International AIDS Society et le département des Sciences et Technologies d'Afrique du Sud, à l'organisation et au financement de la deuxième édition de la « Research-for-Cure Academy » qui s'est déroulée du 31 octobre au 2 novembre 2018, en Afrique du Sud. Cette session de trois jours en immersion complète a permis de former de jeunes chercheurs à la méthodologie pour poursuivre ou entreprendre des recherches sur la rémission du VIH dans les pays à ressources limitées.

EXEMPLES DE PROJETS SOUTENUS

1. COMPRENDRE LES MÉCANISMES PRÉCOCS DE LA TRANSMISSION DU VIH

En mai 2018, Fernando Oliveira-Real, post-doctorant à l'Institut Cochin à Paris, publie ses travaux dans la revue *Cell Report*, et montre que le VIH est capable de traverser les cellules épithéliales des muqueuses. Avec son équipe, ils ont observé par microscopie en temps réel les premières étapes de l'entrée du virus dans un modèle de muqueuse génitale, construit à partir de cellules épithéliales de l'urètre, qui est un site important par lequel le VIH est transmis chez l'homme lors de relations sexuelles. Ils ont réussi à reconstituer la barrière muqueuse, composée d'une sous-couche de cellules immunitaires (cibles du VIH) appelée stroma, recouverte d'une couche de cellules épithéliales. Ce modèle *in vitro* est proche de la réalité *in vivo* et a permis d'observer la transmission du VIH depuis des lymphocytes T, présents dans les fluides génitaux infectés, à des macrophages, contenus dans le stroma, en passant à travers des cellules épithéliales qui ne s'infectent pas, mais servent d'intermédiaires actifs entre les deux autres cellules. Les chercheurs ont montré que le virus se cache dans de petites vésicules pour traverser les cellules épithéliales, raison pour laquelle ces cellules ne s'infectent pas. Les macrophages ayant réceptionné le VIH vont quant à eux produire du virus pendant un temps limité, une dizaine de jours, puis vont entrer en dormance. C'est ainsi que les premiers réservoirs se forment. Mieux comprendre les mécanismes de la transmission du VIH au niveau des muqueuses, porte d'entrée du virus, va permettre d'élaborer de nouvelles stratégies ciblant l'établissement des réservoirs.

2. CO-INFECTION CHLAMYDIA/VIH : LE MICROBIOTE VAGINAL EN QUESTION

A l'Institut Pasteur de Paris, Elisabeth Menu et son équipe s'intéressent aux infections sexuellement transmissibles (IST), en particulier les infections par la bactérie *Chlamydia* et par le VIH, deux pathogènes par lesquels il est possible d'être co-infecté. En effet, les études montrent qu'une infection par *Chlamydia* chez la femme favorise ensuite l'infection par le VIH. Quels sont les facteurs impliqués ? C'est cette question que l'équipe de chercheurs a décidé de creuser. Ils suspectent le microbiote vaginal de jouer un rôle primordial dans la co-infection. Le microbiote correspond aux populations de bactéries qui recouvrent une muqueuse, telle que la paroi vaginale. Chez une femme en bonne santé, les bactéries de la famille des *Lactobacilles* sont prédominantes et permettent de maintenir de bonnes défenses immunitaires face aux IST. La colonisation du vagin par des bactéries néfastes, telle que *Gardnerella vaginalis*, diminue les défenses contre les IST en augmentant, entre autres, l'inflammation locale. Pour mieux comprendre ce phénomène et le rôle que joue le microbiote vaginal dans la susceptibilité au VIH lors d'une infection préexistante par *Chlamydia*, les scientifiques ont réussi à mettre au point l'infection *in vitro* par la bactérie *Chlamydia* de leurs hôtes naturels : les cellules épithéliales. Reste à reproduire différents microbiotes, composés de bactéries protectrices ou néfastes, et d'observer l'impact sur la susceptibilité de ces cellules au VIH. Des résultats préliminaires suggèrent que le microbiote vaginal est capable de réguler le profil inflammatoire des cellules épithéliales infectées par *Chlamydia*. A terme, ce projet apportera des informations importantes à prendre en compte afin de développer des interventions basées sur la manipulation du microbiote pour la prévention des IST.

SOUTENIR LA RECHERCHE

3. NOUVELLES STRATÉGIES VACCINALES : DÉVELOPPEMENT D'UN PATCH SUBLINGUAL

Les muqueuses au niveau vaginal et rectal sont les portes d'entrée principales du VIH lors d'un rapport sexuel. C'est en partant de ce principe que Claire Monge et ses collègues de l'Institut de biologie et de chimie des protéines (IBCP), à Lyon, ont pensé à un mode de vaccination innovant : utiliser un patch biodégradable que l'on placerait sous la langue. Les muqueuses étant connectées les unes aux autres, l'activation de la production d'anticorps par la voie sublinguale permettrait également une production d'anticorps dans la muqueuse vaginale. Ce patch, dont la production standardisée a déjà été établie, comporte un antigène du VIH, ainsi qu'un adjuvant biologique, indispensable à une bonne stimulation de la réponse immunitaire. Les chercheurs ont mené les premiers tests d'immunisation, pour prouver l'absence de toxicité du patch et optimiser sa production afin d'en améliorer l'efficacité. Ces tests ont aussi permis de montrer que l'antigène contenu dans le patch est bien pris en charge par les cellules immunitaires déjà connues pour participer à une bonne réponse vaccinale. Avec ce patch, les scientifiques espèrent pouvoir proposer un nouveau traitement prophylactique contre le VIH, et pensent même pouvoir l'appliquer à d'autres maladies infectieuses.



4. REPENSER LE DÉPISTAGE EN CÔTE D'IVOIRE

L'ONUSIDA estime qu'en Côte d'Ivoire, le pourcentage de personnes séropositives connaissant leur statut ne dépasse pas 54 % de la population réellement touchée. Dans ce contexte, Maxime Inghels, doctorant en démographie au Centre population et développement de Paris, s'intéresse aux déterminants du dépistage dans ce pays. En se basant sur quatre enquêtes menées sur la population générale, auprès de soignants, de personnes infectées par le VIH et d'hommes homosexuels, ses résultats révèlent des barrières au dépistage présentes à plusieurs niveaux, telles que l'accès à l'information sur les lieux de dépistage, la perception de l'exposition au VIH ou encore les ressources et l'environnement social et géographique. Par exemple, aujourd'hui, seules 27 % des consultations pour une infection sexuellement transmissible aboutissent à la proposition d'un test de dépistage au VIH. D'autre part, les lieux de dépistage communautaires, ciblant les populations les plus à risque, comme les personnes homosexuelles, restent peu connus et fréquentés, soulevant la nécessité de renforcer le dépistage « tout public » en parallèle, afin d'atteindre le maximum de personnes homosexuelles. Ces différents résultats permettent de mieux comprendre les obstacles au dépistage du VIH, selon les contextes et les populations. Ils pourront guider les programmes de santé en vue d'une meilleure couverture du dépistage, pour atteindre l'un des objectifs de l'ONUSIDA à l'horizon 2020 : faire en sorte que 90 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, et favoriser ainsi leur accès aux traitements.

5. MORTALITÉ DE PERSONNES INFECTÉES PAR LE VIH ET LE VHB : LE CAS DE LA CÔTE D'IVOIRE

Chercheuse à l'Inserm et cheffe de service à l'hôpital Saint-Antoine de Paris, Karine Lacombe mène des travaux sur la co-infection par le VIH et le VHB, le virus de l'hépatite B. Tandis que dans les pays à ressources élevées, le risque de mortalité lié à cette co-infection est bien contrôlé grâce aux traitements à base de ténofovir, l'Afrique subsaharienne fait cas à part. En effet, l'étude ANRS Temprano, menée en Côte d'Ivoire pour démontrer l'intérêt d'initier précocement le traitement, a aussi révélé un risque de mortalité plus élevé chez les personnes co-infectées VIH/VHB que chez les personnes uniquement infectées par le VIH. Karine Lacombe et son équipe se sont alors replongées dans les données enregistrées lors de cette étude, afin de déterminer les facteurs liés à l'infection par le VHB pouvant causer l'augmentation du risque de mortalité chez les patients co-infectés. Les chercheurs s'intéressent particulièrement aux profils à l'inclusion de l'infection au VHB et de la maladie du foie, évalués par la fibrose hépatique. Ils pourront ensuite mieux estimer le risque de morbi-mortalité et la progression immunitaire en fonction de ces deux caractéristiques. Ce travail permettra aussi d'évaluer la fréquence des augmentations des enzymes du foie et de déterminer le lien entre la cause de ces anomalies et l'hépatite virale. Les résultats attendus pourront aider les cliniciens à mieux identifier les effets du ténofovir sur le contrôle du VHB et de la fibrose hépatique dans un contexte subsaharien.

6. CONTRÔLE DU VIH : LE RÔLE CLÉ DES LYMPHOCYTES T CD8

A Paris, Victor Appay (Centre d'immunologie et des maladies infectieuses, Paris), Nicolas Manel (Institut Curie, Paris) et Asier Sáez-Cirión (Institut Pasteur, Paris) collaborent pour mieux comprendre le fonctionnement des lymphocytes T CD8 cytotoxiques, acteurs clés du système immunitaire pour combattre le VIH. Ces cellules sont, en effet, connues pour leur rôle essentiel dans le contrôle efficace du virus, comme cela a été démontré chez des patients capables de contrôler naturellement l'infection par le VIH. Il semblerait que les étapes initiales d'induction des lymphocytes T CD8 soient déterminantes pour leur permettre d'être hautement fonctionnels et de contrôler efficacement le virus. Ce projet collaboratif a donc pour but de mieux comprendre l'efficacité des lymphocytes T CD8 contre le VIH, en mettant l'accent sur l'étude de l'étape initiale d'induction de la réponse immunitaire, ainsi que sur les facteurs potentiels qui influencent cette étape dans le contexte de l'infection par le VIH. Pour cela, les chercheurs ont prévu d'étudier les lymphocytes T CD8 provenant du sang de patients, en analysant les protéines qu'ils expriment et en décryptant leur code génétique grâce à des techniques de séquençage de l'ARN. Les résultats de ce projet auront des implications directes sur la compréhension du contrôle immunitaire du VIH, et sur l'optimisation des stratégies vaccinales contre le VIH.

ALLER VERS LES PUBLICS LES PLUS EXPOSÉS AU VIH

On le sait depuis plusieurs années maintenant : pour être efficace, la prévention doit être orientée vers les populations les plus exposées. En 2018, plus de la moitié (54 %) des nouvelles contaminations dans le monde se sont produites parmi ce qu'on appelle « les populations clés » et leurs partenaires sexuels. Pourtant, dans les pays à ressources limitées, moins de la moitié de ces populations vulnérables a eu accès à un service de prévention. Elles sont encore trop laissées pour compte dans la lutte contre le VIH.

Il ne faut pas baisser la garde car l'épidémie est toujours là. A l'échelle mondiale, 1,7 million de personnes ont été contaminées par le VIH en 2018, avec une augmentation préoccupante dans certaines régions comme l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. **Sidaction** soutient le plus possible, en France et à l'international, des programmes de prévention menés de façon communautaire, c'est-à-dire impliquant des personnes issues des groupes exposés (jeunes gays, travailleuses du sexe, usagers de drogues, etc.). La prévention est indissociable du dépistage. En France, environ

24 000 personnes ignorent encore être porteuses du VIH, en dépit du nombre élevé de sérologies - près de 6 millions - réalisées en une année. Parmi les personnes diagnostiquées, la moitié n'avait jamais été dépistée auparavant. Il faut dépister mieux, et là aussi, de façon plus ciblée. Les outils techniques (tests rapides, auto-tests, etc.) se sont multipliés, mais ils ne remplaceront jamais l'engagement des acteurs associatifs qui vont vers les populations les plus concernées par le risque de contamination.



EXEMPLES DE PROJETS SOUTENUS

1. UN HÔPITAL HORS LES MURS POUR PROPOSER LE DÉPISTAGE AUX PERSONNES VULNÉRABLES

Implantée dans le 10^{ème} arrondissement de Paris, l'association Aremedia mène depuis plus de 20 ans des actions de prévention pour des publics en situation de vulnérabilité dans le nord-est de la capitale. Elle intervient auprès de migrants, d'homosexuels, de transgenres, de personnes sans abri, d'usagers de drogues, etc. Aremedia a noué, au fil des ans, de très nombreux partenariats avec le tissu associatif du territoire, qui accueille et accompagne des publics très exposés aux pratiques à risque.

L'association rassemble des soignants (médecins, infirmières) et des animateurs de prévention formés pour le conseil. Depuis 2001, Aremedia a monté, en partenariat avec le CeGIDD de l'hôpital Fernand Widal, situé à proximité de la gare du Nord, le dispositif « hôpital hors les murs », qui propose des dépistages VIH, hépatites B et C et infections sexuellement transmissibles aux personnes précarisées ou isolées, qui n'osent pas se rendre à l'hôpital ou dans une structure de santé traditionnelle. Les dépistages se déroulent dans un camion, dans des conditions d'hygiène et de confidentialité identiques à celles offertes par le CeGIDD. Chaque personne est accueillie dans une démarche de non-jugement, ce qui lui permet de se confier sur ses pratiques sexuelles par exemple, pour se voir proposer un dépistage correspondant à son mode de vie. Au-delà de cette proposition de dépistage, grâce à la présence de professionnels de la santé et du secteur social ayant des compétences spécifiques, cet hôpital hors les murs offre une prise en charge socio-sanitaire à des personnes confrontées à d'autres problématiques de santé ou d'accès aux droits, qui ne fréquentent pas les lieux habituels de prise en charge.

2. DÉPISTER ET ACCOMPAGNER LES FEMMES ENCEINTES EN GUINÉE

La Fondation Espoir Guinée (FEG) est une petite structure associative financée pour la première fois par **Sidaction**. Dans ce pays de 13 millions d'habitants, mis un temps à l'écart des aides provenant de la coopération internationale, plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté et l'espérance de vie ne dépasse pas 60 ans. D'où l'importance pour **Sidaction** de soutenir cette association, dont les actions sont centrées sur les femmes enceintes. Grâce à ce financement, la FEG a pu former 20 conseillers et offrir un accompagnement psychosocial dans 15 centres de santé de Conakry et de Coyah, impliqués dans la prévention de la transmission mère-enfant du VIH. L'objectif est d'améliorer la qualité de la prise en charge des femmes enceintes séropositives et à travers elles, de toucher leurs enfants et leurs conjoints. Selon la FEG, les femmes enceintes atteintes par le VIH sont souvent victimes de stigmatisation et de discrimination, y compris de la part du personnel de santé.

Le pays fait également face à des problèmes d'approvisionnement en médicaments et en matériel pour réaliser les examens biologiques. En 2018, la FEG a été confrontée pendant trois mois à une rupture totale de kits de dépistage au niveau national, situation à laquelle les autorités sanitaires locales n'ont apporté aucune réponse. L'association a alors alerté **Sidaction**, dont la réaction rapide a permis d'acheter des kits de dépistage pour les 15 structures de santé du projet. En dépit de toutes ces difficultés, 2 080 femmes enceintes, leurs maris et leurs enfants ont été dépistés. Les 19 femmes enceintes dont le test s'est révélé positif ont reçu un traitement antirétroviral et bénéficié de séances d'éducation thérapeutique mises en place par l'association, d'un appui social (économique, nutritionnel) et d'un soutien psychologique.

PREVENIR TOUJOURS, DEPISTER MIEUX

3. PRÉVENTION EN PRISON SUR L'ÎLE DE LA RÉUNION

L'Association réunionnaise pour la prévention des risques liés à la sexualité (ARPS) existe depuis 1988. Elle privilégie les actions de proximité et fait en particulier de la prévention sur les lieux de rencontre extérieurs, fréquentés par les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes. Ses équipes se déplacent également sur les principaux sites de prostitution de Saint-Denis, à la Réunion. Au fil des années, une relation de confiance s'est nouée avec les travailleuses du sexe, mais aussi avec leurs clients, ce qui permet aux intervenants de distribuer du matériel de prévention, de proposer des dépistages – l'association, habilitée à réaliser des tests rapides d'orientation diagnostique du VIH/sida (TROD), a équipé un véhicule pour pouvoir les pratiquer –, mais aussi d'assurer un lien social.

Depuis plus de dix ans, l'ARPS développe des actions d'information et de prévention auprès des personnes incarcérées, en partenariat avec le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) et la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Ces interventions, pour lesquelles Sidaction a accordé un financement en 2018, se font dans une approche globale de la sexualité et se déroulent à la fois dans le quartier « mineurs » et dans le quartier « hommes ». Elles prennent la forme d'ateliers de plusieurs séances sur des thèmes différents, tels que la notion de prise de risque en matière de sexualité, la contraception, les infections sexuellement transmissibles, le VIH/sida, le respect de l'autre dans une relation amoureuse ou sexuelle, etc. Au-delà de l'aspect informatif, ces séances sont de véritables espaces d'échange et d'écoute, adaptés aux besoins des personnes détenues. Bien sûr, une proposition de dépistage volontaire leur est faite.

4. EN ROUMANIE, RÉDUIRE LES RISQUES DE TRANSMISSION DU VIH CHEZ LES USAGERS DE DROGUES

Créée début 2011 à Bucarest par un groupe de militants et de professionnels de la réduction des risques, l'association Carusel est devenue une organisation très active qui propose des services sociaux, médicaux et d'accompagnement aux personnes les plus vulnérables et les plus exposées au risque d'infection par le VIH, notamment les usagers de drogues, les travailleurs et travailleuses du sexe, les personnes en situation de pauvreté, marginalisées ou vivant dans la rue, etc.

En 2018, l'association a souhaité ouvrir un nouveau centre communautaire dans le quartier très défavorisé de Ferentari. 30 % des habitants y vivent dans des conditions sanitaires déplorables, et 80 % d'entre eux n'ont pas de couverture médicale.

Le système de santé roumain est défaillant dans le domaine de la prise en charge du VIH et de la prévention, et particulièrement quand il s'agit des usagers de drogues. À titre d'exemple, en 2016, le rapport national sur la consommation de drogues en Roumanie mentionnait qu'un usager de drogues recevait seulement 71 seringues et 30 préservatifs pour une année, ce qui est évidemment insuffisant.

Sidaction a contribué à financer le projet de l'association Carusel à Ferentari, destiné aux usagers de drogues, et incluant différents services : la distribution de 150 000 kits d'injection stériles et de 20 000 préservatifs, l'information, le conseil et les tests rapides pour le VIH et les hépatites B et C, les soins médicaux primaires, la facilitation de l'accès à des services médicaux spécialisés en cas de découverte d'une séropositivité, l'accompagnement psychologique individuel, les groupes de soutien, etc. Il est important de préciser que, conformément à la philosophie générale de l'association, d'anciens ou actuels usagers de drogues sont impliqués dans ces activités en tant que pairs éducateurs.

5. ALLER À LA RENCONTRE DES JEUNES ADULTES PRÉCAIRES À MARSEILLE

L'association Nouvelle aube est un groupe d'auto-support créé en 2010 à Marseille, par des personnes issues du public auquel elles s'adressent. Elle intervient auprès de jeunes adultes précaires vivant en habitats provisoires et alternatifs (squats, camps, camions, etc.) et multipliant les pratiques à risque. Agés de 16 à 30 ans, un tiers d'entre eux est bénéficiaire de minima sociaux (RSA, AAH). La moitié est cependant composée de jeunes de 18 à 25 ans souvent en rupture familiale, sans revenu, ni aides sociales. Tous ces jeunes fragilisés et stigmatisés, pour la plupart usagers occasionnels ou réguliers de drogues, sont exposés à la transmission du VIH, des hépatites et des infections sexuellement transmissibles. Ils sont pourtant éloignés du système de santé.

Les équipes de Nouvelle aube sont mobiles, comme ces jeunes adultes. Elles se déplacent là où ils sont, sur les lieux où ils font la manche, les points d'approvisionnement, de rencontres, les manifestations festives, etc. La compréhension par les intervenants du vécu de ces jeunes leur permet de construire un rapport de confiance et de maintenir le lien pour promouvoir une démarche de prévention et de réduction des risques.

L'association diffuse des supports d'information sur les produits psychoactifs et distribue du matériel de prévention et de réduction des risques (préservatifs masculins et féminins, kits d'injection, outils d'inhalation, etc.).

Nouvelle aube, qui dispose d'une habilitation de l'Agence régionale de santé (ARS) pour réaliser des tests rapides de dépistage (TROD) pour le VIH et l'hépatite C, s'emploie à favoriser l'émergence de la demande de tests, au regard des pratiques à risque de transmission de ces virus (usages de drogues ou mésusages médicamenteux selon les modes d'administration, conditions de consommation, pratiques sexuelles, modifications et marquages corporels, etc.).



LEVER LES FREINS QUI LIMITENT L'ACCÈS AUX SOINS ET AUX TRAITEMENTS



En 2018, près de 38 millions de personnes vivaient avec le VIH dans le monde, mais seules un peu plus de 23 millions recevaient un traitement antirétroviral. Certes, ce chiffre augmente régulièrement, mais comment supporter que chaque personne vivant avec le VIH n'ait pas accès à un traitement dont l'efficacité se confirme année après année ?

En effet, parmi les 23,3 millions de personnes séropositives recevant un traitement, près de 9 sur 10 (86 %) avaient une charge virale indétectable en 2018. Or, on ne le répétera jamais assez : avec une charge virale indétectable, on ne transmet plus le virus. Donner à chacun la possibilité de bénéficier d'un traitement et d'un suivi adapté est une opportunité individuelle pour une vie en bonne santé, mais c'est aussi une chance collective de mettre fin à l'épidémie.

Nous n'en sommes pas encore là... En métropole, dans les départements ultra-marins, comme dans les pays à ressources limitées, les obstacles à l'accès aux soins, parmi lesquels la discrimination et la peur occupent une place importante, sont multiples. Ils sont encore plus nombreux pour les populations fragilisées, comme les migrants, les personnes en situation de précarité, les personnes transgenres, les adolescents en Afrique, etc.

Partout où elle le peut, **Sidaction** soutient les projets de dizaines d'associations qui, dans leurs territoires et auprès des populations qu'elles accompagnent, agissent pour lever les freins à l'accès universel et inconditionnel aux soins et aux traitements.

EXEMPLES DE PROJETS SOUTENUS

1. UN ACCOMPAGNEMENT BIENVEILLANT DES FEMMES AFRICAINES DANS LA RÉGION LYONNAISE

Da Ti Séni (« Maison du bien-être ») porte bien son nom, puisque cette association s'attache avant tout à améliorer la qualité de vie des personnes migrantes atteintes par le VIH ou d'autres pathologies – cancer, diabète, paludisme, etc. Et nous savons qu'il s'agit d'un facteur essentiel dans la motivation à prendre soin de soi et à suivre durablement un traitement.

Implantée à Lyon, l'association accueille majoritairement des femmes originaires d'Afrique subsaharienne. Primo-arrivantes pour la plupart, elles sont confrontées à la fois à la maladie, au choc des cultures, à l'éloignement de leurs proches, à la précarité, etc.

Pour soutenir ces femmes, qui cumulent des difficultés médicales, matérielles et psychologiques, l'association, fidèle aux principes de santé communautaire, propose une prise en charge globale et adaptée, dans le respect de la dignité de la personne et en encourageant sa capacité à agir. L'équipe de Da Ti Séni fait, si nécessaire, le lien avec les différents professionnels de santé pour les personnes qui peuvent être impressionnées par le milieu médical et hospitalier, ou qui ont du mal à s'exprimer en français.

Mais l'un des objectifs de l'association est également de favoriser le lien social et la convivialité à travers des ateliers « bien-être » : socio-esthétique pour renouer avec l'estime de soi, diététique pour retrouver l'envie de bien manger, jardinage ou loisirs créatifs pour lutter contre l'isolement, activité physique adaptée pour remobiliser le corps et redécouvrir le plaisir de bouger, etc. Autant d'activités collectives qui permettent de vivre mieux, et donc de mieux se soigner.

2. EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE, DES JEUNES VIVANT AVEC LE VIH AIDENT D'AUTRES ADOLESCENTS

Les adolescents sont longtemps restés une population invisible dans la lutte contre le VIH en Afrique. Pourtant, en 2017, sur les 1,8 million d'adolescents de 10 à 19 ans vivant avec le VIH dans le monde, neuf sur dix habitaient en Afrique subsaharienne, et moins de la moitié recevait un traitement antirétroviral.

L'amélioration de la prise en charge des adolescents est donc une priorité. Elle passe par l'implication des adolescents eux-mêmes dans le dispositif de suivi. Cette approche dite des « pairs éducateurs » se justifie encore plus dans cette tranche d'âge, en raison des caractéristiques de l'adolescence qui favorisent les conduites à risque et rendent les adolescents moins réceptifs aux discours des adultes.

Avec le soutien de l'Initiative 5 %, et en partenariat avec dix associations d'Afrique de l'Ouest et centrale, **Sidaction** a mis en œuvre le projet « formation et empowerment pour un accompagnement renforcé des adolescents et jeunes filles infectés ou affectés par le VIH ».

Dans le cadre de ce programme, un atelier régional d'adolescents pairs éducateurs a eu lieu en août 2018 à Cotonou, au Bénin. Il a réuni trente participants venant de six pays (Burkina-Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Congo, Mali et Togo), vingt pairs éducateurs (dix filles et dix garçons) de 16 à 26 ans engagés au sein de dix associations et dix encadreurs.

Ces pairs éducateurs interviennent dans l'accompagnement psychologique et social des adolescents : visites à domicile, entretiens, co-animation de groupes de parole, week-ends thérapeutiques, sorties détente, etc. Ils mènent aussi des actions en direction des parents et au sein de la communauté (sensibilisation dans les quartiers, églises et écoles, avec distribution de préservatifs et orientation pour dépistage).

Toutes les associations jugent l'action de ces pairs éducateurs efficace. Leur implication permet aux soignants de mieux faire face à de nouveaux défis : conflits parents-ados, approche des questions de santé sexuelle et reproductrice avec les adolescents, grossesses non désirées et avortements clandestins, etc.

PERMETTRE L'ACCÈS DE TOUS À LA SANTÉ

3. LE PASTT, UNE RÉPONSE AUX BESOINS DES PERSONNES TRANSGENRES

Les personnes transgenres font partie des populations les plus exposées et vulnérables. Selon les statistiques de l'ONUSIDA pour l'année 2018, le risque de contracter le VIH est douze fois plus élevé pour les transgenres.

Le PASTT (Prévention Action Santé Travail pour les Transgenres) est une association fondée en 1992 par le Dr Camille Cabral, en réponse aux besoins spécifiques et aux difficultés rencontrées par la communauté transgenre pendant les pires années de l'épidémie de VIH en France. Si les médicaments antirétroviraux permettent aujourd'hui de traiter efficacement les personnes atteintes par le VIH, les personnes transgenres sont, hélas, toujours victimes de stigmatisation ou de discrimination, et confrontées à des difficultés spécifiques d'accès aux soins et de prise en charge.

Présent sur le terrain en région parisienne depuis 22 ans, le PASTT a développé le Service d'accueil et de promotion de la santé (SAPS), cofinancé par Sidaction. L'équipe pluridisciplinaire – médicale, sociale et communautaire – du SAPS permet de répondre à de multiples demandes : aide à l'ouverture de droits pour bénéficier de la couverture de l'assurance maladie, tests de dépistage, orientation vers les services hospitaliers spécialisés pour les personnes transgenres séropositives, médiation en santé et interprétariat en plusieurs langues pour faciliter la prise en charge, ateliers pour renforcer l'information des personnes, etc. La file active du SAPS représente plus de 1 500 personnes.



4. AU CAMEROUN, UN CENTRE COMMUNAUTAIRE PREND EN CHARGE LES TRAVILLEUSES DU SEXE

À Yaoundé, Horizons Femmes lutte depuis plus de quinze ans contre les inégalités et les discriminations qui touchent les femmes, notamment dans le domaine de la santé. C'est la première année que cette association obtient un financement de Sidaction pour le renforcement de son centre communautaire de dispensation des ARV. Carole Toche est la coordinatrice des programmes.

Quelle est la particularité de votre file active ?

Elle est principalement composée de travailleuses du sexe, de leurs enfants et de leurs clients. Nous assurons la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH, du dépistage jusqu'à la dispensation des antirétroviraux. Nous avons un médecin à temps partiel et une infirmière à temps plein. Nous suivons 2 146 personnes vivant avec le VIH, et 321 femmes prennent leur traitement chez nous. Les travailleuses du sexe préfèrent venir à Horizons Femmes pour éviter la stigmatisation. Elles se plaignaient beaucoup de l'attitude du personnel soignant dans les structures sanitaires traditionnelles. Ici, elles se sentent en confiance.

En plus de l'aspect communautaire, quelle est l'autre spécificité de votre centre ?

Les bénéficiaires nous disent que c'est l'accent mis sur l'éducation thérapeutique, ce qui n'est pas toujours le cas dans les hôpitaux de district. Nous accompagnons les personnes de manière individualisée pour faciliter la compréhension du traitement et l'observance. Nous faisons des visites à domicile chez chacun des bénéficiaires. Nous avons aussi créé des groupes de parole, afin de permettre aux personnes de partager leurs expériences ou les difficultés qu'elles peuvent rencontrer avec le traitement. Et nous proposons une prise en charge médicale des autres pathologies à côté du VIH.

5.

EN GUYANE, FACILITER L'ACCÈS AUX SOINS DES MIGRANTS VENUS DU BRÉSIL

L'association DAAC (Développement, Animation, Accompagnement, Coopération) Guyane a été créée il y a près de vingt ans, par des émigrés brésiliens installés dans un quartier informel de Remire-Montjoly, commune limitrophe de Cayenne.

Depuis dix ans, l'association s'est investie dans un programme de prévention et de promotion de la santé sur les communes de l'Oyapock, fleuve frontalier avec le Brésil. Ce projet, nommé « Nova esperança », a pour objectif l'amélioration de la santé de la population précaire, migrante, et souvent en situation irrégulière. Différentes actions sont menées : permanences d'accueil (accès aux droits, écoute, information) à Saint-Georges, recensement des besoins de la population en matière de santé dans les quartiers et sur le fleuve, prévention de la transmission des infections sexuellement transmissibles et du VIH, incitation au dépistage – des campagnes de dépistage sont organisées en partenariat avec Médecins du Monde et la Croix Rouge. Par ailleurs, les médiateurs de l'association DAAC assurent l'accompagnement vers le soin ou le maintien dans le soin des personnes vivant avec le VIH. Interprétariat avec le personnel soignant, éducation thérapeutique, soutien à l'observance, appui psychologique et social, et en particulier, aide alimentaire pour les personnes en grande précarité économique et apport de lait maternisé pour les mères, etc. Toutes ces missions sont possibles parce que les médiateurs et médiatrices sont issus des communautés concernées, maîtrisent les langues utilisées – portugais, créole et anglais – et la culture de ces populations – représentation de la santé, de la maladie, etc.



FORMER, PARTAGER, MUTUALISER

RENFORCER LES CAPACITÉS POUR S'ADAPTER À UNE ÉPIDÉMIE QUI ÉVOLUE

Ne jamais rester sur ses acquis. C'est ce qu'ont appris depuis longtemps les acteurs de la lutte contre le sida, qu'ils exercent en milieu associatif ou dans le domaine de la recherche. Réévaluer ses connaissances, partager les savoirs et les expériences, encourager les échanges entre disciplines, entre régions, entre pays : c'est la condition sine qua non pour construire de nouvelles ripostes dans la lutte contre le VIH. Financer, accompagner et mettre en œuvre des projets de formation fait donc logiquement partie des missions de **Sidaction**.

Sidaction rassemble ainsi en son sein de multiples expertises qu'elle met au service des associations partenaires à travers des formations à la demande, qu'il s'agisse de les aider à développer de nouvelles actions en direction de certains publics très exposés au VIH, à s'approprier des outils de plaidoyer pour mieux faire entendre leurs revendications, ou à consolider leurs compétences techniques.

Sidaction joue également un rôle de facilitateur et de catalyseur, elle souhaite favoriser la réflexion et faire avancer la lutte grâce au partage d'expériences et aux discussions entre partenaires. C'est la raison pour laquelle elle a organisé, en 2018, plusieurs colloques, journées d'échange ou de mutualisation en métropole, mais aussi dans les départements d'Outre-Mer sur des thématiques comme le dépistage, les jeunes gays ou le vieillissement de la population vivant avec le VIH.

EXEMPLES DE PROJETS SOUTENUS

I. UNE FORMATION SUR LE GENRE AU NIGER

Depuis 2017, **Sidaction** développe des activités de formation sur le genre, à destination de ses partenaires africains dans le cadre du programme « Perspectives ». L'une de ces formations, réalisée conjointement avec la plateforme ELSA (consortium d'associations de lutte contre le sida), a eu lieu à l'association Mieux vivre avec le sida (MVS) basée à Niamey, au Niger. Après une première phase en 2017, qui visait à sensibiliser l'ensemble de l'équipe sur le genre, un deuxième volet s'est déroulé en octobre 2018 pour travailler sur deux aspects en particulier : la place des femmes et des hommes dans la gouvernance de l'association, et l'accueil des minorités sexuelles et de genre au sein de la structure. Une vingtaine de salariés a ainsi participé à cette formation qui, à côté du contenu théorique, a privilégié les mises en situation, jeux, débats, vidéos, etc. Les participants ont, par exemple, pu approfondir leurs compétences autour des violences basées sur le genre et l'homosexualité.

Cette formation a abouti à des propositions concrètes, comme la création pour les bénéficiaires, en parallèle d'un groupe de parole mixte, de deux groupes non mixtes. Les membres de l'association ont constaté que dans le groupe d'hommes, le niveau d'expression était plus élevé, la parole plus libre, les sujets liés à la sexualité plus facilement abordés. Autre résultat, la mise en place d'activités de prévention en direction des populations vulnérables par des pairs éducateurs (hommes ayant des relations avec des hommes, travailleuses du sexe). D'autre part, en interne, les participants à la formation sur le genre ont souhaité que les femmes de l'association soient encouragées à postuler pour la prochaine élection, afin d'atteindre l'objectif d'au moins 30 % de femmes au conseil d'administration.

2. CONSOLIDER LES COMPÉTENCES DANS LES PHARMACIES COMMUNAUTAIRES EN AFRIQUE

Le programme « Perspectives », cofinancé par l'Agence française de développement (AFD), a pour objectif de structurer et pérenniser 27 associations de lutte contre le sida dans 15 pays d'Afrique francophone, en renforçant l'expertise et les compétences de leurs personnels salariés et bénévoles. Dans ce cadre, **Sidaction** est impliquée dans plusieurs programmes de formation dans différents domaines, tels que le fonctionnement et la gestion de pharmacies communautaires.

Au Burundi, l'Association nationale de soutien aux séropositifs et malades du sida (ANSS), créée en 1993, propose une prise en charge globale aux personnes vivant avec le VIH dans ses quatre centres répartis dans le pays, dont le centre Turiho à Bujumbura. En 2018, l'ANSS délivrait un traitement antirétroviral à près de 6 000 personnes, soit plus de 10 % de la file active nationale. Elle distribue aussi des médicaments contre les maladies opportunistes et certaines infections sexuellement transmissibles.

À la demande de l'association, **Sidaction** a effectué une mission de formation pour contribuer à renforcer la disponibilité et la qualité des médicaments fournis par la pharmacie communautaire de l'ANSS : gestion des stocks et des médicaments périmés, approvisionnement et commandes, connaissance des différentes molécules et des interactions, bonnes pratiques de dispensation, recherche des perdus de vue, etc. Les douze dispensateurs participants avaient exprimé le souhait de balayer tous les sujets, pour permettre une approche exhaustive de la dispensation des médicaments. Une formation identique a également eu lieu en 2018, à l'association Arcad, au Mali.



3. MUTUALISER LES CONNAISSANCES SUR LE VIEILLISSEMENT AVEC LE VIH



La population vivant avec le VIH vieillit. En France, 41 % des personnes atteintes par le VIH ont été diagnostiquées avant 1996 et vivent depuis plus de 30 ans avec le virus. Grâce aux traitements, leur espérance de vie s'est petit à petit rapprochée de celle de la population générale, mais certaines pathologies, notamment les maladies cardiovasculaires, apparaissent plus tôt ou de façon accentuée chez les personnes vivant avec le VIH. Aujourd'hui, dans les pays développés, la première cause de décès des personnes vivant avec le VIH est le cancer. L'adaptation de la prise en charge de ces désormais quinquagénaires ou sexagénaires vivant avec le VIH est devenue un enjeu majeur et une préoccupation commune aux soignants et aux acteurs associatifs. Il est donc apparu essentiel à Sidaction d'organiser deux journées de mutualisation sur cette thématique avec ses partenaires associatifs.

Ces journées ont été riches de partage d'informations, de discussions, d'interrogations, de suggestions. Les participants ont souligné la nécessité d'évaluer les besoins de ce public, et pas seulement d'un point de vue médical, mais aussi psychosocial. Ils ont évoqué une précarisation des personnes vivant avec le VIH avec l'avancée en âge, un isolement, un manque de visibilité et de représentativité. Beaucoup de souhaits ont été exprimés : reconnaissance du rôle des associations dans le parcours de soins de ces seniors vivant avec le VIH, formation de toute la chaîne des intervenants auprès de ce public, mise en place d'une étude spécifique pour collecter des données sociales plus précises, etc.

Cet important travail de mutualisation a débouché sur une première décision concrète, la création d'une plateforme d'échanges par internet, accessible sur demande à toute personne intéressée, pour partager rapports, études ou articles relatifs au vieillissement des personnes vivant avec le VIH, et continuer à échanger et réfléchir de façon collective.

FORMER, PARTAGER, MUTUALISER

4. EN GUYANE, DÉPASSER LES FRONTIÈRES

La Guyane est le département français le plus touché par le VIH et les actions de lutte contre le VIH doivent prendre en compte la situation géographique de ce bout de France en Amérique du Sud, coincé entre le Surinam et le Brésil, où existe un important brassage de populations.

Sidaction finance plusieurs programmes en Guyane, dont « Oyapock coopération santé » (OCS) qui a pour objectif de renforcer la coopération entre la Guyane et le Brésil dans le champ de la lutte contre le VIH. Ce projet binational franco-brésilien, coordonné par la jeune association guyanaise !Dsanté, est le résultat d'un partenariat avec le Centre hospitalier de Cayenne et l'association brésilienne DPAC Fronteira.

Deux cycles de formation ont permis de former une cinquantaine de personnes ressources (enseignants, leaders communautaires ou professionnels de la santé), françaises et brésiliennes, aux thématiques de la santé sexuelle : la contraception, les infections sexuellement transmissibles – dont le VIH –, ou encore les violences liées au genre. Les bénéficiaires de la formation se situent dans la région transfrontalière entre les villes de Saint-Georges de l'Oyapock en Guyane et Oiapoque au Brésil.

Le premier module de formation a utilisé le théâtre interactif, qui permet de faire émerger la parole et la réflexion à partir de situations quotidiennes, jouées d'abord par des comédiens, qui sollicitent ensuite le public. La deuxième session a abordé les représentations et les fondamentaux en santé sexuelle et reproductive, à travers diverses techniques d'animations, dont notamment l'arbre à problèmes. À l'issue de ces deux cycles de formation, l'association !Dsanté suit les participants pour les aider à construire et animer une action de prévention autour de la santé sexuelle.

5. FORMER LES PARTENAIRES AFRICAINS AU PLAIDOYER

« Plusieurs associations africaines soutenues par Sidaction se sont déclarées intéressées par une formation sur les droits humains et le plaidoyer, que nous avons proposée dans le cadre du programme « Perspectives ». Le premier volet était une mise à niveau sur les droits contraignants, reconnus par les conventions internationales ratifiées par les Etats – droit à la santé, à la non-discrimination –, les obligations de l'Etat, le rôle des associations en tant que société civile, etc.

Pour le deuxième volet sur les outils techniques de plaidoyer, nous avons organisé une formation sur place pour répondre de façon personnalisée aux besoins de chaque association. Il y avait sept associations dans cinq pays : Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Tchad et Niger. Nous avons formé douze personnes par association, ce qui permet une meilleure appropriation du sujet au sein de la structure. L'idée était vraiment de présenter des outils et de les utiliser ensemble : faire une cartographie des acteurs cibles, choisir une stratégie de plaidoyer et mettre en place un plan d'action pour les trois ans à venir. Nous avons construit sept plans d'action différents, répondant aux demandes spécifiques de chaque association. Depuis la fin de la formation, je fais du suivi à distance pour les aider à mettre en place ces plans d'action.

Il est très important que les associations s'investissent dans le plaidoyer si elles veulent pérenniser le droit à la santé et la lutte contre le VIH dans leurs pays. Il faut obliger les Etats à s'engager davantage dans la santé, cela fait partie de leurs responsabilités et de leurs devoirs. Et concernant le respect des droits humains, le droit international offre énormément de textes sur lesquels s'appuyer. »

Anaïs Saint-Gal,
responsable plaidoyer aux programmes internationaux de Sidaction

DÉFENDRE LES DROITS DES POPULATIONS VULNÉRABLES

48 pays et territoires dans le monde continuent encore de restreindre la libre circulation des personnes vivant avec le VIH.

72 pays ou territoires sont toujours dotés de lois réprimant les relations homosexuelles. Dans de très nombreux pays, dont la France, des dispositions législatives placent les travailleurs et travailleuses du sexe dans des situations de fragilité et de précarité qui les exposent davantage au VIH.

Dans de très nombreux pays, dont la France, des personnes migrantes malades n'ont pas accès au traitement dont elles ont besoin, parce que la peur ou le manque d'informations les empêchent de faire valoir leur droit à être soignées. Dans de très nombreux pays, dont la France, des personnes transgenres sont insultées, violentées et parfois assassinées. Depuis le début de l'épidémie, la lutte contre le sida est aussi un combat pour les droits des personnes ; elle le demeure en 2018.

Les populations les plus vulnérables et les plus touchées par le VIH sont celles qui sont les plus stigmatisées : personnes homosexuelles et transgenres, usagères de drogues, travailleuses du sexe, migrantes, etc. Les inégalités, les lois répressives et les normes sociales sont autant d'obstacles à la prévention et au traitement. Les communautés concernées se sont mobilisées pour défendre leurs droits, elles ont gagné des batailles, mais ce n'est pas suffisant.

Sidaction est à leurs côtés depuis 25 ans pour les encourager et les soutenir. Nous continuerons à le faire tant qu'il sera nécessaire de se battre pour que chaque personne, quel que soit son parcours de vie, ait un égal accès à tous ses droits.



EXEMPLES DE PROJETS SOUTENUS

I. DES MILITANTS CAMEROUNAIS SE MOBILISENT CONTRE LES VIOLENCES ENVERS LES LGBT+ EN AFRIQUE

En 2018, Alternatives Cameroun, association camerounaise pour la défense des droits de l'homme, a voulu porter devant la scène internationale la question des droits des LGBT+. **Sidaction** a apporté un soutien financier et technique à leur démarche. L'objectif était de dénoncer les violences et violations des droits faites aux LGBT+ au Cameroun, et plus largement sur le continent africain, devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).

Le Cameroun fait partie des pays où l'homosexualité est considérée comme un délit. L'article 347-1 du code pénal stipule ainsi que « l'homosexualité est punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende 20 000 à 200 000 FCFA », cela concerne « toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe ».

DES MILITANTS CAMEROUNAIS SE MOBILISENT CONTRE LES VIOLENCES ENVERS LES LGBT+ EN AFRIQUE (SUITE)

En intervenant lors de la 62^{ème} session de la CADHP, qui s'est déroulée au printemps à Nouakchott en Mauritanie, les militants d'Alternatives Cameroun ont souligné que la loi camerounaise va à l'encontre d'une résolution de la Commission africaine des droits de l'homme, qui « condamne la violence, les violations des droits de l'homme, ainsi que les attaques systématiques perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques contre des personnes, sur la base de leur identité ou orientation sexuelle, réelle ou supposée ».

Cette déclaration fut aussi l'occasion pour Alternatives Cameroun de demander l'implication des instances africaines et l'interpellation des Etats pour la protection des personnes LGBT+, à travers la dépénalisation effective de l'homosexualité en Afrique d'ici 2020.

À nouveau présents lors de la 63^{ème} session de la CADHP, qui a eu lieu à l'automne à Banjul, en Gambie, les militants ont souhaité attirer l'attention de la Commission africaine des droits de l'homme sur l'assassinat de Tobi, survenu à Douala, au mois d'août 2018. Ce jeune camerounais de vingt ans avait été tué par son frère, qui ne supportait pas sa supposée homosexualité.

L'association a alors pu mener une double action de plaidoyer : elle a pu dénoncer les violences et violations faites aux personnes LGBT+, et faire des recommandations. Et même si les avis émis par la CADHP sont non contraignants pour les Etats, il est très important de rappeler à tous les gouvernements qu'ils sont soumis aux textes internationaux qu'ils ont ratifiés, et qu'ils sont tenus de respecter les droits des personnes LGBT+.



2. PORTER LA VOIX DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SEXE

Le collectif Droits & Prostitution, qui regroupe plusieurs organisations (les Amis du Bus des Femmes, Arap-Rubis, Cabiria, Grisélidis, et bien d'autres), a pour but la défense et le respect des droits des travailleurs et travailleuses du sexe. Il se bat contre les politiques répressives visant à contrôler la prostitution, comme la loi de pénalisation des clients actuellement en vigueur en France.

En effet, les données recueillies sur le terrain, et corroborées par de nombreuses études scientifiques, montrent que les mesures répressives vont à rebours des recommandations de santé publique émises notamment par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Elles poussent les travailleurs.euses du sexe à la clandestinité, les rendent plus vulnérables, moins en capacité de négocier l'usage du préservatif, et donc plus exposé.e.s aux infections sexuellement transmissibles et au VIH. La pénalisation des clients entraîne également une diminution des ressources des travailleurs.euses du sexe, augmentant leur précarité financière et les poussant à accepter de plus en plus de rapports non protégés.

Le collectif Droits & Prostitution fait un travail de plaidoyer en faveur de la santé communautaire, dans un contexte juridique et législatif défavorable aux travailleurs.euses du sexe, basé sur l'accès aux droits et le principe d'autodétermination.

Sidaction soutient le programme national de ce collectif dont l'action est indispensable dans le cadre de la lutte contre le VIH.

PROMOUVOIR LES DROITS



3. NAISSANCE D'UNE ASSOCIATION DE PERSONNES TRANSGENRES AU BURKINA

L'association Transgenre Burkina a été créée à Bobo Dioulasso en 2018, à l'initiative de deux jeunes femmes transgenres, ayant osé braver le tabou qui entoure les questions d'identité de genre dans leur pays. L'association compte une cinquantaine de membres, tou.te.s des jeunes de moins de 30 ans.

Au Burkina, l'homosexualité et la transsexualité ne sont pas punies en tant que telles par la loi, mais la stigmatisation sociale est très forte. Les personnes homosexuelles sont souvent montrées du doigt, marginalisées, et parfois agressées. Quant aux personnes transgenres, il leur est impossible de vivre librement au grand jour et de s'habiller selon le genre qu'elles revendiquent.

L'association Transgenre Burkina est l'une des premières organisations LGBT+ à obtenir une reconnaissance officielle au Burkina Faso, ce qui n'a pas été facile, la demande de création de l'association ayant d'abord été refusée par les autorités locales.

Sidaction a accompagné l'autonomisation de cette association, en finançant notamment l'organisation de rencontres et de groupes de discussion qui ont eu lieu à l'association de lutte contre le sida REVS+, partenaire et soutien de Transgenre Burkina dans sa structuration.

Les objectifs de Transgenre Burkina sont de constituer un espace d'information, de formation et d'éducation à la santé, de travailler à réduire les inégalités liées au genre et à la pauvreté, et de promouvoir la défense des droits humains. L'association se propose également d'aider les personnes transgenres qui sont rejetées par leurs familles et expulsées de chez elles. Plus largement, Transgenre Burkina veut lutter contre la discrimination et la violence dont est victime cette communauté.

En mai 2019, la jeune association a reçu le Prix international de la ville de Paris pour les droits des personnes LGBT+, dans la catégorie « prix francophone ». Ce prix récompense des associations qui se battent en faveur des droits des personnes LGBT+ en France et à l'étranger.

4. AMÉLIORER LES PARCOURS DE SANTÉ DES ÉTRANGERS MALADES EN GUYANE

« Le COMEDE est une association qui existe depuis une quarantaine d'années et qui œuvre pour la santé des exilés à travers un ensemble de dispositifs. Depuis 2005, le COMEDE vient régulièrement en Guyane, à la demande de l'ARS (Agence régionale de santé) et avec le soutien de **Sidaction**, pour former des acteurs du secteur sanitaire et social autour des problématiques de santé des exilés. Au vu des besoins croissants sur ce territoire, notamment au regard de l'épidémie VIH et des inégalités de santé très importantes, l'association a décidé de créer, en 2018, une antenne permanente en Guyane. Dans ce département, la population migrante, présente en plus forte proportion qu'ailleurs en France, est dans une situation de grande précarité et de vulnérabilité. Notre objectif n'était pas de rajouter un dispositif de prise en charge supplémentaire, mais plutôt de permettre aux professionnels déjà impliqués de gagner en compétences et de résoudre les difficultés qu'ils rencontrent dans l'accompagnement des personnes étrangères. En 2018, nous avons par exemple formé des agents de la Sécurité sociale, des personnels du centre hospitalier de Kourou et des partenaires associatifs dans le milieu du VIH. Les normes juridiques et techniques changent très régulièrement dans le champ du droit des malades, donc il est essentiel de permettre aux acteurs locaux de réactualiser leurs connaissances, sans avoir nécessairement besoin d'aller en métropole. Nous avons aussi une permanence téléphonique hebdomadaire pour aider les professionnels à débloquer des situations individuelles complexes.

Nous faisons également un travail de mise en réseau de personnes qui n'avaient pas l'habitude de se rencontrer – avocats, assistantes sociales, associatifs, médecins libéraux –, afin de favoriser la continuité des soins des personnes exilées et nous co-animeons avec l'Agence régionale de santé un comité de veille pour l'accès aux soins des personnes vulnérables. Nous sommes dans une démarche de santé publique, notre but est donc de partager des stratégies pour améliorer ensemble ces parcours de santé souvent défailants. »

Fanny Gras,
coordinatrice du COMEDE en Guyane

NOS SOUTIENS

UN IMMENSE MERCI À NOS SOUTIENS, ESSENTIELS À LA CONTINUITÉ DE NOTRE ACTION

Générosité, implication, don de soi, bienveillance, créativité, etc. Toutes ces qualités caractérisent celles et ceux qui s'engagent chaque année à nos côtés.

En 2018, comme tous les ans depuis 1994, ils se sont mobilisés pour le **Sidaction** médias : dirigeants des 29 médias partenaires (télévisions, radios, presse écrite et désormais réseaux sociaux), journalistes, animateurs, artistes, techniciens, partenaires plateaux, agence de communication offrant gracieusement ses services pour la création de la campagne d'appel aux dons et la soirée de lancement, etc. Sans oublier les milliers de bénévoles qui répondent au téléphone ou organisent des opérations sur le terrain : en 2018, 340 initiatives ont eu lieu dans toute la France, de l'épreuve sportive à l'animation de stand de prévention.

Grâce à eux, cette formidable chaîne de solidarité se reforme chaque année et permet à **Sidaction** de continuer à financer d'une part, les associations qui œuvrent pour la prévention et l'aide aux malades et d'autre part, la recherche.

BÉNÉVOLES ET DONATEURS, UN COMBAT COMMUN

Ils sont des milliers et, sans se connaître, ils travaillent main dans la main pour faire avancer la lutte contre le sida. Bénévoles et donateurs de **Sidaction** partagent la même motivation. Certains sont militants depuis plus de vingt ans, d'autres se sont engagés récemment. Certains ont perdu un fils, un compagnon, une amie, et agir pour **Sidaction** est un moyen de poursuivre le combat en mémoire de ce proche disparu. D'autres ne connaissaient pas grand-chose du VIH, mais ont été touchés par un témoignage, une situation particulière ou bien estiment simplement que cette cause a besoin de leur soutien. Certains ont de petits moyens financiers, mais du temps à nous consacrer, d'autres peuvent donner de l'argent, mais sont peu disponibles, d'autres enfin ont décidé d'être à la fois bénévoles et donateurs.

Chaque personne qui ne sera pas contaminée par le VIH grâce à un programme de prévention, ou qui sera dépistée séropositive et prise en charge, chaque adolescent ayant accès à un traitement et donc à un avenir, chaque chercheur participant à une avancée médicale, tous ont bénéficié de l'action de l'ensemble des bénévoles et donateurs de **Sidaction**.

En leurs noms, nous les remercions chaleureusement.



LES MESSAGERS DE LA LUTTE : LES MÉDIAS

En 2018, 29 médias partenaires se sont réunis autour de notre événement national de sensibilisation et de collecte auprès du grand public. Sans ces relais puissants, pas de messages de prévention, pas d'explications et pas de donateurs. Ils sont le maillon indispensable à nos actions, toutes nos actions, de la collecte aux programmes que nous soutenons. Nous les remercions une nouvelle fois fraternellement : des patrons des groupes qui nous soutiennent aux journalistes qui nous suivent depuis toujours, ou simplement le temps d'un week-end, et qui, tous, contribuent à leur niveau à cette formidable chaîne qui a donné naissance à **Sidaction**, en 1994.

LES PILIERS DE LA LUTTE : MILITANTS ASSOCIATIFS ET CHERCHEURS

Tous les ans, à l'approche du **Sidaction** médias, c'est l'effervescence dans les couloirs de l'association, mais pas seulement. Dans des centaines de structures soutenues par **Sidaction**, c'est aussi l'agitation et la préparation. Partout sur le territoire, les associations s'engagent et organisent des animations de sensibilisation et de collecte auprès du grand public, au cœur des territoires qu'elles connaissent (voir la liste ci-dessous). Qu'il pleuve ou qu'il vente, ces militants répondent présents et participent à l'effort de la lutte sans compter leurs heures. Souvent, ils sont également sollicités pour aller expliquer dans les médias ce qu'est le VIH et à quoi ressemble la vie avec.

Du côté des chercheurs, même combat : les laboratoires ouvrent parfois leurs portes au grand public et se retrouvent derrière un micro ou sur un plateau pour dire et redire la complexité d'un virus qui ne faiblit pas, qui change à jamais la vie des personnes contaminées, et qui tue encore, ici ou ailleurs. Tous les experts mobilisés en amont et pendant le **Sidaction** médias pour répondre aux questions des journalistes le font à titre gracieux. Sans leurs précieuses explications, aucune sensibilisation ou information ne serait possible.

LES OPÉRATIONS RÉGIONALES 2018

Les associations AAEMR de Rennes, ACEML de Lille, ACLE de Lyon, Action Sida Martinique, Actis de St Etienne, AGEM de Montpellier, Aïtu Corsu d'Ajaccio, AJMS de Toulouse, Ameuso de Lyon, Arap-Rubis de Nîmes, ARPS de la Réunion, Artogalion d'Arras, de lutte contre le sida de Guyane, GAGL 45 d'Orléans, Homobus de Paris, La Joie de Vivre de Mauguio, les 3 A de Grande-Synthe, Maison Drag Chérie de Paris, Mondorphine de Créteil, Nantes Roller, OKB du Kremlin Bicêtre, Personnaïles de Roissy, SEPPV de Paris, Solidari'terre de Lyon, Sud'Act de l'IPSA d'Ivry sur Seine, Tadei 61 d'Alençon, UPE de l'ECE à Paris, WEI EFREI du Kremlin-Bicêtre, l'ENS de Cachan, Mutuale la mutuelle familiale de Blois, la Fêtes des Vignes de Montpellier, la Fondation Léonie Chaptal de Sarcelles, l'Académie des Etoiles d'Aubagne, l'Insolite Club et le Dépôt de Paris, le bureau des étudiants de l'école des Mines de Douai, le bureau des étudiants de l'EPITA du Kremlin Bicêtre, le bureau des étudiants de l'ENSICAEN, le centre LGBT+ de Tours, le Collectif Sida 33 de Bordeaux, Jennifer Ralph pour sa garden party, le lycée Berthelot de St Maur des Fossés, le lycée Européen de Villers-Cotterets, le lycée Monnet et Mermoz d'Aurillac, le lycée Saint-Exupéry de Lyon, le Service Jeunesse de la ville de Cournon d'Auvergne.

OPERATION SIDACTION : NOS PARTENAIRES ET FINANCEURS

Pendant et avant le **Sidaction** médias, de nombreuses sociétés nous apportent leur soutien et mettent à disposition leurs talents, leurs matériels et leur temps.

Abri Services, Affichage Fourrageat, Affiouest, Augure, C Lagence et toute son équipe, Girod Médias, JC Decaux, La Villette, Médiaffiche, Médiatransports, Musée du quai Branly, Publumat, SFR, WNP. Ainsi que les 352 mairies partenaires qui ont accepté de diffuser gracieusement notre campagne d'appel à dons sur leurs supports municipaux.

Par ailleurs, nos 7 partenaires mettent à notre disposition 9 centres de collecte pendant l'opération, qui sont au cœur du dispositif de recueil des dons au 110. Les équipes de ces centres d'appels se mobilisent à nos côtés pour accueillir les milliers de bénévoles qui viennent enregistrer les promesses de don lors du **Sidaction**.

American Express, Free, Axa Atout Cœur, CACF, Oracle, Sitel, Carglass.

NOS SOUTIENS

Partenaire en 2018 de **Sidaction**, le Groupe Moving a reversé 1 euro par nouvel abonné aux salles de sport Fitness Park. Ce sont près de 80 000 euros qui ont ainsi été collectés par les Fitness Park de France. Un grand merci à eux pour leur soutien.

Un grand merci à la société Le Petit Vapoteur de Cherbourg en Cotentin pour son opération Black Fairday. La société a décidé de soutenir plusieurs associations en reversant l'intégralité de son chiffre d'affaires du 23 novembre 2018. C'est donc 27 198 euros qui ont été versés à **Sidaction**.

NOS MÉCÈNES AU LONG COURS

Toute l'année, **Sidaction** peut compter sur le soutien de grands donateurs qui accompagnent la réalisation de nos actions de prévention, d'information et le soutien à nos programmes de recherche et d'accompagnement des malades.

DÎNER DE LA MODE 2018 SIDACTION

HAUTE COUTURE, CHEFS ET PROFESSIONNELS DES MÉTIERS DE BOUCHE SOLIDAIRES

Cette année encore, **Sidaction** a organisé son Dîner de la mode avec la Fédération de la Haute Couture et de la Mode, et grâce au soutien de plusieurs maisons gastronomiques de renom. Grâce à elles, 800 000 euros ont été récoltés en 2018 pour le soutien à la recherche, la prévention et l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH. Un remerciement tout particulier à Philippe Apeloig et son équipe pour toute la création graphique exceptionnelle autour de ce dîner.

LES PARTENAIRES DES CHEFS SOLIDAIRES

Académie Culinaire de France, Les Cuisiniers de France, Les Cuisiniers de la République Française, Les Disciples Escoffier Pays France, Euro-Toques, Les Maîtres Cuisiniers de France, La Société nationale des meilleurs ouvriers de France, Les Toques Françaises, La Cuillère d'Or, L'école FERRANDI Paris, Bragard.

LES PARTENAIRES FINANCIERS DE L'ASSOCIATION

AMI Paris, BNP Paribas, la Société Générale, le Fonds Inkermann et la Fondation JM Bruneau (sous l'égide de la Fondation de France), la Société Civile des Producteurs Phonographiques, UK Online Giving Foundation, CA Consumer Finance, le Petit Vapoteur et le groupe Moving.

LES PARTENAIRES DU DÎNER DE LA MODE

L'équipe de C LAGENCE
Marc Chassara et Doré Sécurité
Sylvie Doré et Florence Doré
Jacques Babando Communication
Jimmy Pihet, Culture Mode
Ludovic Jean, Le Pavillon d'Armenonville,
Barjabulle,
Butard Enescot
Anne Benichou et Christian Boyens, Ritz Paris
Nicolas Sale et François Perret, Ritz Paris
Studio Philippe Apeloig
Prunier
Moët Hennessy
Domaine Clarence Dillon, Château Haut-Brion
Château Quintus, Château la Mission Haut-
brion
Philippe Mella et la société Lomarec
Nil Nisi Com
Magnum
Art-Event Group
Vidélio
Arôm Paris
Ecole Ferrandi
Maison Options
MAC
Nicolas Ouchenir
Rémi Portat
Patricia Goldman Communication
François Austerlitz et Abdel Boukeroui



LES RESTAURANTS PARTENAIRES DES CHEFS SOLIDAIRES

Le Cheval Blanc, Sébastien Gohier Pâtisserie, Restaurant Paquet, le refuge de l'Ermitte, Les Trois Chapeaux, La Fromagerie de Marion, Yummy, L'Escalade, La cave à chocolat, Restaurant Aux Ducs de Bourbon, L'Ardoise Bleue, L'Instant, Court Circuit Côté Cuisine, L'Oiseau sur sa branche, Pâtisserie Laville, Pâtisserie du Rondeau, Pâtisserie Alex Passion sucrée, Le Castor Gourmand, Au nom du fromage, Auberge Le Chardon Bleu, La Porte d'a côté, Little Rock Saloon, Les cornes d'Auroch, Au Baratin, Chocolaterie du Plessis, L'Amandine, Cave de la cheverrie, L'Open Pizza Soleil, Bistro le Coulemelle, Pâtisserie Pesenti, Le Chaudron, Le Duguesclin, Lockness, Le Petit Gargantua, Le Pescalune, Le Banme, Chocolat The, Fromagerie Bof de la Martinere, Le Troquet des Sens, Les Couleurs du vin, Au 23, Le Bistrot d'Arno, L'Inattendu, Fromagerie Verlainne, Benoit Charron, Sas Janier, Comptoir du Loup Pendu, Le Bacchus, La Mi-Temps, La Table de Maxime, L'Ail des Ours, Restaurant l'Estrade, Restaurant La Promenade, Le Chabichou, Le Gavroche, Chocolaterie Artisanale, Gael Jacob, Les Vins du Capitan, Les Comptoirs d'Ambre, L'Esquisse, La Cave des 2 Seigneur, Resto Bistro d'UO, Restaurant de la Place, Le Relais du Mont Blanc, Lac et Montagne, Les Tables de l'Etang, L'Esprit, La Tavola Calda, Le Petit Marmiton, Cake and The City, La Chocolatiere, Les Vins des propriétaires, La Cheminée, Le Grand Jardin, Farine Etc, Le Chat, L'Adresse, Cheverrie de Filain, Hotel Spa restaurant Beau Site, La Cassissine, Restaurant l'Embeillie, Aux Dix Vins, Le West Coast, Au Vieux Quimper, La Duchesse Anne, Le Verre avin, Hotel Ar Men Du, Auberge Ty An Heol, Le Carré, Les Caves de la Madeleine, L'Hortensia, Saveurs de l'Inde, Le Victor Hugo, Ar Vedelen Creperie, Restaurant Bubry 56, La Grande aux Dimes, L'Amantine, Les Closeaux, Hôtel de l'Écu de France, Ortiz Saveurs, La Maison du Fromage, Caffè Romana, A Machja, The Alchimie, La Gourmandine, La Ronde des sens, Auberge de Nicey, Bootlegger Speakeasy, G H MUMM, La Table Bertacchi, Au Bistrionome, L'Imprimerie, Le Chalet du Lac, Restaurant Poivre & Sel, La Cave Beef Club, Le P'tit Frontalier, Le Montana, Les 3 verres, Magazzino, La Toque Blanche, Les Innocents, Restaurant les Canailles, Au Fil du Vin libre, Heiligenstein Patissier, Restaurant la Roue d'Or, Les Innocents, Au raison d'or, L'Osmose, La Vignette, Au Bouton d'Or, Le Salerno, Au bois le sire, Restaurant Koening à l'arbre vert, A l'Ange, Restaurant le Ranch, Caveau de l'Engelbourg, Le Clos Heurtebise, Chocolaterie Schmitt, Restaurant la Petite Myrtille, Restaurant Taj Mahal, Estaminet Au Vieu de la Vieille, Estaminet chez la Vieille, Estaminet la Vieille France, Pâtisserie Devulder, Empreinte, Le Potager des Demoiselles, Asia, L'Ame au vert, Les Vins d'Aurelien, La Table de Nicolas, Le Vertugadin, Comme chez ma tante, La Cave de Montreuil, La Maison du chef, Les Marissons, Au Pays d'oc, Poppy, La Taverne du Cochon salé, The White Pub, La P'tite Cave, Au Vieux Comptoir, Restaurant Lumen, L'Oseille, Restaurant Clementine, L'Ambassade d'Auvergne, Max Y Jeremy, L'Ours Blanc, Le Sully, Il Pomod Oro, Hebe, Oyama, Chez Fernand, Cezembre, Truffes Folies, Cinq Mars, Les Bacchantes, Le Non Coupable, Bourgogne Sud, Meriggio, Le Chansonnier, Atelier des Sens, Le Bazar Egyptien, La Cave de Daumesnil, Le Chat Bossy, Rose Les Vilaines, Les Petites Sorcières, La Vie d'Ange, Le Tourbillon, L'Assiette, Le Parlement, Les Chouquettes de Chouchou, Zoe Bouillon, Topknot, Le Kaskad Cafe, Troubadours, Le Vieux Crapaud, L'Equateur, Thai Fine, Le Fournil de Congis, Le Bel Ami, L'Aubergade, Au rythme du temps, Pâtisserie Grousset Damien, Au Patio, La Girafe, Amore E Fantasia, Le 9, Bistro le Cinq, Delices Mexicains Imelda, Le KB, Jardin Fona, Don Peppone, Je suis cuisinier chez vous, Le Clos du Petillon, Kiesa Entreprise, L'Olivier Cafe, Comme à la maison, L'Avant Premiere, Le Sans Gène, Le Café Mancel, L'Alchimie Restaurant, La Trinquette, Le Catayela, L'Escalade, Aux vins du Grand Ouest, Plaisir des Sens, L'Etape Louis 13, Auberge le Pressoir, Chateau d'Aveny, La rose des sables, La Cave Coutançaise, Le Biscuit de Saint Mere l'Eglise, Le Panoramique, Bonbons et friandises, Le Cafe Pomme, la Brioche Chaude, Bistro Nova, Le Catanzaro, Le Romain d'Étretat, le Galop 1, La Rose des vins, Clos des Cours, le Tiki, Auberge de l'Arnoult Eloise, La Cerise sur le gateau, le Tire Bouchon, Sans Foie ni Loix, Auberge de Conceze, Le Bistrot Mel Ou, Hotel Restaurant Le Central, Le Clos des Elfes, Famille Moutier, O Plaisir des Sens, Pâtisserie Royale, Julien Cruette, Le Bar Cave de la Monnaie, Fleur de Cedre, Le poivre et sel, Hostellerie de Plaisance, Xavier Boutet Pâtisserie, Le Bontemps, Auberge des Grands vins, La Gare Gourmande, Cafe du Levant, Au Four et au Moulin, Le Mascaret, Le Moulin des saveurs, La Cucaracho, L'Endroit, La Croque Sel, La Rousille, Le Sultan, L'Athenais, Relais de l'Age, Le Relais de Comodoliac, La Fromagerie, Auberge de Dame Carcas, Entre Mer et Garrigue, Pâtisserie Fine La Note sucrée, L'Odalisque, L'Atelier, Les Colonnes Marycia, Le Relais du Chateau, Wine Bar Le Cheval Blanc, La Cuisine, Restaurant L'Instant des Mets, La Table du 2, Brasserie Le Gambrinus, Le Velo Sentimental, Eat's Tome, Le Mauricia, Le Pic Saint Loup, Le Clapotis, Les Tilleuls, La Ferme de Flaran, La Cremerie du Faubourg, Black Corner, Restaurant Bar La Cigalière, Le Comptoir du Pioch, La Rencontre, Douceurs d'Oc, Ma Ferme, Le Petit Gourmand, Le Spioulets, La Rencontre, Votre patissier Jean Marie, Miami Beach, L'Epicurien, Cremerie du Centre, Anulade, Le Bistrotquet, Carpe Diem, Restaurant Le Colvert, L'Andecave, Le Grand Buffet, Pâtisserie MGD, Noel Tellier - Chef à domicile, L'Auberge du Mont Mercure, La Boite à Oeufs, Galia, Flora L'Ecrin des saveurs, Jan, Maison Gusto, Le Pistou, Aux Trois Sens, Cave La Joliette, Le Citronnier, Chez Paul, Les Canons de Vauban, Le Julien, Eat Rocks, Le Flamant Rose, Le 22, La Mule Blanche, Le Pili Pili, La Cabro d'Or, Chocolaterie Sanary, Les Douceurs d'Arnaud, La Poêle d'Or, Le Square, Le Resto, Le Grand Café, Le Carrément Bon, Le Relais de Bregailon, Restaurant La Truffe, Italie La-Bas, Lou Canesteou, Terra Mia, La Cuisine d'Aglae, Cremerie Fromagerie Mercy, Les Saveurs Salines, Le Grand Café Gregoire, La Main à la pate, le Fruit de ma Passion, Restaurant au Vieux Port, Restaurant Iso, Yo'Koso.

NOS RESSOURCES

GARANTIR LA BONNE UTILISATION DES DONS



Sidaction est financée à plus de 84,9 % par des dons privés. Cela assure notre indépendance vis-à-vis des institutions publiques, et nous permet de sélectionner les projets que nous soutenons, en ayant pour seule considération l'intérêt des personnes et de la lutte contre le sida. Nos ressources proviennent pour l'essentiel du grand public, qui nous est fidèle depuis la création de l'association. À côté de nos donateurs réguliers, indispensables au fonctionnement d'une association comme la nôtre, des milliers de Français effectuent chaque année un don ponctuel ou organisent des événements de collecte lors du **Sidaction médias**, sans lequel la pérennité de nos programmes serait en danger. Nous ne pourrions pas non plus aider autant d'associations et de projets de recherche sans les entreprises qui sont mobilisées à nos côtés et les actions de mécénat organisées en notre faveur. Les membres bénévoles de notre conseil d'administration - experts reconnus, chercheurs, médecins et acteurs associatifs - sont garants de la bonne utilisation des fonds récoltés.

UN CONTRÔLE ET UN ACCOMPAGNEMENT DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION

En plus de toutes les opérations de contrôle financier réalisées en France, **Sidaction** a mis en place un audit financier des projets soutenus à l'international, afin de vérifier que l'utilisation des fonds versés est conforme aux engagements. En parallèle, **Sidaction** soutient les associations des pays à ressources limitées, grâce à des formations et de l'accompagnement sur la tenue de la comptabilité, la gestion des ressources humaines et la certification des comptes, pour que ces structures soient exemplaires dans leur gestion financière et puissent également accéder à d'autres sources de financements internationaux, comme les subventions du Fonds mondial.

Sidaction est soutenue financièrement dans ses actions par :



RÉPARTITION DES FONDS

8%
couvrent les
frais de gestion

21%
financent les
frais de récolte

71%
sont consacrés aux
missions sociales

1

COLLECTER DES FONDS

Sidaction récolte des fonds : chaque année lors du **SIDACTION MÉDIAS** qui a lieu fin mars-début avril **TOUT AU LONG DE L'ANNÉE** (mailings, événements, dons ponctuels ou réguliers)

2

IDENTIFIER DES AXES STRATÉGIQUES

Accompagnés par les équipes salariées, nos 3 comités d'experts indépendants participent à la définition des priorités des appels d'offres. Le conseil d'administration de **Sidaction** valide les axes de financement des appels d'offres.

3

SÉLECTIONNER DES PROJETS

Nos 22 salariés des services des programmes scientifiques et médicaux, associatifs France et internationaux s'assurent de l'éligibilité des projets reçus au regard des critères et des objectifs des appels d'offres auxquels répondent chercheurs et associations. Les équipes préparent les éléments qui permettront aux évaluateurs des comités d'experts d'instruire les demandes de financement et d'émettre des propositions de financement ou de refus de financement.

4

REDISTRIBUER LES FONDS

Les 3 comités d'experts indépendants sélectionnent les projets les plus pertinents et les plus innovants. Le CA valide les montants et l'allocation des financements finaux proposés par les comités. Les salariés l'informent régulièrement du suivi des actions.

5

S'ASSURER DE LA BONNE UTILISATION DES FONDS

Les équipes du service administratif et financier de **Sidaction** contrôlent la bonne utilisation des fonds alloués. En complément, **Sidaction** mandate un cabinet d'audit indépendant pour contrôler sur place 19 associations et structures de recherche par an. Les équipes des programmes réalisent des actions et des missions de suivi et de renforcement des actions menées par les structures et les personnes soutenues.

Sidaction est elle-même auditée tous les ans par un cabinet d'experts comptables qui certifie ses comptes et le bon usage de l'utilisation de ses fonds reçus du public.

LE BILAN FINANCIER DE L'ANNEE 2018

Depuis 2013, l'association poursuit la reconstitution de ses fonds propres. L'année 2018 se termine sur un gain de 583 463 euros et un résultat d'exploitation positif de 444 979 euros. Les produits d'exploitation sont en hausse par rapport à l'année 2017, puisqu'ils s'établissent à 16 919 781 euros, contre 16 568 279 euros en 2017. Cette hausse est essentiellement due à un plus grand volume d'activités financées sur fonds publics. Les charges d'exploitation augmentent, de 16 278 104 euros en 2017 à 16 474 803 euros en 2018, soit une hausse de 200 K€.

Les ratios d'utilisation des fonds sont à des niveaux usuels :

- la part consacrée aux missions sociales s'élève à 70,9 % des emplois ;
- la part consacrée aux frais de collecte et à la recherche de fonds représente 21,3 % des emplois ;
- et la part consacrée aux frais de fonctionnement représente 7,8 % des emplois.

LE CONTRÔLE D'UTILISATION DES FONDS

Depuis 2013, nous avons renforcé ce pôle qui est un axe prioritaire de Sidaction en tant que bailleur de fonds et bénéficiaire de fonds publics.

En 2018, 44 structures, laboratoires de recherche ou associations ayant bénéficié du soutien financier de Sidaction ont fait l'objet d'audits, dont 28 par les services de Sidaction et 16 par le cabinet Deloitte.

→ **44**
structures, laboratoires de recherche ou associations ayant bénéficié du soutien financier de Sidaction.

PERSPECTIVES 2019

Des prévisions budgétaires prudentes ont été établies pour l'année 2019 en vue de poursuivre le renforcement et le développement de l'association.

Le budget 2019 projette un total de produits de 17,16 M€ et un total de charges de 17,08 M€. Les transferts financiers devraient s'élever à 6,6 M€ contre 7 M€ en 2018, soit une baisse de 5,6 % des financements versés en 2018.

Il en résulterait une situation à l'équilibre en 2019.

L'association poursuivra sa politique de développement des ressources liées à la générosité du public et des ressources privées (mécénat et grands donateurs).

Edmond Luc-Henry,
trésorier de Sidaction

ÉVOLUTION DES TRANSFERTS FINANCIERS DEPUIS 2008

Sources : comptes de résultat 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018. L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

TRANSFERTS FINANCIERS	PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	PROGRAMMES ASSOCIATIFS	PROGRAMMES INTERNATIONAUX	TOTAL
2008	3 088 677	4 016 844	3 063 834	10 169 355
2009	3 828 988	4 046 616	2 950 744	10 826 348
2010	4 243 840	4 028 039	3 731 480	12 003 359
2011	4 533 041	4 439 399	4 178 782	13 151 222
2012	3 880 154	3 901 117	4 138 546	11 919 817
2013	3 028 523	2 773 123	3 123 526	8 925 172
2014	2 891 026	2 546 200	2 652 482	8 089 708
2015	2 957 993	2 549 522	2 401 855	7 909 370
2016	2 779 434	2 307 867	2 210 303	7 297 604
2017	2 499 735	2 448 483	2 085 403	7 033 621
2018	2 363 550	2 559 342	2 091 433	7 014 325

Répartition par type de ressources conformément au compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.

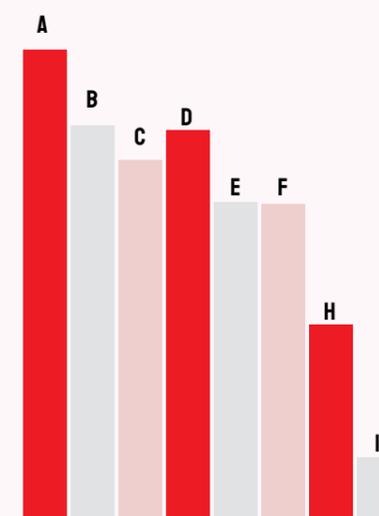


L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

EMPLOI DES RESSOURCES

pour un total de **16 574 254** euros

Répartition de l'emploi des ressources collectées conformément au compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.



L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

E | FINANCEMENT DES PROGRAMMES INTERNATIONAUX
2 091 433
F | ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE SIDA MENÉES PAR L'ASSOCIATION À L'INTERNATIONAL
2 079 472
G | ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION
1 290 205
H | FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS PRIVÉS
427 709
I | DOTATIONS AUX PROVISIONS
92 699

PARTIE FINANCIÈRE

BILAN DE SIDACTION

AU 31 DÉCEMBRE 2018

ACTIF	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET 2017
Actif immobilisé	2 448 495	845 692	1 602 803	1 646 470
Immobilisations incorporelles	425 184	384 989	40 196	97 982
Immobilisations corporelles	1 634 519	460 703	1 173 816	1 182 956
Immobilisations financières	356 542		356 542	356 232
Immobilisations en cours	32 250		32 250	9 300
Actif circulant	6 433 210	92 699	6 340 511	7 278 010
Stocks	32 331		32 331	31 583
Avances et acomptes versés	40 099		40 099	79 469
Créances	244 124		244 124	130 009
Autres	309 432		309 432	186 802
Valeurs mobilières de placement	2 508 855	92 699	2 416 156	
Disponibilités	3 298 369		3 298 369	6 850 148
Comptes de régularisation	118 259		118 259	113 383
Charges constatées d'avance	118 259		118 259	113 383
TOTAL ACTIF	8 999 964	938 391	8 061 573	9 037 863

Stock de legs en cours	1 072 420			
------------------------	-----------	--	--	--

PASSIF	BRUT	NET	NET 2017
Fonds propres	4 540 076	4 540 076	4 026 148
Réserves statutaires	46 175	46 175	46 175
Autres réserves	4 493 902	4 493 902	3 979 973
Résultat de l'exercice	583 463	583 463	513 929
Provisions pour risques et charges			
Fonds dédiés			222 184
Dettes	1 654 670	1 654 670	2 185 266
Concours bancaire			
Dettes fournisseurs	697 409	697 409	691 143
Dettes fiscales et sociales	920 234	920 234	839 880
Autres dettes	37 027	37 027	654 243
Comptes de régularisation	1 283 364	1 283 364	2 090 336
Produits constatés d'avance	1 283 364	1 283 364	2 090 336
TOTAL PASSIF	8 061 573	8 061 573	9 037 863

PARTIE FINANCIÈRE

COMPTE DE RÉSULTAT

AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Produits d'exploitation	16 919 781	16 568 279
Ventes de marchandises	7 274	12 388
Subventions d'exploitation	2 021 239	1 725 535
Reprises sur provisions et transferts de charges	27 652	16 745
Dons, droits et autres produits	14 863 616	14 813 611
Charges d'exploitation	16 474 803	16 278 104
Charges courantes et de collecte	5 716 833	5 444 100
Impôts, taxes et versements assimilés	280 424	268 901
Salaires et traitements	2 060 605	2 007 086
Charges sociales	988 622	977 927
Dotations aux amortissements	104 839	115 008
Dotations aux provisions	0	0
Financements versés	7 014 325	7 033 621
Autres charges	309 155	431 461
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	444 979	290 175
Produits financiers	9 910	7 927
Produits nets sur cession de SICAV	0	0
Autres produits financiers	9 910	7 927
Charges financières	92 699	39
Intérêts et charges assimilées	92 699	39
RÉSULTAT FINANCIER	(82 789)	7 888
Produits exceptionnels	5 842	364
Produits sur opérations de gestion	5 842	364
Charges exceptionnelles	2 977	1 392
Charges sur opérations de gestion	2 977	1 392
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	2 866	(1 028)
IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	3 776	6 899
SOLDE INTERMÉDIAIRE	361 279	290 136
Résultat intermédiaire	361 279	290 136
Report des ressources affectées	222 184	445 977
Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	222 184
RÉSULTAT NET	583 463	513 929
Total des produits	17 157 718	17 022 547
Total des charges	16 574 254	16 508 618

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis et arrêtés selon la réglementation française en vigueur et notamment en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 ;
- règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général ;
- règlement n°99-01 du CRC, relatif aux modalités des comptes annuels des associations et fondations.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques, dans le respect de la continuité de l'exploitation et de la permanence des méthodes.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La durée réelle d'utilisation des immobilisations incorporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes :
- 3 ans pour les immobilisations incorporelles.

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/17	Aquisitions 2018	Diminutions 2018	Total au 31/12/18
415 884	9 300		425 184

(amortissement linéaire sur durée de vie du bien)

Amortissements (en euros)

Total au 31/12/17	Dotations 2018	Diminutions 2018	Total au 31/12/18
317 902	67 086		384 988

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La durée réelle d'utilisation des immobilisations corporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes :
- 5 ans pour les travaux et les imprimantes ;
- 3 ans pour le mobilier de bureau ;
- 3 ans pour les ordinateurs fixes ;
- 2 ans pour les ordinateurs portables.

Construction de l'association (en euros)

Total au 31/12/17	Aquisitions 2018	Diminutions 2018	Total au 31/12/18
1090 997			1090 997

(non amortissable - œuvres d'art)

Installations du siège de l'association

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/17	Aquisitions 2018	Diminutions 2018	Total au 31/12/18
283 248	12 283		295 531

(amortissement linéaire sur la durée de vie du bien)

Amortissements

Total au 31/12/17	Dotations 2018	Diminutions 2018	Total au 31/12/18
224 662	17 637		242 299

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

Matériel informatique

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/17	Aquisitions 2018	Diminutions 2018	Total au 31/12/18
195 330	16 672	11 504	200 498

(amortissement linéaire sur la durée de vie du bien)

Amortissements

Total au 31/12/17	Dotations 2018	Diminutions 2018	Total au 31/12/18
174 437	13 174	7 517	180 094

Mobilier de bureau

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/17	Aquisitions 2018	Diminutions 2018	Total au 31/12/18
47 847	2 634	2 988	47 493

(amortissement linéaire sur durée de vie du bien)

Amortissements

Total au 31/12/17	Dotations 2018	Diminutions 2018	Total au 31/12/18
35 365	5 932	2 988	38 309

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Ce montant correspond à :

- des dépôts de garantie versés par l'association pour ses locaux administratifs. Il s'agit donc de créances à plus d'un an ;
- des parts sociales du Crédit coopératif.

STOCKS

Les stocks s'élèvent à 32 331 euros à la fois pour la boutique et pour les opérations régionales.

AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS

Les avances et acomptes versés s'élèvent à 40 099 euros. Ils correspondent principalement à des transferts dans le cadre du projet OPP ERA 2 pour 14 709 euros, une avance dans le cadre du Dîner de la Mode pour 15 600 euros, et une avance de 8 626 euros pour l'UJC.

AUTRES CRÉANCES

Les autres créances, d'un montant de 309 432 euros, correspondent notamment à :

- des produits à recevoir pour 247 360 euros ;
- ANRS pour 43 234 euros ;
- des engagements auprès de nos partenaires pour 9 608 euros ;
- des créances diverses pour 9 230 euros.

Toutes les créances sont d'échéance à moins d'un an.

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Le stock de valeurs mobilières de placement constaté au 31 décembre 2018 est à 2 508 855 euros.

Une provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement a été constituée à hauteur de 92 699 euros.

DISPONIBILITÉS

Les disponibilités sont constituées :

- des valeurs à l'encaissement de dons reçus au mois de janvier 2019, mais datés de l'année 2018 pour un montant de 372 934 euros ;
- des comptes bancaires et postaux courants, des livrets qui affichent une valeur globale de 2 924 780 euros ;
- de la caisse pour un montant de 474 euros ;
- des intérêts à recevoir pour 181 euros.

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 118 258 euros. Il s'agit :

- des contrats d'abonnement et de maintenance courant sur plusieurs exercices, des assurances et des loyers du premier trimestre, pour un montant de 95 796 euros ;
- des voyages 2019 réglés en 2018 pour 12 726 euros ;
- des charges de communication pour 6 034 euros ;
- d'autres charges diverses pour 3 701 euros.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

PASSIF
FONDS PROPRES

La dotation statutaire de 46 175 euros est maintenue. La réserve votée par l'assemblée générale en 1998 (1 524 490 euros) a été augmentée d'une partie du résultat 2007 pour 500 000 euros par l'assemblée générale en 2008, puis augmentée de 1 427 882 euros par l'assemblée générale de 2015. De plus, en 2015, le solde des comptes de fonds dédiés correspondant aux affectations successives de résultats au cours des exercices précédents, a été transféré au compte de réserves. L'assemblée générale de 2018 a affecté le résultat 2017 en réserve, ce qui porte celle-ci à 4 493 902 euros.

Le résultat 2018 positif de 583 463 euros se trouve sur la ligne « Résultat de l'exercice » au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant :

LIBELLÉ	SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Valeur du patrimoine intégré				
Fonds statutaires	46 175	0	0	46 175
Apports				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
Réserves				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	3 979 973	513 929		4 493 902
FONDS PROPRES	4 026 148	513 929		4 540 077

La hausse de 513 929 K€ correspond à l'affectation du résultat de l'exercice 2017.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

L'association comptabilise une provision pour litige lorsque le risque est considéré comme probable et peut être raisonnablement évalué sur la base des informations disponibles à la date de clôture.

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/17	Dotations 2018	Reprises 2018	Total au 31/12/18
0	0	0	0

FONDS DÉDIÉS

Est constatée en fonds dédiés la partie des ressources non consommées à la clôture relative au fonds de dotation Pierre Bergé. Le financement du fonds allouant ce financement aux organismes de recherche et aux associations travaillant sur la prévention et la prise en charge des malades.

Au 31/12/2018, le fonds de dotation Pierre Bergé est totalement consommé et affiche un solde nul.

DETTES

Les dettes fournisseurs (697 409 euros) correspondent à des frais du dernier trimestre 2018, dont le règlement interviendra en 2019 (547 587 euros), et à des factures non parvenues (149 822 euros).

Les autres dettes (37 027 euros) correspondent à des legs en cours de réalisation.

Les dettes fiscales, sociales et autres dettes (920 234 euros) correspondent :

- aux charges salariales du quatrième trimestre 2018, réglées en 2019 (158 769 euros) ;
- aux charges fiscales 2018, réglées en 2019 (40 023 euros) ;
- aux provisions pour congés payés (714 290 euros) ;
- autres salaires (7 152 euros).

Toutes les dettes sont d'échéance à moins d'un an.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les produits de subventions reçus dans l'année mais non consommés en fin d'année sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1 283 364 euros. Il s'agit de produits encaissés en 2018 pour des projets 2019 correspondant à :

- des subventions de l'Agence française de développement pour 775 698 euros ;
- des subventions de la Mairie de Paris pour 215 156 euros,
- des fonds reçus dans le cadre du Dîner de la Mode 2019 pour 151 500 euros ;
- Expertise France pour 104 607 euros ;
- Unitaïd pour 3 703 euros ;
- Fondation de France pour 32 700 euros.

ENGAGEMENTS HORS BILAN
MISSIONS SOCIALES

Dans la procédure d'attribution de financements, les engagements du conseil d'administration ne deviennent exécutoires qu'à compter de la signature d'une convention de financement avec le tiers destinataire des fonds. Toutefois, il a paru utile de faire figurer ici l'ensemble des décisions du conseil d'administration portant sur les financements.

En 2018, les engagements sont donc les suivants :

	FONDS PRÉVENTION ET AIDE AUX MALADES	FONDS RECHERCHE
Solde des soutiens financiers à verser au 31/12/17	1 974 447	3 985 045
Engagements nouveaux de l'exercice 2018	3 451 389	2 044 134
Versements effectués durant l'exercice 2018	3 583 939	3 196 106
Reliquats affectés aux versements 2018	9 460	
Solde des soutiens financiers au 31/12/18	1 832 438	2 833 073

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés pour moitié au fonds Recherche et soins et pour moitié au fonds Prévention et aide aux malades.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

VENTILATION DES PRODUITS

Les opérations de ventes de marchandises se composent :

- de la boutique sur notre site internet pour 7 250 euros ;
- des abonnements à *Ensemble* pour 24 euros.

Les subventions d'exploitation :

Méthode de comptabilisation retenue pour les subventions :

Les produits de subventions reçus dans l'année mais non consommés en fin d'année sont comptabilisés en produits constatés d'avance.
Les produits de subvention non reçus dans l'année mais consommés dans l'année sont comptabilisés en produits à recevoir.

Elles s'élèvent à 2 021 239 euros et se composent particulièrement :

- des subventions de l'Agence française de développement (1 032 317 euros) dans le cadre des projets internationaux ;
- des subventions de la Direction générale de la santé (90 000 euros) et du ministère de la Justice (24 500 euros) dans le cadre des projets de prévention et d'aide aux malades en France ;
- des subventions de la Mairie de Paris (292 633 euros) ;
- des subventions Expertise France et Fonds Mondial (274 439 euros) ;
- des subventions Unitaïd (271 074 euros) ;
- ANRS (36 276 euros).

Les transferts de charges :

Ils sont constitués de prises en charge dans le cadre de formations Fongecif.

Les autres produits, soit 14 863 615 euros, concernent :

- les redevances, droits d'auteurs et de reproduction (97 951 euros) ;
- les dons du public (11 250 300 euros) ;
- les produits des différentes opérations de collecte et de mécénat (2 041 520 euros) ;
- les produits des legs encaissés durant l'exercice ainsi que des assurances-vie ;

Lors du débouclage définitif du dossier des legs ou de donations, le montant de la vente est comptabilisé au compte de produit correspondant, et les charges ayant été engagées pour l'acquisition du bien pendant la transmission viennent diminuer ce produit.

Cette comptabilisation est déclenchée par la réception du décompte définitif du notaire.

Le montant ainsi passé dans les comptes en 2018 s'élève à 1 254 783 euros :

- les partenariats médias (67 528 euros) ;
- les cotisations des membres (8 380 euros - plateforme Elsa et administrateurs de **Sidaction**) ;
- les produits divers de gestion (143 152 euros, dont notamment 12 424 euros de loyers, et 119 763 euros de restitutions de nos partenaires).

Les produits financiers (9 910 euros) concernent les plus-values et intérêts générés par les placements à court terme de la trésorerie de l'association.

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 2 977 euros et correspondent au coût de sortie des immobilisations.

REMBOURSEMENT DES FRAIS AUX ADMINISTRATEURS

En 2018, **Sidaction** a pris en charge les frais engendrés par la participation aux conseils d'administration et assemblée générale des administrateurs pour un montant de 36 748 euros. Ces frais correspondent essentiellement aux déplacements des membres du collège international.

VALORISATION DES DONNS ET APPORTS EN NATURE

Conformément à la recommandation en 2008 de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), nous avons évalué les concours bénévoles et les ressources en nature dont bénéficie **Sidaction**.

LE BÉNÉVOLAT

Pour l'instruction des demandes de financement émanant des associations, des laboratoires de recherche ou des jeunes chercheurs, et du secteur des soins, **Sidaction** fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience en termes de lutte contre le sida dans le processus d'attribution des fonds collectés auprès du public. Ils interviennent en amont des réunions de comité pour expertiser les dossiers de demande de financement, et se réunissent en sessions plénières pour examiner les projets présentés ou en comité restreint pour l'évaluation des projets soutenus, les demandes de report ou de modification d'affectation de financements, les demandes d'aide d'urgence ou les demandes de financement exceptionnel.

Au 31 décembre 2018, le comité associatif sida, chargé d'instruire les dossiers d'aide aux malades déposés par les associations françaises, comptait 26 membres.

Le comité scientifique et médical, chargé d'instruire les dossiers de recherche scientifique et médicale, ainsi que les demandes de jeunes chercheurs, comptait 28 membres.

Le comité international, chargé d'instruire les dossiers des associations étrangères dans le cadre d'appel d'offres international, comptait 18 membres.

Chaque dossier est expertisé par 2 à 3 instructeurs, le temps d'expertise étant de 1 à 3 heures, selon le type de projet présenté. Compte tenu du nombre de dossiers étudiés, que ce soit pour une demande de financement ou une évaluation, le temps que les experts ont consacré à l'examen des financements accordés par **Sidaction** est estimé en 2018 à :

- 1 597 heures de travail pour les experts du comité associatif sida ;
- 602 heures de travail pour les experts du comité scientifique et médical ;
- 558 heures de travail pour les experts du comité international.

Différents experts sont aussi sollicités dans le cadre des missions menées par **Sidaction**, pour participer à des groupes de travail et de réflexion, comme le groupe « expert prison ». En 2018, ils ont effectué 112 heures de travail bénévole.

Enfin, les experts des différents comités, et notamment les présidents, sont régulièrement sollicités pour participer aux opérations de communication menées par l'association. Ils y ont consacré 196 heures en 2018.

La diversité des situations professionnelles et personnelles de chacune de ces personnes, qui apportent toutes une expertise de qualité, ne permet pas de valoriser financièrement ces 3 065 heures de travail qui nous sont offertes.

Par ailleurs, **Sidaction** a fait appel au bénévolat dans le cadre de l'organisation des opérations de collecte et de communication et en soutien occasionnel pour les différents services de **Sidaction**. Nous avons choisi de valoriser chaque heure de bénévolat offerte au SMIC horaire.

La générosité des bénévoles, dans le cadre de l'opération **Sidaction** médias 2018, pour assurer la réception des appels des téléspectateurs souhaitant faire une promesse de don, a apporté 3 618 heures de réponse téléphonique à l'association, valorisées pour un total de 56 121 euros.

Toujours dans le cadre de la collecte de fonds et autres événements, nous avons également organisé différentes opérations, comme le Dîner de la Mode, durant lesquelles nous avons fait appel à des bénévoles pour un nombre total de 522 heures. Cela représente un apport de 8 097 euros.

LES PRESTATIONS ET LES DONNS EN NATURE

Le **Sidaction** médias, qui permet de collecter environ un quart des ressources annuelles de l'association, ne pourrait exister sans la générosité de nos partenaires, qu'il s'agisse des 29 médias qui pendant trois jours ouvrent leurs antennes à **Sidaction**, des entreprises qui mettent à notre disposition leurs plateaux téléphoniques pour la réception des promesses de dons, ou des réseaux d'affichages, titres de presse et sites internet qui diffusent notre campagne d'appel aux dons.

Il est impossible d'évaluer précisément la valeur des gratuités dont nous bénéficions, faute de référence, aucune opération de ce type n'étant menée par le secteur lucratif. Pour l'année 2018, nous pouvons valoriser une partie de ces gratuités pour un montant total de 1 104 800 euros uniquement dédiés à la diffusion de la campagne d'appel aux dons.

Nous avons aussi bénéficié de gratuités pour l'organisation du Dîner de la mode, pour un montant de 153 339 euros.

Tous les dons en nature ont été valorisés au coût réel de la prestation ou du bien, lorsque nous avons l'information, ou au coût d'une prestation ou d'un bien équivalent.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS AU SENS DE L'ARTICLE 20 DE LA LOI DU 23 MAI 2006

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association **Sidaction** sont la présidente, la vice-présidente et le trésorier. Ces trois plus hauts cadres dirigeants ne perçoivent aucune rémunération de l'association **Sidaction**.

INFORMATION SUR LES CINQ PLUS HAUTES RÉMUNÉRATIONS

Le montant annuel brut des cinq rémunérations les plus importantes s'élève à 366 072 euros.

INFORMATION SUR LES PROVISIONS POUR LES INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE DES SALARIÉS

L'application des modalités du droit du travail pour le calcul des provisions d'indemnités qui seraient dues aux salariés de l'association au titre de leur départ à la retraite détermine une somme dont l'impact est négligeable pour l'exercice 2018. Aucune provision n'a donc été constatée pour ce poste.

Le calcul, basé sur un taux de revalorisation des salaires de 1 %, un taux d'actualisation de 1,57 %, un taux de turnover appliqué par tranche d'âge et un âge de départ à la retraite de 62 ans, donne un résultat de 231 K€.

La variation avec le montant constaté en 2017 (216 K€) est très faible.

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU PERSONNEL

CATÉGORIES	EFFECTIF AU 31/12/17	ENTRÉES ^(*)	DÉPARTS ^(*)	EFFECTIF AU 31/12/18
Non-cadres	1 CDI 1 CDD	2 CDI 1 CDD	0 CDI 2 CDD	3 CDI 0 CDD
Cadres	37 CDI 2 CDD	3 CDI 4 CDD	2 CDI 1 CDD	38 CDI 4 CDD
Total	41	10	5	45

(*) correspondant à 44 Equivalent Temps Plein

(1) Y compris les passages d'un statut non-cadre à cadre ou les transformations de CDD en CDI

INFORMATION SUR LES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2018 est de 64 328 euros, au titre du contrôle légal et des travaux d'audit spécifiques sur les projets financés par l'association.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

INFORMATION SUR LES LEGS ET LES DONATIONS À ENCAISSER FIN 2018

ANNÉES CA	NOMBRE DE DOSSIERS ACCEPTÉS	RESTE À ENCAISSER (EN €)
2007	1	3 500
2008	1	110 000
2011	1	2 000
2013	1	20 320
2014	2	70 800
2016	4	218 300
2017	3	371 500
2018	5	276 000
Total	18	1 072 420

LES LEGS ET LES DONATIONS ENCAISSÉS EN 2018

N° DU DOSSIER	NATURE DU LEGS OU DE LA DONATION	MONTANT ENCAISSÉ
06/005/L	Somme d'argent	1 746
13/010/L	Immobilier et argent	699 735
14/007/L	Immobilier	17
15/006/L	Somme d'argent	43
15/009/L	Somme d'argent	15 769
16/004/L	Immobilier et argent	235 976
16/008/L	Somme d'argent	49 672
18/001/L	Somme d'argent	10 000
Total		1 012 958

LES ASSURANCES VIE ENCAISSÉES EN 2018

N° DU DOSSIER	MONTANT ENCAISSÉ
17/004/A	2 516
17/009/A	15 124
17/010/A	8 688
17/011/A	10 953
17/012/A	18 388
18/001/A	5 197
18/002/A	122 097
18/003/A	38 298
18/004/A	9 310
18/005/A	2 237
18/006/A	1 336
15/003/A	7 682
Total	241 825

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL

DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

AU 31 DÉCEMBRE 2018

EMPLOIS	EMPLOIS DE 2018 COMPTE DE RÉSULTAT	AFFECTATION PAR EMPLOIS DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC UTILISÉES SUR 2018
1 - Missions sociales	11 684 308	9 091 218
1-1 Réalisées en France		
Actions réalisées directement	2 590 511	2 015 601
Versements à d'autres organismes agissant en France	4 922 892	3 830 358
1-2 Réalisées à l'étranger		
Actions réalisées directement	2 079 472	1 617 976
Versements à d'autres organismes	2 091 433	1 627 283
2 - Frais de recherche de fonds	3 507 042	2 728 727
Frais d'appel à la générosité du public	3 079 333	2 395 939
Frais de recherche de fonds privés	427 709	332 788
Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics		
3 - Frais de fonctionnement	1 290 205	1 003 871
		12 823 816
I TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE inscrits au compte de résultat	16 481 555	
II DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	92 699	
III ENGAGEMENT À RÉALISER sur ressources affectées	0	
IV EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	583 463	
V TOTAL GÉNÉRAL	17 157 717	
VI Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		
VII Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		
VIII Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		12 823 816
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Missions sociales		
Frais de recherche de fonds	1 322 358	
Frais de fonctionnement et autres charges		
TOTAL	1 322 358	

RESSOURCES

Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice.

	RESSOURCES COLLECTÉES SUR 2018 COMPTE DE RÉSULTAT	SUIVI DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC UTILISÉES SUR 2018
1 - Ressources collectées auprès du public	12 823 816	12 823 816
1-1 Dons et legs collectés		
Dons manuels non affectés	11 248 736	11 248 736
Dons manuels affectés	0	0
Legs et autres libéralités non affectés	1 250 522	1 250 522
Legs et autres libéralités affectés	4 262	4 262
1-2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	320 296	320 296
2 - Autres fonds privés	1 742 453	
3 - Subventions et autres concours publics	2 021 239	
4 - Autres produits	348 026	
I TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	16 935 534	
II REPRISES DES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	0	
III REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES	222 184	
IV VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC (cf. tableau des fonds dédiés)		
V INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
VI TOTAL GÉNÉRAL	17 157 718	12 823 816
Total des emplois financés par les sources collectées auprès du public		12 823 816
Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice		
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	64 218	
Prestations en nature	1 258 140	
Dons en nature		
TOTAL	1 322 358	

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

NOTES SUR LE COMPTE D'EMPLOI
ANNUEL DES RESSOURCES
COLLECTÉES PAR SIDACTION

RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉTABLISSEMENT DU CER

Le règlement du Comité de la réglementation comptable n° 2008-12 du 7 mai 2008, afférent à l'établissement du compte d'emploi annuel des ressources des associations et fondations, homologué par arrêté du 11 décembre 2008, prévoit désormais un cadre normalisateur applicable à compter du 1^{er} janvier 2009. Il s'agit du 8^{ème} exercice d'application par l'association **Sidaction**.

Le CER est établi sur base du compte de résultat avant affectation du résultat.

A compter de l'exercice 2015, **Sidaction** a procédé à une modification du calcul de ses ratios, validée par une décision du CA du 3 mars 2016.

Une partie des coûts de sensibilisation, jusqu'à présent intégrée dans les frais de recherche de fonds, est désormais affectée en mission sociale, selon des pourcentages de répartition raisonnables.

A - NOTE SUR LES EMPLOIS

La nouvelle présentation du CER fait apparaître les charges totales de l'année et la part financée par les ressources collectées auprès du public. Le total des emplois est de 16 481 555 euros.

I. INFORMATION SUR LES MISSIONS SOCIALES

Conformément aux statuts de **Sidaction**, les missions sociales se définissent comme suit :

« Sidaction mène des actions de lutte contre le sida par la collecte et la répartition de fonds destinés au financement de la recherche et des activités de prévention, d'entraide, d'amélioration de la qualité de la vie et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches. L'association soutient la réalisation de nouvelles actions et le développement et l'extension des actions entreprises à cette fin. »

Avec le cadre normalisateur du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), les missions sociales sont réparties entre :

- les actions réalisées en France ;
- les actions réalisées à l'étranger.

Et en deux secteurs distincts d'activités :

- les actions menées directement par **Sidaction** ;
- les versements à d'autres structures associatives ou de recherche menant des actions de lutte contre le sida.

I.1. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES EN FRANCE

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les programmes en France soutenus par **Sidaction** pour un montant total de 2 590 511 euros se décomposent comme suit :

- 733 830 euros pour les actions d'information, de prévention et d'aide aux malades en France dans le cadre des missions Antilles Guyane, Milieu carcéral, Prévention gay ;
- 552 215 euros pour les actions en direction de la recherche scientifique et médicale, de l'amélioration de la qualité de vie des malades et des soins menées en France, ou portées par des structures de recherche basées en France dans le cadre des missions Sciences sociales, Qualité de vie et qualité des soins, Recherche dans les PED et Jeunes chercheurs ;
- 1 304 466 euros pour l'information et les événements d'échange et de visibilité, tels que les magazines *Transversal* ou *les Essentiels*, et le journal *Ensemble*.

Les actions menées en propre par **Sidaction** regroupent les coûts directs et indirects affectés aux missions sociales qui disparaîtraient, conformément à la réglementation, si la mission sociale n'était pas réalisée.

Ces coûts se répartissent en trois grandes familles.

- Les coûts directs des missions : ce sont les achats, les prestations de services, les frais de déplacements, les frais d'audit et les salaires et charges sociales des chargés de missions.

- Le suivi des financements, conseil et formation : ce sont les coûts d'instruction et de suivi des projets financés (réunion des comités, suivi des structures financées) et les coûts des salaires et charges et des frais généraux directs des services de programmes (associatifs, scientifiques et internationaux), hors frais liés aux missions conduites en propre par l'association.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

- Les frais indirects des actions réalisées : cette rubrique comprend un pourcentage des frais de structure, principalement des frais généraux liés au bâtiment et au matériel. La clé de répartition de ces frais de structure est les m² de bureaux utilisés par service et projet. Chaque année, le tableau des m² est revu en fonction des embauches et départs et des nouvelles répartitions des locaux.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT EN FRANCE

Cette rubrique comprend les financements accordés par **Sidaction** à des structures menant des actions de lutte contre le sida en France, que ce soit pour les programmes d'information, de prévention et d'aide aux malades en France, pour la recherche scientifique et médicale et les projets d'amélioration de la qualité de vie des malades ou la participation au financement de conférences.

Les financements des programmes en France se répartissent comme suit :

	Versements effectués en 2018
Financements de l'aide aux malades	
- Appel d'offres	1 923 518
- Appel à projets Antilles Guyane	209 400
- Appel à projets Milieu carcéral	191 350
- Appel à projets Prévention Gay	235 074
Financements Prévenir	200 000
Financements jeunes chercheurs	1 087 040
Aides aux équipes de recherche	1 049 379
Recherche opérationnelle	27 131
TOTAL FINANCEMENTS « FRANCE »	4 922 892

I.2. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES À L'ÉTRANGER

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les programmes à l'étranger soutenus par **Sidaction** sont l'ensemble des programmes menés en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est, gérés par le service des programmes internationaux. Ils portent sur :

- le développement de nos actions à l'international ;
- les actions de lutte contre le sida menées dans les pays en développement ou en transition ;
- le soutien aux conférences internationales de lutte contre le sida.

Ces actions s'élèvent à 2 079 472 euros et regroupent les missions suivantes :

- structuration des associations ;
 - populations stigmatisées ;
 - santé maternelle et infantile ;
 - activités médicales ;
 - financements exceptionnels ;
 - gestion finance ;
- ainsi que les lignes Urgence, Plaidoyer et la mise en place de nouveaux projets.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT À L'ÉTRANGER

Cette rubrique comprend les financements accordés par **Sidaction** à des structures menant des actions de lutte contre le sida, de prévention, d'aide aux malades et de recherche dans les pays en développement ou en transition, ou la participation au financement de conférences.

Les financements des programmes à l'international se répartissent comme suit :

	Versements effectués en 2018
Financements de l'aide aux malades et recherche	
Appel à projets International	1 830 652
Appel à projets Populations stigmatisées	242 092
Appel à projets Enfants	18 689
TOTAL FINANCEMENTS « INTERNATIONAL »	2 091 433

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

2. INFORMATION SUR LES FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

Les coûts affectés aux frais de recherche de fonds s'élèvent à 3 507 042 euros et sont répartis en :

- frais d'appel à la générosité du public ;
- frais de recherche de fonds privés.

2.1. FRAIS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Cette rubrique comprend tous les coûts directs liés aux appels à dons (conception, réalisation et diffusion de mailing, newsletters, organisation de l'événement **Sidaction** médias, etc.), au traitement des dons (émission de reçus fiscaux, base de données, frais financiers, etc.), ainsi que les frais liés à la communication institutionnelle à destination principalement des donateurs (site internet, rapport d'activité) ou des notaires et du grand public dans le cadre de la politique de développement des legs.

Le **Sidaction** médias a engendré des coûts à hauteur de 1 057 849 euros, comprenant les frais des opérations de marketing direct menées en parallèle de l'opération et y prenant appui pour susciter les dons (735 019 euros).

Les coûts directs d'appel à la générosité publique représentent un total de 3 079 333 euros. Ils se décomposent, en plus des 1 057 849 euros des coûts d'organisation du **Sidaction** médias, en :

- coûts d'appel à la générosité publique (1 591 639 euros) ;
- coûts d'appel à la générosité publique sur le web (177 136 euros) ;
- coûts de compte-rendu aux donateurs et aux partenaires de l'association, et coûts « relations médias » (145 458 euros) ;
- coûts de traitement des legs et de communication auprès des notaires et du grand public (46 182 euros).

Par ailleurs, cette rubrique comprend aussi les frais de fonctionnement directs du service collecte et communication, les achats de biens et de services, les frais de participation à des conférences, les salaires et charges, le pourcentage de répartition des frais de structures, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux, ainsi que les frais de communication, tels que les relations presse et la communication institutionnelle.

Les frais indirects s'élèvent à 61 069 euros et se composent de la répartition des frais de fonctionnement de la structure.

2.2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS PRIVÉS

Cette rubrique comprend les frais liés à la recherche de partenariats d'entreprises et de mécénats, à la boutique, aux événements de prestige et aux soirées organisées, comme le Dîner de la Mode et les Chefs Solidaires (achats de matériel, frais de logistique et d'organisation, conception, fabrication et diffusion de documents, etc.).

Les coûts directs des autres activités liées à la collecte de fonds représentent un total de 427 709 euros, dont 233 267 euros pour l'organisation du Dîner de la Mode de janvier 2018, 77 312 euros consacrés aux opérations régionales, 12 805 euros en frais de gestion des partenariats, 38 930 euros pour les Chefs Solidaires, 8 672 euros pour la boutique et 56 723 euros pour la production du clip « Sa raison d'être, 20 ans après ».

2.3. CHARGES LIÉES À LA RECHERCHE DE SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Nous n'avons pas de frais directement liés à la recherche de subventions et autres concours publics.

3. INFORMATION SUR LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Sont affectées aux frais de fonctionnement toutes les charges relatives à la gouvernance de l'association (organisation des conseils d'administration, voyages et déplacements des administrateurs, assurances des membres des différentes instances), au service administratif et financier (frais de comptabilité et d'audit annuel des comptes, frais du service juridique, gestion des ressources humaines, salaires et charges sociales, frais financiers non directement liés aux missions sociales ou aux opérations de collecte, etc.), à la direction générale (missions, déplacements et salaires), ainsi que la part des charges de structures affectées au service administratif et financier et à la direction générale, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux.

Le montant total des frais de fonctionnement de l'association, pour son administration, est de 1 290 205 euros.

B - NOTE SUR LES AFFECTATIONS PAR EMPLOI DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC ET UTILISÉES SUR 2018

La présentation du Compte d'emploi annuel des ressources (CER) appelle à un traitement différencié des emplois en fonction de l'origine des fonds qui ont permis leur financement. En dehors des frais directement liés à la générosité du public et de ceux qui en sont totalement exclus, il est déterminé une clé de répartition de l'affectation des seules ressources collectées auprès du public par type d'emplois, qui est calculée sur la base du pourcentage des emplois réalisés par rapport au budget global de **Sidaction**. Ainsi, les ressources de **Sidaction** issues de la générosité du public sont affectées de façon homogène aux emplois qui n'ont pas de financement dédié.

I. MISSIONS SOCIALES FINANCÉES PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Le pourcentage de réalisation des missions sociales par rapport au budget global de **Sidaction** est le même que celui financé par la générosité du public. Pour l'année 2018, les missions sociales représentent 70,9 % de l'activité générale, soit 9 091 218 euros financés par la générosité du public.

Seules certaines recettes, issues des financeurs publics et de financeurs privés, essentiellement un fonds de dotation et des fondations d'entreprise, font l'objet d'un fléchage précis en termes d'emploi. Les emplois prévus dans ces conventions de financement ont un suivi spécifique en comptabilité analytique, et sont donc exclus de la partie financée par la générosité du public.

I.1. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES EN FRANCE ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les actions en France financées par la générosité du public s'élèvent à 2 015 601 euros, soit :

- 570 972 euros pour les actions d'aide aux malades et de prévention ;
- 429 663 euros pour les actions de recherche scientifique et médicale ;
- 1 014 966 euros pour les événements d'échange, de visibilité et de sensibilisation.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT EN FRANCE

Les versements en France financés par la générosité du public s'élèvent à 3 830 358 euros soit :

- 1 991 349 euros pour des structures menant des actions d'aide aux malades et de prévention ;
- 1 839 009 euros pour des structures menant des actions de recherche scientifique et médicale.

I.2. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES À L'ÉTRANGER

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les actions à l'étranger financées par la générosité du public s'élèvent à 1 617 976 euros.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT À L'ÉTRANGER

Les versements à l'étranger financés par la générosité du public s'élèvent à 1 627 283 euros.

2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS FINANCÉS PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Pour l'année 2018, les frais de recherche de fonds financés par la générosité du public représentent 21,3 % de l'activité, soit 2 728 727 euros.

3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT FINANCÉS PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Une fois les frais de missions sociales et de recherche de fonds totalement financés, nous avons affecté une partie du fonctionnement sur les fonds restant issus de la générosité du public. Ils s'élèvent à 1 003 871 euros et représentent 7,8 % de l'activité.

C - ENGAGEMENTS À RÉALISER (III)

Les engagements à réaliser correspondent à la partie non consommée de subventions reçues et constatée en fonds dédiés.

D - NOTE SUR LES RESSOURCES

La réglementation pour l'établissement du CER fait une distinction entre les fonds directement collectés auprès du public et ceux issus d'opérations de collectes et autres ressources de l'association. Le total des ressources est de 16 935 534 euros.

I. INFORMATION SUR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

Durant l'exercice 2018, les opérations faisant appel à la générosité publique ont permis de collecter 12 823 816 euros auprès de particuliers, d'entreprises, d'associations ou de collectivités locales.

Conformément à l'article 19 des statuts de **Sidaction** qui précise que : « *les ressources nettes collectées par l'association après déduction des frais de gestion et de collecte des fonds sont réparties par le conseil d'administration à raison de :*

- * 50 % pour financer des travaux de recherche et d'amélioration de la qualité de la vie des personnes atteintes par l'infection à VIH en France et à l'étranger,
- * 50 % pour financer des activités d'information, de prévention, d'entraide et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches, en France et à l'étranger. ».

Toutes les ressources de **Sidaction** sont affectées par le conseil d'administration conformément aux statuts.

I.1. INFORMATION SUR LES DONS ET LES LEGS COLLECTÉS

DONS MANUELS NON AFFECTÉS

Les dons collectés auprès de particuliers s'élèvent à 11 248 736 euros et se décomposent comme suit :

- 3 475 395 euros ont été collectés à l'occasion du **Sidaction** médias des 23, 24 et 25 mars 2018, contre 3 051 123 euros pour l'opération organisée en 2017.
- 6 851 009 euros sont issus des opérations de marketing direct, contre 6 896 725 euros pour 2017.

Ces opérations ont utilisé le fichier des donateurs issu des campagnes de collecte de fonds menées par l'association de 1994 à 2018.

- 922 332 euros proviennent de la collecte web 2018, contre 883 000 euros en 2017.

LEGS ET AUTRES LIBÉRALITÉS AFFECTÉS ET NON AFFECTÉS

Au cours de l'année 2018, nous avons encaissé 1 254 783 euros, dont 4 262 euros en affectés et 1 250 522 euros en non affectés, provenant de :

- 8 legs (1 012 958 euros) ;
- 12 assurances-vie (241 825 euros).

I.2. INFORMATION SUR LES AUTRES PRODUITS LIÉS À L'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Les opérations régionales s'élèvent à 320 296 euros.

2. INFORMATION SUR LES AUTRES FONDS PRIVÉS

Les autres fonds privés regroupent l'ensemble des opérations de collecte de **Sidaction**, hors appel à la générosité du public. Ils s'élèvent à 1 742 453 euros et se décomposent comme suit :

- 964 403 euros proviennent des mécénats et partenariats d'entreprises, tels qu'avec la société Sucres et Denrées (200 000 euros), le MAC Aids Fund (193 507 euros), des partenariats dans le cadre du **Sidaction** médias 2018 (453 779 euros), BNP (32 465 euros), Fondation de France (5 664 euros), SSCP (65 531 euros) et autres (13 457 euros) ;
- Les dons collectés auprès de sociétés se composent des dons issus des opérations de collecte auprès du public, au niveau national ou régional. Ils s'élèvent à 778 050 euros (Diner de la Mode).

3. INFORMATION SUR LES SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Dans le cadre des missions menées en propre par **Sidaction**, nous faisons des demandes de subventions auprès des organismes publics. En 2018, nous avons obtenu les subventions suivantes pour un montant total de 2 021 239 euros, dont :

- 1 032 317 euros de l'Agence française de développement (AFD) pour les programmes Perspectives et Elsa ;
- 90 000 euros de la Direction générale de la santé (DGS) pour les programmes Antilles Guyane et la mission Milieu carcéral ;
- 24 500 euros du ministère de la Justice pour la mission Milieu carcéral ;
- 292 633 euros de la Mairie de Paris ;
- 274 438 euros d'Expertise France ;
- 271 074 euros d'UNITAID ;
- 36 276 euros de l'ANRS.

4. INFORMATION SUR LES AUTRES PRODUITS

Les autres produits s'élèvent à 348 026 euros. Ils se décomposent en :

- 7 250 euros de ventes de la boutique,
- 179 184 euros de produits de gestion, dont 119 763 euros de restitutions de la part de nos partenaires, 8 380 euros de cotisations et 51 041 euros de produits de gestion courante et de transferts de charges ;
- 9 910 euros de produits financiers qui concernent les plus-values générées par les placements à court terme de la trésorerie de l'association ;
- 145 816 euros ont été collectés grâce à l'action de Madame Line Renaud. Le fonds Line-Renaud est constitué des ressources des Albums vente et droits d'auteurs pour 97 951 euros, et de recettes de manifestations organisées au profit de l'association, en particulier l'opération Chefs Solidaires (47 864 euros) ;
- des produits exceptionnels (5 842 euros) ;
- 24 euros d'abonnement au magazine *Transversal* et au journal *Ensemble*.

E - INFORMATION SUR LES REPRISES DES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS (II)

Les reprises des provisions et amortissements s'élèvent 0 euro.

F - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES

Cette présentation du CER a été prévue pour pouvoir suivre d'année en année les fonds issus directement de la générosité du public non affectés et non utilisés. Or dans le cas de **Sidaction**, du fait de notre obligation statutaire, l'ensemble de nos fonds est affecté. A ce titre, le tableau des fonds dédiés est présenté ci-après.

Les reports des ressources affectées non utilisées sur l'exercice antérieur correspondent à la part des fonds dédiés utilisés au cours de l'exercice.

1- Ce fichier a été enregistré sous le numéro 456932 auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, en date du 6 août 1996. Il répond aux exigences de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

G - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Cette rubrique permet de suivre les contributions volontaires chiffrables dont bénéficie **Sidaction** au cours de l'année.

Les contributions volontaires en nature se décomptent comme suit :

- 64 218 euros de bénévolat ;
- 1 258 140 euros de prestations en nature.

Elles sont affectées dans nos trois grandes familles de coûts, en fonction de la destination des contributions :

- 1 322 358 euros de frais de recherche de fonds.

Les heures de bénévolat non chiffrables sont exclues du tableau.

La gouvernance de l'association **Sidaction** repose sur le conseil d'administration, composé de membres bénévoles, acteurs de la lutte contre le sida en France et à l'étranger, dans les domaines de la prévention, l'aide aux malades, la recherche et les soins médicaux.

Pour l'instruction des demandes de financement, et à travers la mise en place de groupes d'experts dans différents domaines, **Sidaction** fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le sida. La diversité des situations professionnelles et personnelles de chacune de ces personnes, qui apportent toutes une expertise de qualité, ne permet pas de valoriser financièrement les 3 231 heures de travail qui nous sont offertes.

NOTES SUR LES ENGAGEMENTS NON VERSÉS PAR SIDACTION

Les engagements votés au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie et des soins restant à verser s'élèvent à 4 665 511 euros.

Pour les actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades en France, en marge de ses propres programmes, **Sidaction** a engagé, en 2018, pour 2 438 650 euros de financements associatifs. 2 551 382 euros ayant été versés en 2018, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2018, en tenant compte des reliquats, s'établit à 1 248 959 euros.

Pour les programmes de recherche scientifique et médicale et d'amélioration de la qualité de vie et des soins des malades, en marge de ses propres programmes, **Sidaction** a engagé, en 2018, pour 1 031 396 euros de financements aux jeunes chercheurs, aides aux équipes de recherche, qualité de vie et qualité des soins.

2 163 551 euros ayant été versés en 2018, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2018, en tenant compte des reliquats, s'établit à 2 249 594 euros.

Pour les programmes de lutte contre le sida dans les pays en développement et en transition, en marge de ses propres programmes, **Sidaction** a engagé, en 2018, pour 2 025 478 euros de financements. 2 065 113 euros ayant été versés en 2018, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2018, en tenant compte des reliquats, s'établit à 1 166 958 euros.

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés pour moitié au fonds Recherche, et pour moitié au fonds Prévention et aide aux malades.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

ENGAGEMENTS NON VERSÉS

PAR SIDACTION

AU 31 DÉCEMBRE 2018

	Solde restant à verser au 01/01/2018	Nouveaux engagements et modifications	Versements effectués en 2018	Restitutions sur financements	Solde restant à verser au 31/12/2018
Appel d'offres Aide aux malades et prévention	1 045 904	1 793 600	1 915 832	9 186	914 486
Appel à projets Départements français d'Amérique	108 297	199 750	207 450	0	100 597
Appel à projets Prévention et soutien en milieu carcéral	99 450	205 300	191 350	0	113 400
Appel à projets Prévention gay	117 500	240 000	236 750	274	120 476
TOTAL FINANCEMENTS ASSOCIATIFS FRANCE	1 371 151	2 438 650	2 551 382	9 460	1 248 959
Appel à projets Prise en charge globale	817 251	1 757 969	1 785 907	0	789 313
Baillleurs externes	256 842	274 509	279 206	0	252 145
Appel à projets Enfants (Grandir + PSS)	132 500	-7000	0	0	125 500
TOTAL FINANCEMENTS INTERNATIONAUX	1 206 593	2 025 478	2 065 113	0	1 166 958
Financements aux jeunes chercheurs	1 874 050	119 010	1 087 040	0	906 021
Appel d'offres permanent	1 874 050	119 010	1 087 040	0	906 021
Aides aux équipes de recherche	1 466 358	706 778	1 008 040	0	1 165 096
Appel d'offres permanent	1 466 358	706 778	1 008 040	0	1 165 096
Fonds de dotation Pierre Bergé	41 340	0	41 340	0	0
Appel d'offres permanent 2013	41 340	0	41 340	0	0
Recherche opérationnelle	0	205 608	27 131	0	178 477
Appel d'offres	0	205 608	27 131	0	178 477
TOTAL FINANCEMENTS SCIENTIFIQUES ET MÉDICAUX	3 381 748	1 031 396	2 163 551	0	2 249 594
TOTAL EXERCICE 2018	5 959 492	5 495 524	6 780 046	9 460	4 665 511

Engagements sur 2019	4 083 184
Engagements sur 2020	582 327
Total	4 665 511

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

NOTES SUR LES FONDS DÉDIÉS DE SIDACTION

L'appel à la générosité publique nous impose la présentation en compte d'emploi de nos dépenses et recettes annuelles. Le déroulement de l'activité de Sidaction n'étant pas calé sur l'année civile, les fonds dédiés nous permettent de respecter la volonté du conseil d'administration et de ses votes en fonction de nos engagements, tout en respectant les règles de présentation annuelle, les fonds dédiés étant les fonds de l'association préaffectés aux actions de Sidaction en fonction des décisions du conseil d'administration.

NOTRE ORGANISATION

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
DES EXPERTS CONTRE LE SIDA

Françoise BARRÉ-SINOUSI
présidente, prix Nobel de
médecine 2008

Line RENAUD
vice-présidente

Hugues CHARBONNEAU
secrétaire général

Edmond-Luc HENRY
trésorier

COLLÈGE DES
PERSONNALITÉS
QUALIFIÉES

Line RENAUD
vice-présidente

Hugues CHARBONNEAU
secrétaire général

Louis GAUTIER
administrateur, conseiller
maître à la Cour des
comptes

Yves DUPONT REDONDO
administrateur

Éric FLEUOT¹
administrateur

COLLÈGE
ASSOCIATIF

Edmond LUC-HENRY
trésorier, président
d'honneur de l'Association
française des hémophiles

Marc-Antoine BARTOLI
Act Up-Paris

Carine FAVIER
administratrice,
Planning familial

Aurélien BEAUCAMP
administrateur, Aides

Christine BARBIER
administratrice

COLLÈGE
SCIENTIFIQUE
ET MÉDICAL

Françoise BARRÉ-SINOUSI
présidente, prix Nobel de
médecine 2008

Jean-François DELFRAISSY
administrateur,
Hôpital Bicêtre

Anne SIMON
administratrice, SFLS

Renaud BECQUET
administrateur, Inserm

Christine ROUZIQUX
administratrice,
hôpital Necker

Constance DELAUGERE²
administratrice,
hôpital Saint-Louis

COLLÈGE
INTERNATIONAL

Jeanne GAPIYA-NIYONZIMA
administratrice, ANSS
(Burundi)

Hakima HIMMICH
administratrice, ALCS
(Maroc)

Gilles RAGUIN
administrateur, IMEA

Louis PIZARRO
administrateur, Solthis

Daouda DIOUF
administrateur, Enda santé
(Sénégal)

Asier SÁEZ-CIRIÓN
président du comité
scientifique et médical

Friederike SPERNOL
présidente du comité
associatif « sida »

Christine KAFANDO
présidente du comité international

Pascal OBISPO
membre d'honneur

Merci à **Eric FLEUOT**, administrateur,
dont le mandat a pris fin en 2019.

Christian DOUBRERE,
administrateur de Sidaction depuis 2002
et membre du collège associatif, nous a
quitté le 6 mars 2019. Nous saluons son
immense investissement, dès 1992, dans
la lutte contre le sida, et garderons de lui
le souvenir d'un homme de conviction,
engagé avec et en faveur des personnes
vivant avec le VIH.

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE ET MÉDICAL

Il est composé de cliniciens en activité dans des services de maladies infectieuses ou d'immunologie clinique, de chercheurs investis dans des travaux fondamentaux ou appliqués et d'experts en sciences sociales. Le comité est complété par la présence de deux représentants d'associations de malades. Ces spécialistes apportent au conseil d'administration de Sidaction tout l'éclairage scientifique nécessaire à une bonne étude des demandes, évaluent les résultats obtenus par les programmes soutenus par Sidaction et collaborent aux activités d'information et de vulgarisation scientifique de l'association.

PRÉSIDENT

Asier SÁEZ-CIRIÓN*
Groupe Réservoirs et
contrôle viral, unité
HIV, inflammation et
persistance, Institut Pasteur
(Paris)

MEMBRES

Victor APPAY³
Immunophysiopathologie
de l'infection VIH et
vieillesse immunitaire,
Inserm U1135, hôpital de la
Pitié-Salpêtrière (Paris)

Jean-Luc BATTINI
Virus ARN et métabolisme,
CNRS UMR9004, Institut de
recherche en infectiologie
(Montpellier)

Anne-Sophie BEIGNON
Service d'immuno-virologie,
Institut des maladies
émergentes et des
thérapies innovantes, CEA
& UMR EI, université Paris-11
(Fontenay-aux-Roses)

Philippe BENAROCH
Groupe Transport
intracellulaire et immunité,
Inserm U932, institut Curie
(Paris)

Martine BRAIBANT³
Morphogénèse et
antigénicité du VIH et des
virus des hépatites, Inserm
U966, université François-
Rabelais, UFR médecine
(Tours)

Bruno CANARD²
Architecture et fonction
des molécules biologiques,
UMR 6098, Cnrs Aix-Marseille
(Marseille)

Nicoletta CASARELLI
Unité Virus et immunité,
Institut Pasteur (Paris)

Pierre DELOBEL
Unité Inserm 1043, centre
de physiopathologie de
Toulouse-Purpan, CHU de
Toulouse (Toulouse)

Lucile ESPERT³
Autophagie et infections,
CNRS UMR 9004, Institut de
recherche en infectiologie
(Montpellier)

Jade GHOSN
Unité fonctionnelle de
thérapeutique en immuno-
infectiologie, CHU Hôtel-
Dieu (Paris)

Karine LACOMBE
Service des maladies
infectieuses et tropicales,
hôpital Saint-Antoine (Paris)

Marc LAVIGNE
Interactions hôtes-virus,
Inserm U1016, institut Cochin
(Paris)

Annie LE PALEC³
Sida Info Service, TRT-5
(Paris)

Jean-Daniel LELIÈVRE*
Service d'immunologie
clinique, hôpital Henri-
Mondor – Upec (Créteil)

**Florence
MARGOTTIN-GOGUET¹**
Rétrovirus, quiescence et
prolifération, département
Infection, immunité,
inflammation, institut
Cochin (Paris)

Élise MARSICANO
Cesp, Inserm U1018,
université de Strasbourg
(Strasbourg)

Jean-Christophe PAILLART
UPR 9002,
ribonucléoprotéines virales,
incorporation du génome
et assemblage, IBMC
(Strasbourg)

Stéphane PAUL
Immunologie clinique,
CHU Saint-Étienne (Saint-
Étienne)

Hélène POLLARD³
Sol En Si, membre du TRT-5
(Paris)

Dolorès POURETTE¹
Unité de recherche pour
le développement, Ceped
(Paris)

Linda WITTKOP
VIH, hépatites virales
et comorbidités :
épidémiologie clinique et
santé publique, UMR 1219,
Bordeaux Population Health,
Isped et CHU de Bordeaux
(Bordeaux)

Alessia ZAMBORLINI³
CNRS, UMR7212, Inserm U944,
IUH université Paris-Diderot
(Paris)

Fin de mandat en décembre 2018 :

Vincent LEMOING – Service des maladies
infectieuses et tropicales, hôpital Gui-de-
Chauliac (Montpellier).

Marc RUFF – Département de biologie
structurale et de génomique, Institut
de génétique et biologie moléculaire et
cellulaire (Ilkirch).

Marc BESSIN – Institut de recherche
interdisciplinaire sur les enjeux sociaux,
EHESS (Paris).

¹ Fin de mandat en 2019
² Nomination en 2018

^(*) Membres de la commission permanente
⁽¹⁾ Nomination et la commission permanente en 2018
⁽²⁾ Nomination en 2018
⁽³⁾ Renouvellement de mandat en 2018

LE COMITÉ INTERNATIONAL

PRÉSIDENTE

Christine KAFANDO
MAS - Burkina Faso

Emma ACINA
Solidarité féminine - Djibouti

Louise-Hortense AKA DAGO-AKRIBI
Université de Cocody - Côte d'Ivoire

Camille ANOMA
Espace Confiance - Côte d'Ivoire

Julie CASTRO
médecin et doctorante en sciences sociales, EHES - France

Benjamin CLAPHAM
Vital Stratégies - États-Unis

Nicoleta DASCALU
Aras - Roumanie

Anne DERACHE
Africa Center - Afrique du Sud

Alice GOUGOUNON
consultante - Canada

Latifa IMANE
consultante - Maroc

Julie LANGLOIS
pharmacienne - Nouvelle Calédonie

Charles LIMAZIE
Action contre le sida - Togo

Karine POUCHAIN-GRÉPINET
Fondation de France - France

Valentin SIMONOV
International Network of People who Use Drugs - Royaume-Uni

Koungno Jean-François SOMÉ
Pnud - Togo

Andrinette Yvonne TAVI OUATTARA
consultante - Burkina Faso

Émilie TROUSSELIER-SEEPURSAUND
Pils - Maurice

Alexander TSEKHANOVICH
Eurasian Harm Reduction Network - Lituanie

Roger Yves YOMB FILS
Africagay - Cameroun

SORTIES 2018

Charlotte DÉZÉ
conseillère régionale en santé mondiale - Madagascar

LE COMITÉ FRANCE

PRÉSIDENTE

Friederike SPERNOL*
Sol en si

Didier ARTHAUD**
Basiliade

Antoine BAUDRY*
Cabiria Lyon

Françoise BITATSI-TRACHET
RVH Marne-la-Vallée

Valérie BOURDIN*
ALS

Jean-Luc BOUSSARD²
Corevih IDF Est

Julian BRESSY²
CNS Paris

Julie CHAMBON²
Solidarité Sida

Nicolas DERCHE²
Arcat

Sandra FERNANDEZ*
Réseau Espas

Ramona FRESSZ³
Acceptess-T

Fabienne LANGLOIS
Fondation Léonie-Chaptal

Joachim LEVY
Nouvelle Aube

Franck MARTIN
Arap-Rubis

Christophe MATHIAS
Les ActupienNes

David MICHELS
Aides

Guy MOLINIER²
TRT-5

Abdou NDIAYE⁴
Charonne

Hélène PELLISSIER*
Comité départemental du cancer 93

Lesley PORTE*
L'arbre fromager

Roseline REAT²
CAARUD Sida-Paroles

Bernadette RWEGERA⁴
Ikambere

Noëlle TARDIEU²
Relais VIH

Nicolas TERRAIL*
CHRU de Montpellier / UCSA

Papy TSHIALA KATUMBAY²
Association Espoir

Charlotte VERDURE²
ARPS Saint-Denis (La Réunion)

FIN DE MANDATS EN 2018 :

Murièle CONORT Cité Béthanie, **Sié DIONOU** Hôpital de la Pitié-Salpêtrière, **Patricia ENEL** Corevih PACA - Ouest Corse, **Christine ETCHEPARE** Arcat, **Anne MISBACH** Corevih Alsace, **Nelly REYDELLET** Le Kiosque Infos Sida Toxicomanie, **Alain VOLNY ANNE EATG**

DÉMISSION EN 2018 :

Gil ENJALBERT Union Cépère Robert-Monnier, **Nicolas GATEAU** Actions traitements

ÉQUIPE SALARIÉE

DIRECTION GÉNÉRALE

Florence THUNE
directrice générale

Martine COLCHEN
responsable ressources humaines et juridiques

Loretta FUNTES^{1,2}
assistante administrative

Florian CARLO
logisticien sécurité

SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Michel WILMET
directeur administratif et financier

Maryse LE PALMEC
comptable

Benoît DESMIDT
contrôleur de gestion siège et programmes internationaux

To-chau TRAN
contrôleur de gestion programmes internationaux

Julia MALHOMME
contrôleur de gestion programmes

Annie-Patricette HOASY
contrôleur de gestion programmes France

Célia LANOE³
assistante contrôleur de gestion

SERVICE COMMUNICATION

Laurent AMIAND
directeur de la communication

Loretta FUNTES^{1,2}
assistante administrative

Aurélien DEFRETIN
responsable des relations médias

Bérénice PIERSON
responsable de la communication

Marine CHARLIER
chargée de la communication

Françoise GODARD
responsable des opérations de collecte (organisées par des tiers)

Antoine TISSOT
webmarketeur

Anthony COTTE
chargé de communication digitale

Romain GATTET³
chargé de communication



SERVICE DÉVELOPPEMENT

Virginie MAUJEAN
responsable du marketing direct

Christelle MUNDALA
responsable des relations donateurs

Madalina GUBAS
chargée des relations donateurs/base de données

Romain MARTIN-ROSSI
responsable développement grands donateurs et mécénat

SERVICE DES PROGRAMMES SCIENTIFIQUES ET MÉDICAUX

Serawit BRUCK-LANDAIS
directrice des programmes scientifiques et médicaux

Julia GROLERE¹
assistante administrative

Nadia ABID
responsable des financements programmes scientifiques et médicaux

Nora YAHIA
responsable du suivi et de la valorisation des programmes scientifiques et médicaux

Vincent DOURIS
responsable des recherches opérationnelles

SERVICE DES PROGRAMMES FRANCE

Sandrine FOURNIER
directrice des programmes France

Séverine DJOUADA
chargée de mission Gestion administrative et suivi de projets

Frédérique VIAUD
responsable des programmes régionaux Centre, La Réunion, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes

Jennifer COUBARD
responsable des programmes régionaux Alsace, Aquitaine, Corse, Nord-Pas-de-Calais, Paca, Antilles et Guyane

Corinne LE HUITOUZE
responsable des programmes régionaux Île-de-France et Pays de la Loire

Ridha NOUIOUAT
responsable des programmes VIH et hépatites en milieu carcéral

Nicolas GATEAU
responsable des programmes Prévention gay et autres HSH

SERVICE DES PROGRAMMES INTERNATIONAUX

Hélène ROGER
directrice des programmes internationaux

Julia GROLERE¹
assistante administrative

Anne SUSSET
coordonnatrice des programmes internationaux

Myriam BENHAMOU²
responsable de programmes de structuration associative

Anaïs SAINT-GAL
chargée de plaidoyer

Julia ROY²
chargée de programmes Pays en développement et en transition

Réjane ZIO
responsable des programmes Santé de la mère et de l'enfant, Pays en développement et en transition

Cécile CHARTRAIN
responsable des programmes Minorités sexuelles et genre

Olivia ZANATTA-SYLLA
responsable programmes médicaux, Pays en développement et en transition

Vincent BASTIEN
responsable de programmes adjoint de la plateforme ELSA

Marine DUCOS²
chargée de mission plateforme ELSA

Charlotte PUGET²
gestionnaire des programmes et des activités médicales et des laboratoires

Mélisande BERGEON²
chargée de projet junior

(*) Membres de la commission permanente

(1) Nominé par la commission permanente en 2018

(2) Nominé au comité en 2018

(3) Démission en 2019

(4) Fin de mandat en 2019

1 Travail à temps partagé à 50 %.
2 Contrat à durée déterminée.
3 Contrat d'alternance.

ANNEXES

PROGRAMMES
SCIENTIFIQUES ET MÉDICAUXAIDES AUX ÉQUIPES
EN RECHERCHE
FONDAMENTALE**Andrès ALCOVER** ^{FRM}*Institut Pasteur.*

Détournement des mécanismes d'activation cellulaire des lymphocytes T par le VIH-1 : rôle dans l'équilibre transcriptionnel et l'expression du génome viral.

Victor APPAY

Hôpital Pitié-Salpêtrière. Impact of HIV infection on priming of antigen specific CD8+ T cell responses.

Jean-Luc BATTINI

Institut de recherche en infectiologie de Montpellier. Cribles génétiques pour l'identification et la compréhension des mécanismes d'action des inhibiteurs de l'infection par le VIH-1 induits par l'interféron.

Serge BENICHO

Institut Cochin. Rôle des GTPases Rab et Rho dans la formation de la synapse virologique et le transfert intercellulaire du VIH-1.

Clarisse BERLIOZ TORRENT

Institut Cochin. Contribution d'un mécanisme non canonique d'autophagie dans la formation de réservoirs viraux dans les macrophages primaires infectés par le VIH-1.

Martine BRAIBANT*Université François-Rabelais.*

Étude de la capacité d'échappement de la glycoprotéine d'enveloppe du VIH-1 à la restriction de l'infection médiée par les protéines IFITM.

Anne BRELOT

Institut Pasteur. Modulateurs chimiques de la dimérisation de CCR5 et impact sur l'entrée des VIH.

Andréa CIMARELLI

École normale supérieure de Lyon. Characterization of the antiviral effects of IFITMs against HIV-1.

Pierre CORBEAU

Institut de génétique humaine de Montpellier (IGH). Les lésions de l'ADN induites par les dérivés oxygénés d'origine monocyttaire chez les personnes vivant avec le

VIH-1 avirémiques sous traitement comme frein à la restauration immunitaire.

Nathalie DEJUCQ-RAINSFORD*Institut de recherche en santé, environnement et travail (Irset).*

Transmission colo-rectale du VIH par les cellules infectées du sperme et effet du liquide séminal *ex vivo*.

Francesca DI NUNZIO ^{FRM}

Institut Pasteur. Study of the interplay between nucleoporins and chromatin factors to orchestrate HIV-1 replication.

Stéphane EMILIANI

Institut Cochin. Epitranscriptome control of HIV replication: functional study of HIV RNA m6A methylation.

Yonatan GANOR

Institut Cochin. Neuro-immune control of mucosal HIV-1 transmission via the interaction of calcitonin gene-related peptide with Langerhans cells.

Caroline GOUJON

Institut de recherche en infectiologie de Montpellier. Cribles génétiques pour l'identification et la compréhension des mécanismes d'action des inhibiteurs de l'infection par le VIH-1 induits par l'interféron.

Sophie HUE

Institut Mondor de recherche biomédicale. Etude de l'influence de l'initiation du traitement sur la réponse lymphocytaire B muqueuse des patients infectés par le VIH-1.

Esther KELLENBERGER*Université de Strasbourg.*

Modulateurs chimiques de la dimérisation de CCR5 et impact sur l'entrée des VIH.

Bernard LAGANE

Institut Pasteur. Modulateurs chimiques de la dimérisation de CCR5 et impact sur l'entrée des VIH.

Olivier LAMBOTTE*Faculté de médecine Paris-Sud.*

Etude des mécanismes favorisant la persistance de lymphocytes T CD4 infectés dans le tissu adipeux : rôle de l'absence de contact entre lymphocytes TCD4 et TCD8.

Marc LAVIGNE*Institut Cochin.*

Régulation de l'expression du vih-1 par la topologie de l'ADN et les topoisomérases cellulaires, rôle de ces paramètres dans la latence virale.

Nicolas MANEL*Institut Curie.*

Impact of HIV infection on priming of antigen specific CD8+ T cell responses.

Nicolas MANEL ^{FRM}

Institut Curie. Role of SUN2 and the nuclear envelope architecture in HIV replication.

Roland MARQUET*Institut de biologie moléculaire et cellulaire (IBMC).*

Remaniements structuraux de l'ARN génomique du VIH-1 lors de la maturation des particules virales.

Olivier MAUFFRET

École normale supérieure de Cachan. Etude du mécanisme d'action de la protéine de nucléocapside dans les transferts de brin se produisant lors de la transcription inverse du VIH-1.

Elisabeth MENU

Institut Pasteur. Impact du microbiote vaginal sur les co-infections Chlamydia-VIH/SIV au sein du tractus reproducteur féminin : l'Etudes *in vitro* et *ex vivo*.

Arnaud MORIS*Hôpital de la Pitié-Salpêtrière.*

Defining the translome of HIV-1 to identify novel conserved CTL antigens.

Hugo MOUQUET

Institut Pasteur. Etude de l'influence de l'initiation du traitement sur la réponse lymphocytaire B muqueuse des patients infectés par le VIH-2.

Florian MULLER ^{FRM}

Institut Pasteur. Study of the interplay between nucleoporins and chromatin factors to orchestrate HIV-1 replication.

Olivier NAMY

Institut de biologie Intégrative de la Cellule (I2BC). Defining the translome of HIV-1 to identify novel conserved CTL antigens.

Vincent PARISSI ^{FRM}*Université de Bordeaux.* Phases

de réparation postintégratives du VIH-1 : étude fonctionnelle et recherche de nouvelles cibles thérapeutiques.

Isabelle PELLEGRIN

CHU de Bordeaux. Activation immune résiduelle chez le sujet infecté par le VIH sous traitement efficace : association entre métabolies et activation de la voie de l'inflammasome des monocytes avec les comorbidités.

Marc RUFF ^{FRM}

Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC).

Import – export nucléaire de l'intégrase du VIH-1 : études structurales et fonctionnelles des complexes impliqués.

Asier SÁEZ-CIRIÓN

Institut Pasteur. Impact of HIV infection on priming of antigen specific CD8+ T cell responses.

Clotilde THERY

Institut Curie. Role of SUN2 and the nuclear envelope architecture in HIV replication.

Linda WITTKOP

Bordeaux Population Health – U1219. Activation immune résiduelle chez le sujet infecté par le VIH sous traitement efficace : association entre métabolies et activation de la voie de l'inflammasome des monocytes avec les comorbidités.

Marat YUSUPOV

Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC). Étude structurale du contrôle de l'initiation de la traduction par l'IREs de HIV-1.

Alessia ZAMBORLINI ^{FRM}

Institut universitaire d'hématologie. Molecular bases for the control of SAMHD1 antiviral activity by SUMOylation.

AIDES AUX ÉQUIPES
EN RECHERCHE
APPLIQUÉE**Véronique BOYER***Institut de recherche pour le développement TRANSVIH-MI.*

Étude de l'infection à Papillomavirus chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes en Afrique de l'Ouest.

Guislaine CARCELAIN ^{FRM}*Centre de recherche**sur l'inflammation.*

Immunosénescence des cellules iNKT et rôle dans l'émergence des lymphoproliférations liées à HHV-8.

Claire MONGE*Institut de biologie et de chimie des protéines.*

Conception et évaluation d'un patch de vaccination sublinguale pour l'induction d'une immunité mucosale neutralisante à large spectre.

AIDES AUX ÉQUIPES
EN RECHERCHE
CLINIQUE**Karine LACOMBE***Institut Pierre-Louis*

d'épidémiologie et de santé publique. Marqueurs prédictifs novateurs des événements virologiques, sérologiques et cliniques chez les patients co-infectés VIH-VHB traités au long cours par ténofovir.

Karine LACOMBE*Institut Pierre-Louis*

d'épidémiologie et de santé publique. Complete evaluation of the effect of hepatitis B virus on results from the ANRS 12136 Temprano study (Temprano-B).

Hélène LE GUILLOU GUILLETTE

CHU d'Angers. Étude de la prévalence et de l'impact clinique des co-infections par le virus de l'hépatite Delat (VHD) chez les patients co-infectés VIH-VHB au CTA de Nouakchott, Mauritanie.

David ZUCMAN

Hôpital Hôtel-Dieu. Mise en place et évaluation d'une alerte électronique d'incitation au dépistage ciblé de l'infection VIH à l'hôpital Foch suivant des critères sociodémographiques : étude pilote « POP UP ».

AIDES AUX ÉQUIPES
EN RECHERCHE
SCIENCES SOCIALES**Cécile CAMES**

Institut de recherche pour le développement. Acceptabilité, faisabilité et efficacité de la récupération nutritionnelle ambulatoire des enfants et adolescents infectés par le VIH.

Patrizia CARRIERI

Observatoire régional de la santé PACA. Examining the experiences of HIV-positive People Who Inject Drugs (PWID) and Men Who have Sex with Men (MSM) who have cleared HCV following Direct-Acting Antiviral treatment in France.

Marguerite COGNET

Université Denis-Diderot, Paris-VII. Facteurs socioculturels et migratoires autour de la prévention du VIH auprès des personnes trans MtF latinoaméricaines : ce que les expériences de Paris et de Madrid révèlent.

Marie JAUFFRET ROUSTIDE

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale et société. Projet de recherche sociologique sur AERLI (accompagnement et éducation aux risques liés à l'injection) : transmissions de savoirs entre profanes et professionnels et stratégies d'autonomisation face au risque de transmission du VIH et des hépatites.

Marie JAUFFRET-ROUSTIDE

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale et société. Essai d'intervention PRIDE sur la mise à niveau et l'acceptabilité des mesures de réduction des risques infectieux en prison en France.

Sophie LECOEUR*INED TEEWA-2.* Young Adults born with HIV.**Sylvie MERLE**

ORS Martinique. La sexualité des adolescents martiniquais face au risque VIH/SIDA (SADOVIH).

^{FRM} Ces projets sont sélectionnés par le comité scientifique de Sidaction et financés par la fondation pour la recherche médicale dans le cadre d'un partenariat avec la fondation pour la recherche médicale.

ANNEXES

AIDES AUX JEUNES
CHERCHEURS
EN RECHERCHE
FONDAMENTALE**Mathieu ANGIN**

Institut Pasteur. Importance de la voie mTOR et du métabolisme des glucides dans la fonction des lymphocytes T CD8 associés au contrôle de l'infection par le VIH.

Maxime BERETTA

Université François-Rabelais. Comparaison des propriétés phénotypiques des glycoprotéines d'enveloppe de variants du VIH-1 circulant pendant la phase précoce et tardive d'infection au sein d'un cluster de transmission.

Jérôme BOUCHET

Institut Cochin. Rôle du transport vésiculaire intracellulaire dans la formation de la synapse virologique et le transfert intercellulaire du VIH-1.

Aurélien DROUIN

Université François-Rabelais. Étude de la capacité d'échappement de la glycoprotéine d'enveloppe du VIH-1 à la restriction de l'infection médiée par les protéines IFITM.

Julie FROUARD

Institut de recherche sur la santé, l'environnement et le travail. Transmission colrectale du VIH-1 par les cellules infectées du sperme et modulation par le liquide séminal.

Juliette FERNANDEZ IRIM

Université de Montpellier. Quantification de l'import nucléaire du VIH par complémentation protéique pour le criblage haut-débit de biomolécules.

Jennifer GORWOOD

Faculté de médecine Pierre-et-Marie-Curie. Implication du VIH et des antirétroviraux dans les atteintes dysmétaboliques du tissu adipeux : rôle du vieillissement et de la fibrose.

Marwa KHAMASSI

Institut Cochin. Conception de nouveaux vaccins anti-VIH basés sur des épitopes conformationnels « cross clade » de gp41 issus d'anticorps muqueux protecteurs de sujets hautement exposés au VIH mais restant séronégatifs (ESN).

Justine MAILLIOT

Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire. Étude structurale 3D des mécanismes de contrôle de la synthèse protéique par le VIH.

Michaël MARTIN

Institut Cochin. Étude structure-fonction d'un nouveau facteur de restriction inactivé par la protéine virale Vpx.

Charlotte MARTINAT

Université Denis-Diderot, Paris-VII. Role of SUMOylation in the regulation of the antiviral activity of SAMHD1, a restriction factor of HIV-1.

Assia MOUHAND

Institut de biologie physico-chimique. Le domaine C-terminal de Pr55Gag : interactions multiples et rôle dans l'assemblage et le bourgeonnement du VIH-1.

Sarah N'DA KONAN

Institut Cochin. Epitranscriptome control of HIV replication: functional study of HIV RNA m6A methylation.

Alexandre NICOLAS

Institut universitaire d'hématologie – hôpital Saint-Louis. Caractérisation génotypique et phénotypique des virus du réservoir VIH réactivable.

Fernando OLIVEIRA REAL

Institut Cochin. Mécanismes précoces de transmission du VIH-1 et établissement de réservoirs viraux dans l'urètre chez l'homme.

Laure PAPIN

Institut de recherche en infectiologie de Montpellier. Impact de l'infection par le VIH sur les différentes populations de cellules dendritiques.

Mathias PEREIRA

Hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Antigen presentation by B cells : a key to bNAbs.

Romy ROUZEAU

Institut de biologie structurale. Étude de l'antogénie d'une lignée anticorps visant un épitope quaternaire du trimère d'enveloppe du VIH dans le but de développer une approche de vaccinologie inverse.

Nicolas RUFFIN

Institut Curie. Integrating blood precursor of dendritic cells in our understanding of the physiopathology of HIV-1 infection.

Emma SAULNIER

Université de Montpellier. Analyser la propagation du VIH grâce aux génomes viraux.

Elena VAZQUEZ-CHAVEZ

Institut Pasteur. Détournement des mécanismes d'activation cellulaire des lymphocytes T par le VIH-1 : rôle dans l'équilibre transcriptionnel et l'expression du génome viral.

ANNEXES

FINANCEMENTS
JEUNES CHERCHEURS
EN RECHERCHE
APPLIQUÉE**Julie JESSON**

Université Paul-Sabatier, Toulouse-III. Pour une prise en charge nutritionnelle des adolescents infectés par le VIH : état des lieux et stratégies d'intervention en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est.

AIDES AUX JEUNES
CHERCHEURS
EN RECHERCHE
SCIENCES SOCIALES**Diana BARGER**

Institut de santé publique d'épidémiologie et de développement. Déterminants de l'état de santé des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) en Aquitaine.

Marie DOS SANTOS

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale et société. Essai d'intervention Pride sur la mise à niveau et l'acceptabilité des mesures de réduction des risques infectieux en prison, en France.

Yael ECHED

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale et société. La construction de l'« immunité » des FSF au VIH/sida – perception du risque et pratiques de prévention des lesbiennes, bis et personnes trans, en France.

Olga GONZALEZ

Université Denis-Diderot, Paris-VII. Avancées et limites de la « santé communautaire » en prévention du VIH auprès des migrants trans MtF latino-américains : les expériences de Paris et de Madrid.

Maxime INGHELS

Université Paris-Descartes. Comment repenser le dépistage du VIH à l'aune du traitement universel dans un contexte d'épidémie mixte et de raréfaction des moyens financiers ? Le cas de la Côte d'Ivoire.

Koichi KAMEDA**DE FIGUEIREDO CARVALHO**

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale et société. Santé publique, innovation et politiques publiques : le développement et la production de tests de diagnostic dans le champ du VIH et des hépatites virales au Brésil.

Larissa KOJOU

Observatoire régional de la santé PACA. Les liens entre internet, conduites sexuelles à risque et prévention du VIH chez les hommes au Cameroun.

Judith LEBLANC

Hôpital Raymond Poincaré. Faisabilité et acceptabilité du dépistage infirmier ciblé du VIH par test rapide dans les services d'urgences d'Île-de-France.

Francesca MININEL

Maison méditerranéenne des sciences de l'homme. Virginity for Health. Les concours de vierges modèles et la prévention du sida au Togo.

Albert Gautier NDIONE

Institut de recherche pour le développement. Entre confiance et méfiance : les consommateurs de drogues injectables face au dispositif de RdR et prise en charge du VIH au Sénégal.

Mélanie PEREZ

Institut national d'études démographiques. Les homosexuels et la PrEP : réception, usages et appropriations d'une nouvelle technique biomédicale de prévention du VIH.

Pierre-Julien COULAUD

Observatoire régional de la santé, PACA. Enjeux en matière de prévention de l'infection par le VIH auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), suivis dans une offre de prise charge globale trimestrielle à visé.

Nicolas KLAUSSER

Université Paris Ouest Nanterre. La Défense. Le statut juridique de l'étranger gravement malade.

DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES FINANCEMENTS 2018

PROGRAMMES FRANCE



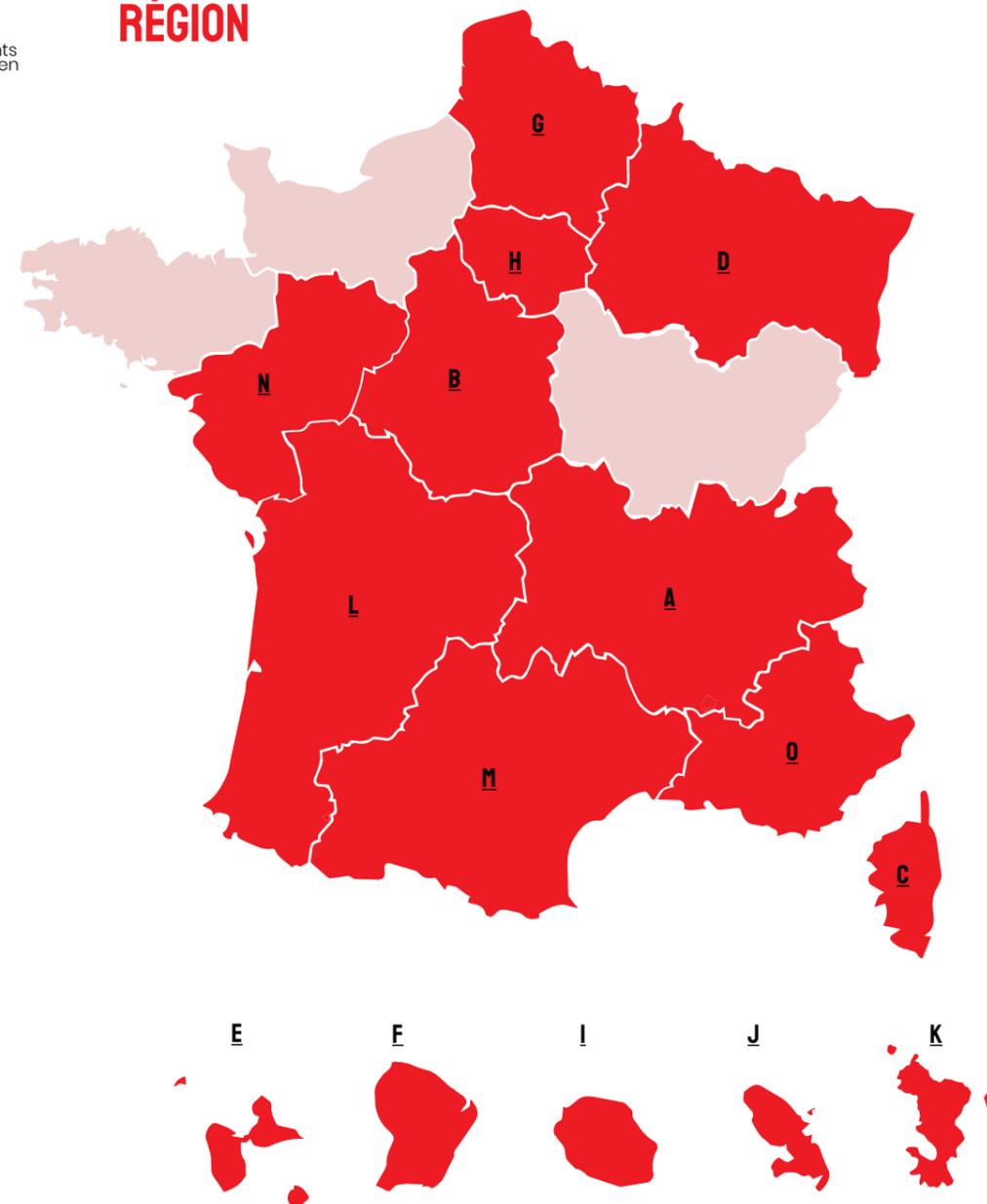
L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

- A | APPEL D'OFFRES GÉNÉRALISTE
1 923 518
- B | APPEL À PROJETS PRÉVENTION GAY
237 024
- C | APPEL À PROJETS DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE
207 450
- D | APPEL À PROJETS MILIEU CARCÉRAL
191 350
- E | QUALITÉ DE VIE ET QUALITÉ DES SOINS
0

→ RÉPARTITION DES FONDS PAR RÉGION

L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

- A | AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
228 550 | 12 projets
- B | CENTRE-VAL DE LOIRE
41 000 | 3 projets
- C | CORSE
38 942 | 2 projets
- D | GRAND EST
6 000 | 2 projets
- E | GUADELOUPE
28 050 | 2 projets
- F | GUYANE
145 000 | 11 projets
- G | HAUTS-DE-FRANCE
33 300 | 4 projets
- H | ÎLE-DE-FRANCE
1 303 400 | 46 projets
- I | LA RÉUNION
41 950 | 5 projets
- J | MARTINIQUE
38 000 | 2 projets
- K | MAYOTTE
4 750 | 1 projet
- L | NOUVELLE AQUITAINE
89 400 | 2 projets
- M | OCCITANIE
268 100 | 9 projets
- N | PAYS DE LA LOIRE
49 500 | 4 projets
- O | PACA
243 400 | 13 projets



TOTAL NATIONAL ▶ **2 559 342** millions d'euros | **118** projets soutenus en France

→ FONDS VOTÉS | FONDS VERSÉS PAR RÉGION I PROGRAMMES FRANCE*

* Les montants versés ont été décaissés en 2018.
Le nombre de projets = nombre de projets votés en 2018.

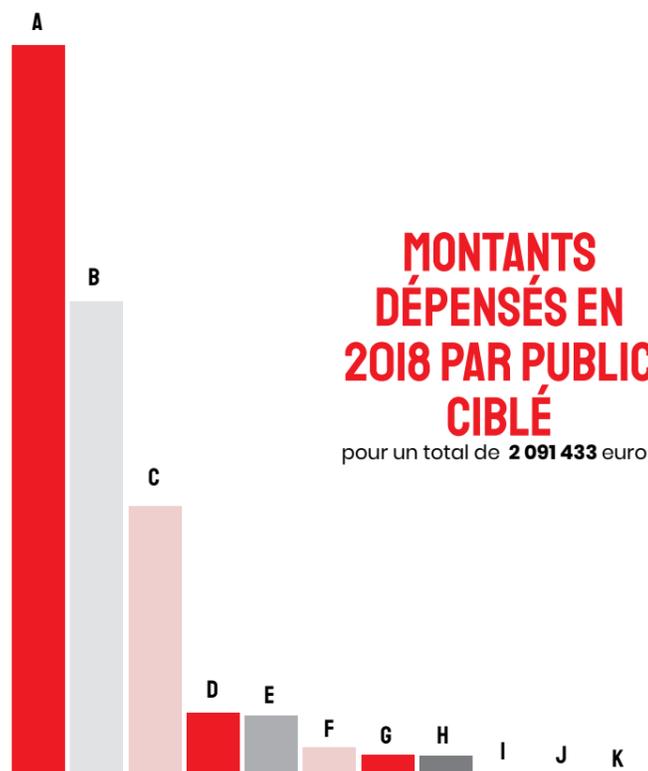
RÉGION	NOM DE LA STRUCTURE	NOMBRE DE PROJETS VOTÉS	MONTANT VERSÉ	PAR RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	ACTIS	3	55 000	
	ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALS)	3	50 400	
	BASILIADE	1	3 000	
	CABIRIA	2	81 000	
	DA TI SENI	1	6 150	
	KEEP SMILING	1	21 000	
	TEMPO	1	12 000	228 550
CENTRE-VAL DE LOIRE	GROUPES ACTION GAY ET LESBIEN - LOIRET	1	17 500	
	HEPSILO - RESEAU VILLE HÔPITAL - HEPATITES SIDA 45	1	13 500	
	MFPF 37	1	10 000	41 000
CORSE	AIUTU CORSU	2	38 942	38 942
GRAND EST	ASSOCIATION SOCIALE ALSACE - VIH	1	3 000	
	REVIH-MULHOUSE	1	3 000	6 000
GUADELOUPE	ASSOCIATION RESEAU VILLE-HOPITAL GUADELOUPE	1	8 000	
	GWADA UNI-VERS	1	5 900	
	INITIATIVE ECO	0	14 150	28 050
GUYANE	ACTIONS POUR LE DEVELOP.T L'EDUCATION ET LA RECHERCHE	1	21 000	
	ASSOCIATION !DSANTE	1	6 400	
	ASSOCIATION GUYANAISE DE REDUCTION DES RISQUES	1	2 900	
	COMEDE	1	10 000	
	CROYANCES & SANTE SEXUELLE	1	11 000	
	DEVELOP.T ACCOMP.T ANIMATION COOPERATION	1	41 000	
	ENTR'AIDES GUYANE	3	31 500	
	L'ARBRE FROMAGER	2	21 200	145 000
HAUTS-DE-FRANCE	ADIS	2	17 050	
	SANTÉ INFO SOLIDARITÉ ANIMATION	2	16 250	33 300
ÎLE-DE-FRANCE	ACCEPTESS-T	2	85 900	
	ACT UP-PARIS	1	14 000	
	ACTIONS TRAITEMENTS	1	56 000	

AFRIQUE ARC EN CIEL PARIS IDF	1	10 850	
AFRIQUE Avenir	1	26 500	
ARCAT	2	97 000	
AREMEDIA	2	29 000	
ASSO. DE GESTION DU COLLECTIF DROITS ET PROSTITUTION	1	33 000	
ASSOCIATION ESPOIR	2	36 000	
ASSOCIATION MARIE-MADELEINE	1	36 300	
ASSOCIATION SANTE, MEDIATION ET DEVELOPPEMENT	1	20 250	
AURORE	1	20 000	
BASILIADE	4	163 500	
CENTRE DE PRISE EN CHARGE DES MALADIES INFECTIEUSES	1	6 500	
CENTRE LGBT PARIS IDF	1	16 300	
COMEDE	1	42 000	
COMITE DES FAMILLES	1	19 500	
DESSINE MOI UN MOUTON	1	94 150	
FONDATION LEONIE-CHAPTAL	2	56 300	
IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE	1	67 250	
INSTITUT ALFRED FOURNIER	1	29 800	
LA MAIN FINE	1	27 000	
LA MARMITE	0	5 000	
LA PLAGES	1	36 700	
LE KIOSKE INFOS SIDA ET TOXICOMANIE	1	29 000	
LES AMIS DU BUS DES FEMMES	2	39 250	
LES PETITS BONHEURS	1	10 000	
MFPF	2	21 000	
MIGRATIONS SANTE FRANCE	1	18 000	
MOUVEMENT D'AFFIRMATION DES JEUNES LGBT	1	3 100	
OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS	1	32 500	
PARI-T	1	8 000	
PREVENTION ACTION SANTE TRAVAIL POUR LES TRANSGENRES	2	48 300	
RESEAU DES ASSOC. ET DES MEDECINS DE MONTREUIL - VIH	1	3 000	
SANTE INFO SOLIDARITE ANIMATION	1	8 700	
SOL EN SI	1	53 750	1 303 400

RÉGION	NOM DE LA STRUCTURE	NOMBRE DE PROJETS VOTÉS	MONTANT VERSÉ	PAR RÉGION	
LA RÉUNION	ARPS	3	29 350		
	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE 974 DU PLANNING FAMILIAL	1	1 750		
	RIVE	1	10 850	41 950	
MARTINIQUE	ACTION SIDA MARTINIQUE	2	38 000	38 000	
MAYOTTE	NARIKE M'SADA	1	4 750	4 750	
NOUVELLE AQUITAINE	ENTR'AIDSIDA	1	11 000		
	GAPS CPS	1	78 400	89 400	
OCCITANIE	ACT UP SUD OUEST	1	42 000		
	ARAP RUBIS	1	35 000		
	ASSOCIATION VIVRE	1	6 500		
	ENVIE	1	68 850		
	GRISOLIDIS	1	70 000		
	LA MAISON DE VIE DU ROUSSILLON	2	2 750		
	MA VIE	0	15 500		
	RELAIS VIH	1	15 500		
	SANTE INFO SOLIDARITE ANIMATION	1	10 500		
	SOC.T HEPATO GASTROENTEROLOGIE DE CATALOGNE ROUSSILLON	0	1 500	268 100	
	PAYS DE LA LOIRE	AUORE	1	24 500	
MEDECINS DU MONDE		1	6 000		
PALOMA		1	8 500		
SANTE INFO SOLIDARITE ANIMATION		1	10 500	49 500	
ACTION SANTE ALTERNATIVE DU BASSIN CANNOIS		2	9 200		
AUTRES REGARDS		1	35 000		
CENTRE LGBT COTE D'AZUR		1	14 000		
FIGHT AIDS FRANCE		0	5 000		
LA CASE		1	7 500		
NOUVELLE AUBE		2	19 900		
RESEAU SANTE MARSEILLE SUD		1	45 500		
RESEAU SANTE VIEUX PORT		1	11 000		
SANTE INFO SOLIDARITE ANIMATION		1	8 550		
SOL EN SI		2	45 250		
TOUS IMPLIQUES POUR INNOVER		1	42 500	243 400	
TOTAL DES FONDS			118		2 559 342

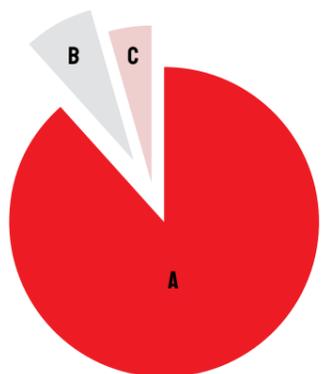
DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES FINANCEMENTS 2018

PROGRAMMES INTERNATIONAUX



L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

- A | PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH
913 095,54
- B | ENFANTS / ADOLESCENT.E.S
592 390,05
- C | HSH / FSF / TRANS
337 540,85
- D | USAGER.E.S DE DROGUES
79 462,39
- E | POPULATION GÉNÉRALE
75 124,84
- F | INSTITUTIONS
35 648,00
- G | TRAVAILLEUR.S.E.S DU SEXE
26 987,38
- H | PERSONNES EN DÉTENTION
24 717,99
- I | PROFESSIONNEL.L.E.S DE SANTÉ / ACTEURS COMMUNAUTAIRES / CHERCHEURS
5 161,99
- J | PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
1 250,48
- K | MÉDIAS
53,50



L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

- A | AFRIQUE
1 849 341
- B | EUROPE
154 810
- C | ASIE
87 282

ZONES D'INTERVENTION DANS LE MONDE



MONTANTS DÉPENSÉS EN 2018 PAR PAYS

pour un total de **2 091 433** euros

AFRIQUE

- A | BÉNIN
82 000 | 1 structure
- B | BURKINA FASO
189 939 | 2 structures
- C | BURUNDI
411 380 | 4 structures
- D | CAMEROUN
173 418 | 3 structures
- E | RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
38 000 | 1 structure
- F | CÔTE D'IVOIRE
254 080 | 3 structures
- G | GUINÉE
5 000 | 1 structure
- H | MALI
243 748 | 2 structures

- I | MAROC
20 000 | 1 structure
- J | NIGER
34 536 | 1 structure
- K | RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI
34 500 | 1 structure
- L | RÉPUBLIQUE DE MAURICE
25 000 | 1 structure
- M | RÉPUBLIQUE DU CONGO
81 998 | 2 structures
- N | TCHAD
51 998 | 1 structure
- O | TOGO
203 744 | 4 structures

ASIE

- P | NÉPAL
87 282 | 2 structures

EUROPE

- Q | RUSSIE
60 989 | 1 structure
- R | UKRAINE
27 781 | 1 structure
- S | ROUMANIE
66 040 | 3 structures

→ ZONES, PAYS D'INTERVENTION ET STRUCTURES PROGRAMMES INTERNATIONAUX **

ZONE	PAYS	NOM DE LA STRUCTURE	NOMBRE DE PROJETS VOTÉS	MONTANT VERSÉ	PAR PAYS	
AFRIQUE	BÉNIN	RACINES	1	82 000	82 000	
		BURKINA FASO	AAS	0		51 750
			AED	1	18 689	
			REVS+	1	119 500	189 939
	BURUNDI		ANSS	2	265 130	
			SWAA BURUNDI	2	146 250	411 380
	CAMEROUN		ALTERNATIVES CAMEROUN	1	71 134	
			HORIZONS FEMMES	1	5 000	
			SWAA LITTORAL	1	97 284	173 418
	CONGO, REP. DEM.		SOS SIDA	1	38 000	38 000
	CÔTE D'IVOIRE		ALTERNATIVE COTE D IVOIRE	1	24 402	
			CENTRE SAS	1	139 956	
			ESPACE CONFIANCE	1	89 722	254 080
	GUINÉE		FONDATION ESPOIR GUINEE	1	5 000	5 000
	MALI		AKS	1	108 248	
			ARCAD SIDA	1	135 500	243 748
	MAROC		ALCS	1	20 000	20 000
	NIGER		MVS	1	34 536	34 536
	REP. DE DJIBOUTI		SOLIDARITE FEMININE	1	34 500	34 500
	REP. DE MAURICE		PILS	1	25 000	25 000
	REP. DE CONGO		AVENIR POSITIF	1	25 500	
		SERMENT UNIVERSEL	1	56 498	81 998	
TCHAD		ADN	1	51 998	51 998	
TOGO		ACS	1	36 500		
		AMC	1	60 750		
		CRIPS TOGO	1	30 500		
		EVT	1	75 994	203 744	
ASIE	NÉPAL	BLUE DIAMOND SOCIETY	1	25 000		
		NAVA KIRAN PLUS	1	62 282	87 282	

EUROPE	ROUMANIE	ARAS	2	61 040	
		CARUSEL	1	5 000	66 040
	RUSSIE	HUMANITARIAN ACTION	1	44 989	
		IMENA +		16 000	60 989
	UKRAINE	TOCHKA OPORY	1	27 781	27 781
	TOTAL DES FONDS		35		2 091 433

** Les montants versés ont été décaissés en 2018.
Le nombre de projets = nombre de projets votés en 2018.



Conception et réalisation graphique
Michael Sallit
(www.michaelsallit.com)

Rédaction
Marianne Bernède & Angeline Rouers

Secrétariat de rédaction
Amélie Weill

Coordination générale
Laurent Amiand & Bérénice Pierson

Copyright photos : Vincent Isoré, Regis Samba Knouzi,
Flore Aël Surun, Christophe Morin, Hélène Ferrarini, Istock

Sidaction
228, rue du Faubourg Saint-Martin
75010 Paris
Tél. : 01 53 26 45 55
Fax : 01 53 26 45 75
www.sidaction.org

Association reconnue d'utilité publique,
habilitée à recevoir legs et donations.